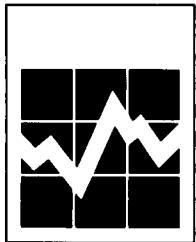


85-213

C.3

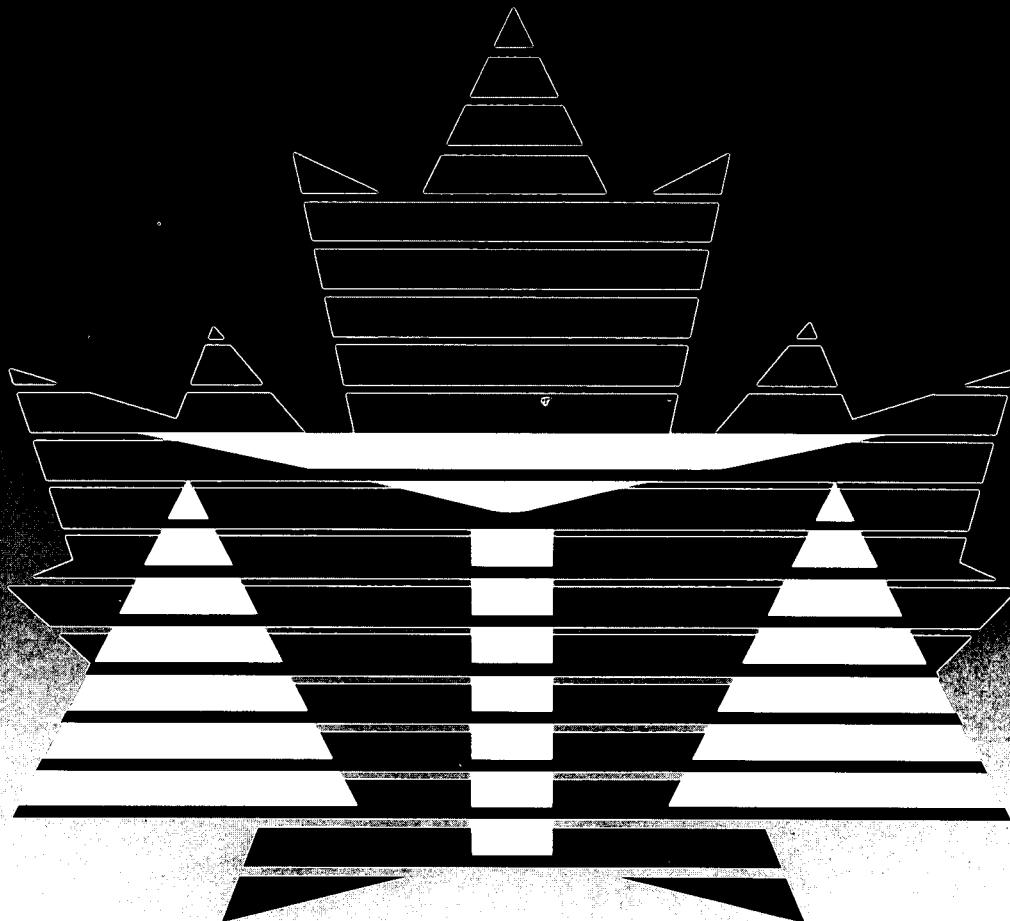
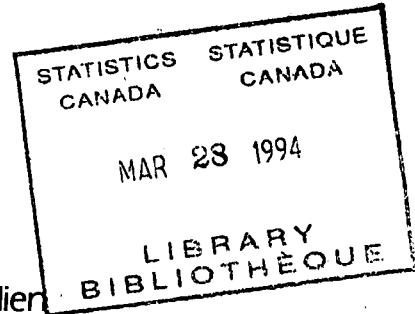


Resource and Caseload Statistics for Legal Aid in Canada, 1991-1992

Ressources et nombre de cas de l'aide juridique au Canada, 1991-1992

Canadian Centre
for Justice Statistics

Centre canadien
de la statistique juridique



Statistics
Canada

Statistique
Canada

Canada

Resource and Caseload Statistics for Legal Aid in Canada, 1991-92

Ressources et nombre de cas de l'aide juridique au Canada, 1991-1992

For further information contact:
Daisy Locke (613) 951-6528 or
Roy Jones (613) 951-6645
Courts Program
Canadian Centre for Justice Statistics
Statistics Canada
Ottawa K1A 0T6

Pour plus d'information communiquez avec:
Daisy Locke: (613) 951-6528
Roy Jones (613) 951-6645
Programme des tribunaux
Centre canadien de la statistique juridique
Statistique Canada
Ottawa K1A 0T6

Introduction

This report contains data on the resources and caseloads reported by each Legal Aid Plan for the 1991-92 fiscal year. These data were released by the Canadian Centre for Justice Statistics on March 4, 1993. The reader is referred to the Glossary of Definitions for a description of the terms used in this report.

Data previously released in the legal aid series are provided in each table for comparative purposes. However, while the earlier reports included data back to 1971-72, this report only includes data back to 1982-83. Historical data pertaining to provincial, territorial and federal contributions to legal aid are only included back to 1983-84.

The Consumer Price Index is now used in this report instead of the Gross Domestic Product in the calculation of constant dollars. The move to using the Consumer Price Index was made to conform to a more widely used and therefore more appropriate method of calculation.

There are various factors that affect the comparability of legal aid data across Canada and over time. These include the inherent differences among legal aid plans in the services provided and the methods of service delivery, variations in data availability and government policy and legislation. Factors such as these should be considered when conducting historical comparisons or comparisons between provinces and territories.

Introduction

Le présent rapport contient des données sur les ressources et le nombre de cas déclarés par chaque régime d'aide juridique pour l'exercice financier 1991-1992. Elles ont été publiées par le Centre canadien de la statistique juridique le 4 mars 1993. Le lecteur est prié de se reporter au glossaire des définitions pour obtenir une description des termes utilisés ici.

Il convient de faire remarquer que les données déjà parues dans la série sur l'aide juridique figurent dans chaque tableau à des fins de comparaison. Bien que les rapports antérieurs contiennent des données remontant à 1971-1972, le présent rapport ne comprend que des données allant jusqu'à 1982-1983. Les données chronologiques sur les contributions provinciales et territoriales et fédérales pour l'aide juridique sont incluses uniquement à partir de 1983-1984.

On utilise à présent l'indice des prix à la consommation au lieu du produit intérieur brut pour faire les calculs en dollars constants. On a apporté ce changement afin de se conformer à une méthode de calcul plus répandue et donc plus appropriée.

De nombreux facteurs influent sur la comparabilité des données dans l'ensemble du Canada. On peut citer, par exemple, les différences entre les régimes d'aide juridique en ce qui concerne les services fournis et les méthodes de prestation des services, les variations de la disponibilité des données et des politiques et des lois gouvernementales. Il faudra tenir compte de ces facteurs au moment d'établir des comparaisons dans le temps et entre des provinces et territoires.

Highlights

- Total expenditures on legal aid in Canada were \$514 million in 1991-92, representing a 25% increase over the previous year or a constant dollar increase of 20%. Expenditures in constant dollar terms have grown in the five years up to and including 1991-92 by an average of 13% compared with an average of 4% in the five years previous to this period. The national per capita expenditure was \$18.95 in 1991-92.
- In 1991-92, there were 1,117,570 applications for legal aid, a 14% increase above 1990-91. The average year to year increase for the five years previous to 1991-92 was 5%.
- The total number of approved full and summary applications reached 1,010,069 in 1991-92, a 16% increase above 1990-91.
- Governments were the major funding source for the Legal Aid Plans in 1991-92, contributing 86% of total revenues, followed by legal profession contributions of 7%, other sources of 4%, and client contributions of 3%.
- Payments to private law firms totalled \$331.6 million or 65% of total legal aid expenditures in 1991-92 (excluding the Northwest Territories).

Faits saillants

- Les dépenses totales au chapitre de l'aide juridique au Canada atteignent 514 \$ millions en 1991-1992, soit une hausse de 25 % par rapport à l'année précédente et une augmentation de 20 % en dollars constants. Au cours des cinq années allant jusqu'à 1991-1992 inclusivement, les dépenses en dollars constants se sont accrues d'une moyenne de 13 %, comparativement à une moyenne de 4 % durant les cinq années ayant précédé cette période. En 1991-1992, les dépenses par habitant se situent à 18,95 \$ pour l'ensemble du pays.
- En 1991-1992, 1,117,570 demandes de services d'aide juridique ont été enregistrées, ce qui représente une hausse de 14 % par rapport à 1990-1991. L'augmentation annuelle moyenne pour les cinq années antérieures à 1991-1992 s'établit à 5 %.
- Le nombre total de demandes de services complets et de services sommaires approuvées a atteint 1,010,069 en 1991-1992, ce qui représente une hausse de 16 % par rapport à 1990-91.
- Les contributions de l'État sont la principale source de financement des Régimes d'aide juridique en 1991-1992 et constituent 86 % de l'ensemble des recettes; viennent ensuite les contributions des avocats (7 %), les sommes provenant d'autres sources (4 %) et les contributions des clients (3 %).
- Les paiements versés aux cabinets de pratique privée totalisent 331,6 \$ millions en 1991-1992, soit 65 % des dépenses totales au titre de l'aide juridique enregistrées la même année (les données des Territoires du Nord-Ouest sont exclues).

Table of Contents

	<u>Page</u>
Introduction	(i)
Highlights	(ii)
 Sections	
1 - Revenue by Source	1
2 - Provincial and Territorial Contributions to Total Legal Aid Expenditures	13
3 - Federal Contribution to Criminal Legal Aid	23
4 - Total Expenditures	35
5 - Expenditures by Object	45
6 - Direct Legal Service Expenditures by Type of Professional and Type of Legal Matter	57
7 - Personnel Resources as of March 31st	63
8 - Bar Involvement in Service Delivery	71
9 - Total Applications Received by Type of Legal Matter	79
10 - Approved Applications by Type of Legal Matter	89
11 - Approved Applications by Type of Professional and Type of Legal Matter	101
12 - Refused Applications by Type of Legal Matter and Reason for Refusal	109
13 - Duty Counsel Services by Type of Legal Matter	115

Table des matières

	<u>Page</u>
(i) Introduction	
(ii) Faits saillants	
 Sections	
1 - 1 - Revenue selon la source	1
2 - Contributions provinciales et territoriales aux dépenses totales d'aide juridique	13
3 - Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique en matière criminelle	23
4 - Dépenses totales	35
5 - Dépenses par objet	45
6 - Dépenses directes au chapitre des services juridiques, selon le genre de professionnel et selon le genre d'affaire judiciaire	57
7 - Ressources en personnel au 31 mars	63
8 - Participation des membres du Barreau à la prestation des services	71
9 - Demandes totales reçues, selon le genre d'affaire judiciaire	79
10 - Demandes approuvées, selon le genre d'affaire judiciaire	89
11 - Demandes approuvées, selon le genre de professionnel et selon le genre d'affaire judiciaire	101
12 - Demandes rejetées, selon le genre d'affaire judiciaire et selon la raison du refus	109
13 - Services d'avocats nommés d'office, selon le genre d'affaire judiciaire	115

Table of Contents (Continued)

<u>Sections</u>	<u>Page</u>	<u>Sections</u>	<u>Page</u>
14 - Total Appeals, Approved and Refused, by Type of Legal Matter	121	14 - Nombre total d'appels approuvés et rejetés, selon le genre d'affaire judiciaire	121
15 - Incoming Civil Dossiers Processed Under the Interprovincial Reciprocity Agreement	125	15 - Dossiers reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité en matière civile	125
16 - Outgoing Civil Dossiers Processed Under the Interprovincial Reciprocity Agreement	129	16 - Dossiers transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité en matière civile	129
 <u>List of Tables</u>			
1. Revenue by Source, Canada, the Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92	4	1. Revenu selon la source, Canada, provinces et territoires, 1982-1983 à 1991-1992	4
2. Provincial and Territorial Contributions to Total Legal Aid Expenditure, Canada, the Provinces and Territories, Expenditure Years 1983-84 to 1991-92	15	2. Contributions des provinces et territoires aux dépenses totales d'aide juridique, Canada, provinces et territoires, années de dépenses 1983-1984 à 1991-1992	15
3. Federal Contribution to Criminal Legal Aid, Canada, the Provinces and Territories, Expenditure Years 1983-84 to 1991-92	25	3. Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique en matière criminelle, Canada, provinces et territoires, années de dépenses 1983-84 à 1991-1992	25
4. Total Expenditures, Canada, the Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92	38	4. Dépenses totales, Canada, provinces et territoires, 1982-1983 à 1991-1992	38
5. Expenditures by Object, Canada, the Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92	47	5. Dépenses par objet, Canada, provinces et territoires, de 1982-1983 à 1991-1992	47
6. Direct Legal Service Expenditure by Type of Professional and Type of Legal Matter, Canada, the Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92	59	6. Dépenses directes au chapitre des services juridiques, selon le genre de professionnel et selon le genre d'affaire judiciaire, Canada, provinces et territoires, de 1982-1983 à 1991-1992	59

Table des matières (suite)

Table of Contents (Continued)

<u>List of Tables</u>	<u>Page</u>	<u>Liste des tableaux</u>
7. Personnel Resources as of March 31st, Canada, the Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92	66	7. Ressources en personnel au 31 mars, Canada, provinces et territoires, de 1982-1983 à 1991-1992
8. Bar Involvement in Service Delivery, Canada, the Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92	73	8. Participation des membres du Barreau à la prestation des services, Canada, provinces et territoires, de 1982-1983 à 1991-1992
9. Total Applications Received by Type of Legal Matter, Selected Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92	82	9. Demandes totales reçues, selon le genre d'affaire judiciaire, provinces et territoires sélectionnés, de 1982-1983 à 1991-1992
10. Approved Applications by Type of Legal Matter, Canada, the Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92	90	10. Demandes approuvées, selon le genre d'affaire judiciaire, Canada, provinces et territoires, de 1982-1983 à 1991-1992
11. Approved Applications by Type of Professional and Type of Legal Matter, Canada, Provinces and Territories, 1983-84 to 1991-92	102	11. Demandes approuvées, selon le genre de professionnel et selon le genre d'affaire judiciaire, Canada, provinces et territoires, de 1983-1984 à 1991-1992
12. Refused Applications by Type of Legal Matter and Reason for Refusal, Selected Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92	110	12. Demandes rejetées, selon le genre d'affaire judiciaire et selon la raison du refus, provinces et territoires sélectionnés, de 1982-1983 à 1991-1992
13. Duty Counsel Services by Type of Legal Matter, Selected Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92	116	13. Services d'avocats nommés d'office, selon le genre d'affaire judiciaire, provinces et territoires sélectionnés, de 1982-1983 à 1991-1992
14. Total Appeals, Approved and Refused, by Type of Legal Matter, 1987-88 to 1991-92	122	14. Nombre total d'appels approuvés et rejetés, selon le genre d'affaire judiciaire, de 1987-1988 à 1991-1992
15. Incoming Civil Dossiers Processed Under the Interprovincial Reciprocity Agreement, 1985-86 to 1991-92	126	15. Dossiers reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité en matière civile, de 1985-1986 à 1991-1992

Table des matières (suite)

Table of Contents (Continued)**Table des matières (suite)**

<u>List of Tables</u>	<u>Page</u>	<u>Liste des tableaux</u>
16. Outgoing Civil Dossiers Processed Under the Interprovincial Reciprocity Agreement, 1985-86 to 1991-92	130	16. Dossiers transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité en matière civile, de 1985-1986 à 1991-1992
 <u>List of Figures</u>		
1a) Revenue by Source, 1991-92	2	1a) Revenu selon la source, 1991-1992
1b) Revenue by Source, Canada, 1986-87 to 1991-92	3	1b) Revenu selon la source, Canada, de 1986-1987 à 1991-1992
2 Per Capita Provincial/Territorial Contributions to Legal Aid, 1991-92	14	2 Contributions provinciales/territoriales, par habitant, à l'aide juridique, 1991-1992
3 Federal Contribution to Criminal and Civil Legal Aid, 1986-87 to 1991-92	24	3 Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique en matière criminelle et civile, 1986-1987 à 1991-1992
4a) Per Capita Expenditures, 1991-92	36	4a) Dépenses par habitant, 1991-1992
4b) Per Capita Expenditures, Canada, 1982-83 to 1991-92	37	4b) Dépenses par habitant, Canada, 1982-1983 à 1991-1992
5 Expenditures by Object, 1991-92	46	5 Dépenses par objet, 1991-1992
6 Direct Legal Service Expenditures by Type of Professional, 1991-92	58	6 Dépenses directs au chapitre des services juridiques, 1991-1992
7a) Personnel Resources as of March 31st, 1992, Direct Legal Service Staff	64	7a) Ressources en personnel au 31 mars 1992, professionnels salariés qui assurent des services directs
7b) Personnel Resources as of March 31st, 1992, Other Staff	65	7b) Ressources en personnel au 31 mars 1992, autres employés
8 Percentage of Lawyers who Provide Legal Aid Services, 1991-92	72	8 Pourcentage d'avocats fournissant des services d'aide juridique, 1991-1992

Table of Contents (Concluded)

	<u>Page</u>
<u>List of Figures</u>	
9a) Approved and Refused Applications by Type of Legal Matter, 1991-92, Criminal	80
9b) Approved and Refused Applications by Type of Legal Matter, 1991-92, Civil	81
Glossary of Definitions	133

Symbols:

- ... Too small to express
- Zero
- (e) Estimate
- (r) Revised figure
- (p) Preliminary figure
- .. Not available
- ... Not applicable

Table des matières (fin)

	<u>Page</u>
<u>Liste des figures</u>	
9a) Demandes approuvées et rejetées, selon le genre d'affaire judiciaire, 1991-1992, criminel	80
9b) Demandes approuvées et rejetées, selon le genre d'affaire judiciaire, 1991-1992, civil	81
Glossaire des définitions	133

Symboles:

- ... Nombre infimes
- Zéro
- (e) Estimation
- (r) Chiffres révisés
- (p) Chiffres provisoires
- .. Chiffres indisponibles
- ... Chiffres n'ayant pas lieu de figurer

SECTION 1

Revenue by Source, Canada, the Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92

Legal Aid Plans are funded by federal, provincial and territorial governments, client contributions and cost recoveries as well as contributions of the legal profession. The reader is referred to the Glossary of Definitions for a description of the terms used.

In 1991-92, Legal Aid Plans received \$510 million to provide services. Government is the major source of funds for legal aid. For Canada as a whole, 86% of the funds have come from federal, provincial, and territorial governments.

Figure 1a) depicts revenue by source for 1991-92 for each province and territory and for Canada. The "Other" category represents the sum of client contributions and cost recoveries, contributions of the legal profession, and other.

Figure 1b) provides a perspective over time of legal aid revenue based on current dollars. The federal trend line represents total government contributions minus the provincial and territorial contribution to legal aid. The total current dollar legal aid revenues increased by an average of 18% per year from \$220.7 million in 1986-87 to \$510.4 million in 1991-92. Over the same time period, revenue from provincial and territorial governments increased by an average of 25% per year from \$99.1 million to \$293.0 million, revenue from the federal government increased by an average of 10% per year from \$92.2 million to \$145.5 million, and revenue from other sources increased by an average of 21% per year from \$29.4 million to \$71.9 million.

Revenu selon la source, Canada, provinces et territoires, 1982-1983 à 1991-1992

Le financement des régimes d'aide juridique est assuré par les administrations fédérale, provinciales et territoriales, les contributions des clients et le recouvrement des coûts ainsi que par les contributions des avocats. Le lecteur est prié de se reporter au glossaire des définitions pour obtenir une description des termes utilisés ici.

En 1991-1992, les régimes d'aide juridique ont reçu 510 \$ millions pour assurer des services. L'Etat est le principal bailleur de fonds des régimes d'aide juridique. Pour l'ensemble du Canada, 86 % des sommes proviennent des administrations fédérale, provinciales et territoriales.

La figure 1a) indique le revenu selon la source pour 1991-1992 pour chaque province et territoire et pour le Canada. La catégorie «Autres» comprend la somme des contributions des clients et des recouvrements des coûts, des contributions des avocats et des autres contributions.

La figure 1b) donne une perspective historique du revenu de l'aide juridique exprimé en dollars courants. La courbe de la contribution fédérale représente le total des contributions gouvernementales moins les contributions des provinces et territoires faites à l'aide juridique. Le revenu total de l'aide juridique exprimé en dollars courants s'est accru d'une moyenne de 18 % par année, passant de 220.7 \$ millions en 1986-1987 à 510.4 \$ millions en 1991-1992. Au cours de la même période, le revenu provenant des administrations provinciales et territoriales a augmenté d'une moyenne de 25 % par année, passant de 99.1 \$ millions à 293.0 \$ millions, le revenu provenant de l'administration fédérale s'est accru d'une moyenne de 10 % par année, passant de 92.2 \$ millions à 145.5 \$ millions et le revenu provenant d'autres sources a augmenté d'une moyenne de 21 % par année, passant de 29.4 \$ à 71.9 \$ millions.

Figure 1 (a) Revenue by Source, 1991-92
Revenu selon la source, 1991-1992

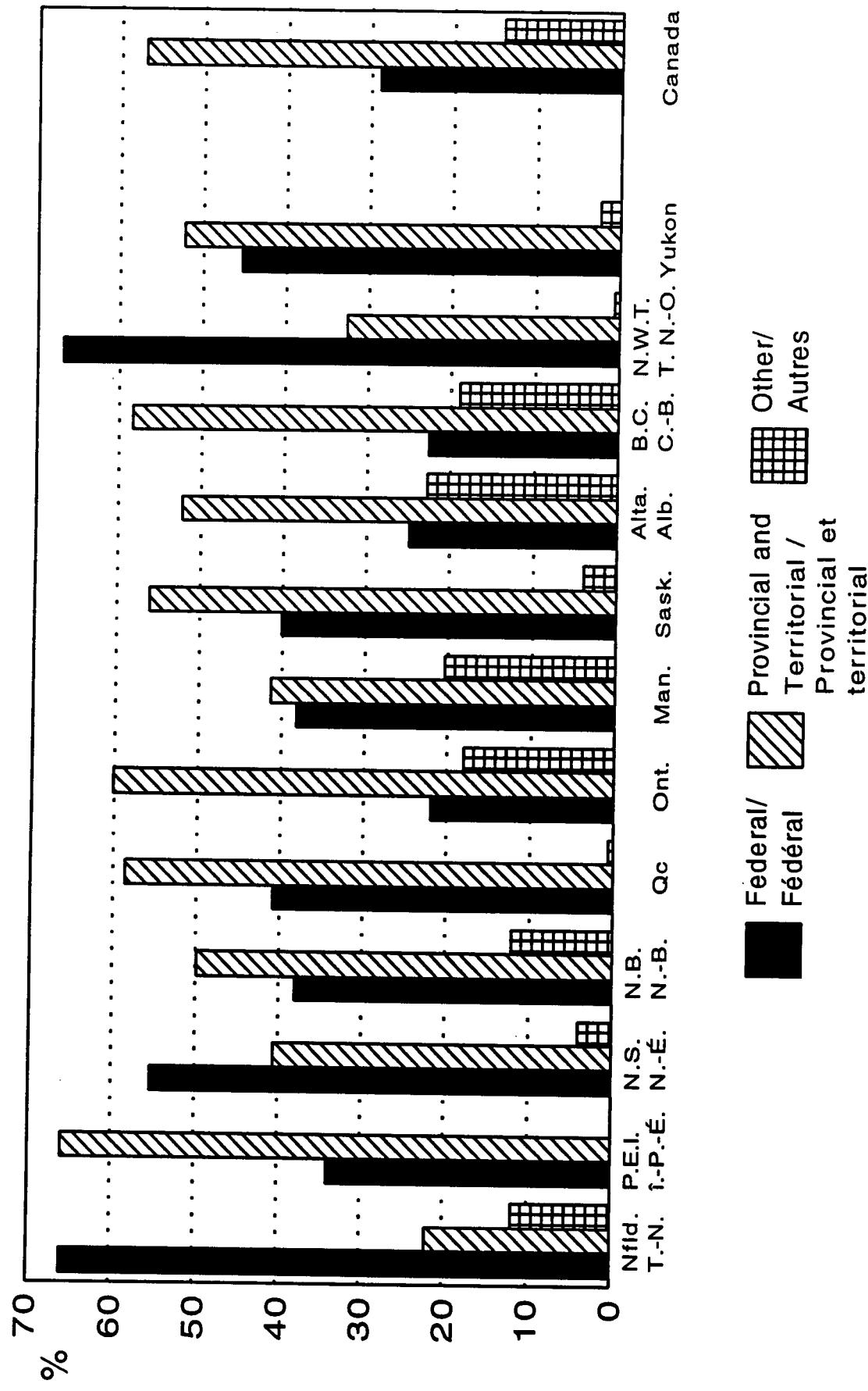
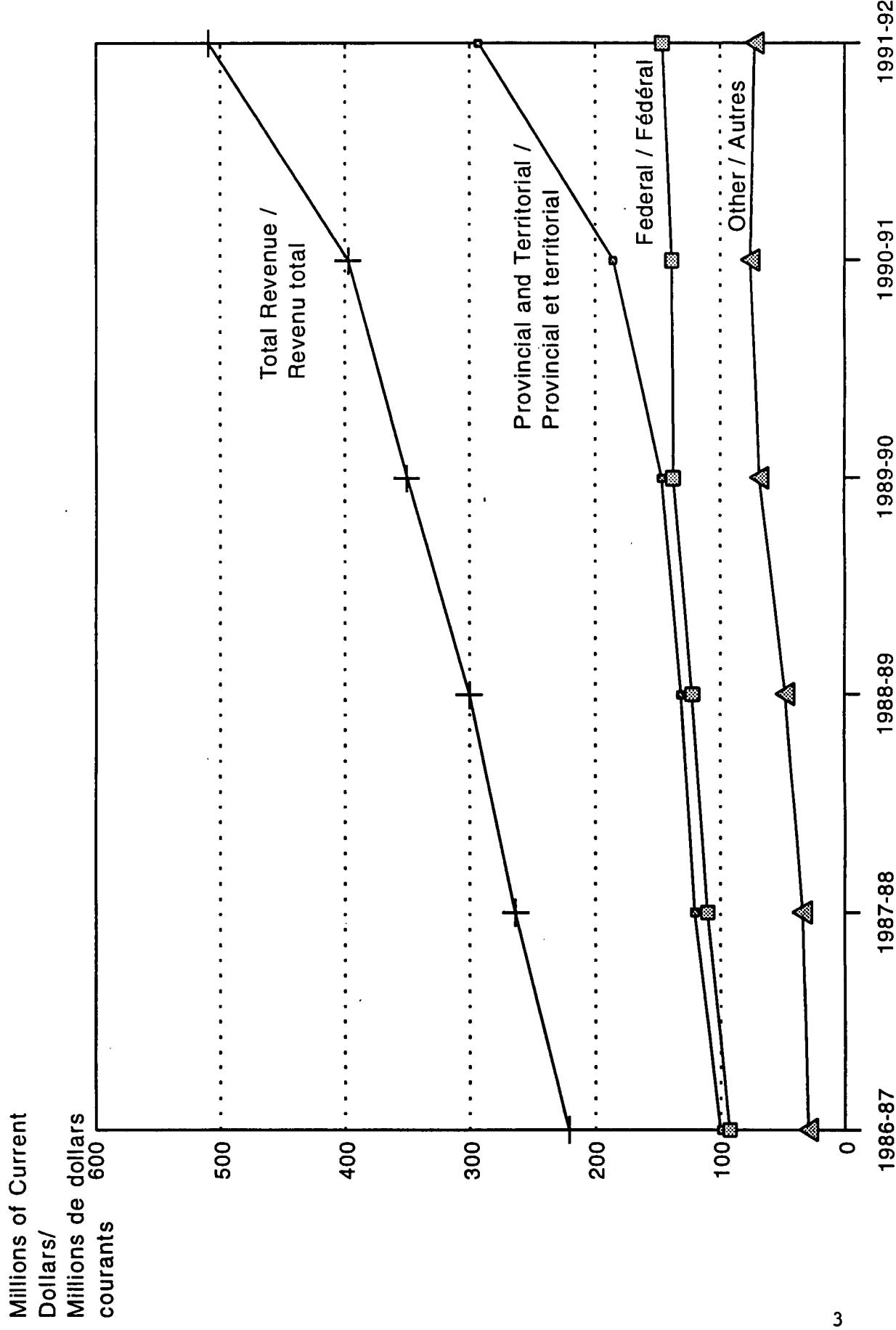


Figure 1(b) Revenue by Source, Canada
Revenu selon la source, Canada



Source: Tables 1,2 / Tableaux 1,2

TABLE 1. Revenue by Source, Canada, the Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92.

TABLEAU 1: Revenu selon la source, Canada, provinces et territoires, 1982-1983 à 1991-1992.

Province or Territory and Year	Province ou territoire et année	Total Revenue	Government Contributions (1)		Client Contributions and Cost Recoveries		Contributions of the Legal Profession		Other	
			Revenue total		Contributions de l'État (1)		Contributions des clients et recouvrement des coûts		Contributions des avocats	
			\$'000 milliers de \$	%	\$'000 milliers de \$	%	\$'000 milliers de \$	%	\$'000 milliers de \$	%
Newfoundland Terre-Neuve (2)	1982-83	1,278	1,247	98	17	1	71	...	14	1
	1983-84	1,217	1,120	92	20	2	6	6	6	-
	1984-85	1,415	1,270	90	20	1	112	8	13	1
	1985-86	1,810	1,600	88	109	6	88	5	13	-
	1986-87	1,892	1,700	93	33	2	91	5	8	-
	1987-88	2,856	2,669	93	36	1	117	4	34	1
	1988-89	2,977	2,681	90	67	2	187	6	42	1
	1989-90	3,632	3,172	87	55	2	338	9	67	2
	1990-91	4,403	3,900	89	44	1	385	9	74	2
	1991-92	5,384	4,745	88	85	2	507	9	47	1
Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard (3)	1982-83	169	169	100	...	...	...	...	...	...
	1983-84	184	184	100	...	...	...	...	...	...
	1984-85	196	196	100	...	...	...	...	...	...
	1985-86	200	200	100	...	...	...	...	...	...
	1986-87	269	269	100	...	...	...	...	...	...
	1987-88	286	286	100	...	...	...	...	...	...
	1988-89	319	319	100	...	...	...	...	...	...
	1989-90	398	398	100	...	...	...	...	...	...
	1990-91	504	504	100	...	...	...	...	...	...
	1991-92	488	488	100	...	...	...	...	...	...
Nova Scotia Nouvelle-Écosse (4)	1982-83	2,563	2,427	95	41	2	...	...	95	4
	1983-84	3,111	2,945	95	30	1	...	...	136	4
	1984-85	3,443	3,314	96	15	—	...	...	115	3
	1985-86	4,146	4,015	97	14	—	...	...	116	3
	1986-87	5,228	4,999	96	23	—	...	...	206	4
	1987-88	5,877	5,640	96	19	—	...	...	218	4
	1988-89	6,657	6,390	96	4	—	...	...	263	4
	1989-90	7,948	7,506	94	8	—	...	...	434	5
	1990-91	9,031	8,424	93	4	—	...	...	603	7
	1991-92	10,223	9,810	96	8	—	...	...	405	4
New Brunswick Nouveau-Brunswick (5)	1982-83	2,745	2,650	97	95	3	...	...	—	—
	1983-84	2,137	2,000	94	136	6	...	...	—	—
	1984-85	2,043	1,950	95	93	5	...	...	—	—
	1985-86	1,892	1,813	96	79	4	...	...	—	—
	1986-87	2,177	2,095	96	82	4	...	...	—	—
	1987-88	2,171	2,094	96	78	4	...	...	—	—
	1988-89	1,905	1,782	94	63	3	60	3	—	—
	1989-90	2,049	1,820	89	40	2	180	9	—	—
	1990-91	2,395	2,139	89	56	2	197	8	—	—
	1991-92	3,589	3,358	88	74	2	293	7	124	3

TABLEAU 1. Revenue by Source, Canada, the Provinces and Territories, 1982–83 to 1991–92.

Province or Territory and Year	Province ou territoire et année	Total Revenue	Government Contributions (1)		Client Contributions and Cost Recoveries		Contributions of the Legal Profession		Other	
			Revenue total	Contributions de l'État (1)	Contributions des clients et recouvrement des coûts	Contributions des avocats	Contributions des avocats	Contributions des avocats	\$'000 milliers de \$	%
Quebec Québec (6)	1982–83	51,879	51,092	98	304	1	...	...	483	1
	1983–84	57,842	57,024	99	327	1	...	...	491	1
	1984–85	61,531	60,413	98	299	--	...	...	819	1
	1985–86	63,722	62,771	99	252	--	...	...	699	1
	1986–87	63,620	62,823	99	281	--	...	...	516	1
	1987–88	77,791	76,930	99	293	--	...	...	568	1
	1988–89	79,393	78,478	99	261	--	...	...	654	1
	1989–90	80,517	79,051	98	227	--	...	...	1,239	2
	1990–91	89,664	87,678	98	230	--	...	...	1,756	2
	1991–92	102,634	102,059	99	259	--	...	...	316	--
Ontario (7)	1982–83	58,231	44,887	77	3,916	7	9,148	16	280	--
	1983–84	69,967	59,545	85	4,294	6	5,735	8	393	1
	1984–85	74,909	62,248	83	4,744	6	7,306	10	611	1
	1985–86	71,735	58,546	82	5,880	8	6,331	9	978	1
	1986–87	88,816	67,799	76	6,484	7	12,340	14	2,193	2
	1987–88	113,579	88,536	78	7,240	6	13,986	12	3,817	3
	1988–89	142,687	105,591	74	9,412	7	23,084	16	4,600	3
	1989–90	180,376	125,837	70	10,524	6	35,679	20	8,336	5
	1990–91	207,002	149,231	72	10,776	5	33,492	16	13,503	7
	1991–92	270,500	221,914	82	13,866	5	17,452	6	17,268	6
Manitoba (8)	1982–83	6,973	5,812	83	140	2	1,017	15	4	--
	1983–84	8,377	7,301	87	165	2	879	10	32	--
	1984–85	8,280	6,973	84	212	3	1,064	13	31	--
	1985–86	8,529	6,822	80	212	2	1,447	17	48	1
	1986–87	9,941	8,248	83	325	3	1,345	14	23	--
	1987–88	10,707	8,847	83	333	3	1,464	14	63	1
	1988–89	12,227	10,153	83	392	3	1,531	13	151	1
	1989–90	13,579	10,944	81	454	3	1,998	15	183	1
	1990–91	14,195	11,045	78	556	4	2,319	16	275	2
	1991–92	14,900	11,852	80	677	5	2,189	15	182	1
Saskatchewan (9)	1982–83	5,913	5,878	99	26	--	...	...	10	--
	1983–84	5,818	5,752	99	45	1	...	...	22	--
	1984–85	5,830	5,752	99	52	1	...	...	26	--
	1985–86	6,192	6,116	99	34	1	...	...	42	1
	1986–87	6,446	6,265	97	33	1	...	...	148	2
	1987–88	6,147	5,832	95	165	3	...	...	150	2
	1988–89	6,216	5,833	94	122	2	...	...	261	4
	1989–90	6,952	6,624	95	40	1	...	...	288	4
	1990–91	7,221	6,827	95	30	1	...	...	364	5
	1991–92	7,731	7,433	96	21	1	...	...	277	4

TABLEAU 1. Revenue by Source, Canada, the Provinces and Territories, 1982–83 to 1991–92.

Province or Territory and Year	Total Revenue	Government Contributions (1)		Client Contributions and Cost Recoveries		Contributions of the Legal Profession		Other	
		Revenue total		Contributions de l'État (1)		Contributions des clients et recouvrement des coûts			
		\$'000 milliers de \$	%	\$'000 milliers de \$	%	\$'000 milliers de \$	%		
Alberta (10)	1982–83	9,676	8,812 (r)	91	604	6	...	260 3	
	1983–84	11,412	10,421	91	782	7	...	208 2	
	1984–85	12,306	11,168	91	768	6	...	370 3	
	1985–86	12,107	10,998	91	834	7	...	274 2	
	1986–87	16,583	15,396	92	908	5	...	389 2	
	1987–88	16,693	15,337	92	951	6	...	405 2	
	1988–89	17,421	15,650	90	1,224	7	...	547 3	
	1989–90	17,817	15,650	88	1,335	7	...	832 5	
	1990–91	17,987	15,650	87	1,472	8	...	815 5	
	1991–92	25,880	19,986	77	1,945	8	3,409 13	540 2	
British Columbia (11) Colombie-Britannique	1982–83	18,838	15,769	84	46	—	2,760 15	263 1	
	1983–84	16,383	13,923	85	191	1	2,000 12	268 2	
	1984–85	18,242	15,920	87	134	1	2,000 11	189 1	
	1985–86	17,598	14,224	81	97	1	3,081 18	196 1	
	1986–87	22,211	18,236	82	99	—	3,691 17	185 1	
	1987–88	23,436	19,427	83	82	—	3,000 13	927 4	
	1988–89	26,245	21,762	83	111	—	3,000 11	1,372 5	
	1989–90	33,091	27,642	84	101	—	3,043 9	2,305 7	
	1990–91	40,110	32,019	80	115	—	5,756 14	2,220 6	
	1991–92	62,639	50,733	81	142	—	10,155 16	1,609 3	
Northwest Territories Territoires du Nord-Ouest (12)	1982–83	1,420	1,394	98	26	2	—	—	
	1983–84	1,587	1,557	98	29	2	—	—	
	1984–85	1,878	1,854	99	23	1	—	1	
	1985–86	2,100	2,100	100	—	—	—	—	
	1986–87	2,666	2,666	100	—	—	—	—	
	1987–88	3,096	3,096	100	—	—	—	—	
	1988–89	3,951	3,951	100	—	—	—	—	
	1989–90	3,566	3,566	100	—	—	—	—	
	1990–91	4,644	4,644	100	—	—	—	—	
	1991–92	4,973	4,948	99	25	1	—	—	
Yukon Territory (13) Territoire du Yukon	1982–83	590	581	98	9	2	—	—	
	1983–84	756	747	99	9	1	—	1	
	1984–85	793	784	99	9	1	—	1	
	1985–86	863	851	99	12	1	—	—	
	1986–87	924	909	98	14	2	—	—	
	1987–88	788	759	96	28	4	—	1	
	1988–89	780	746	96	31	4	—	3	
	1989–90	832	794	95	23	3	—	15	
	1990–91	924	873	94	24	3	—	27	
	1991–92	950	928	98	14	1	—	8	

TABLE 1. Revenue by Source, Canada, the Provinces and Territories, 1982–83 to 1991–92.

TABLEAU 1. Revenu selon la source, Canada, provinces et territoires, 1982–83 à 1991–92.

Province or Territory and Year	Total Revenue	Government Contributions (1)		Client Contributions and Cost Recoveries		Contributions of the Legal Profession		Other
		Revenue total	Contributions de l'État (1)	Contributions des clients et recouvrement des coûts	Contributions des avocats	Contributions des avocats	Contributions des avocats	
Canada		\$'000 milliers de \$	\$'000 milliers de \$	\$'000 milliers de \$	\$'000 milliers de \$	\$'000 milliers de \$	\$'000 milliers de \$	%
1982–83	160,276	140,718 (r)	88	5,224	3	12,925	8	1,409
1983–84	178,790	162,519	91	6,028	3	8,685	5	1,558
1984–85	190,869	171,842	90	6,369	3	10,482	5	2,176
1985–86	190,892	170,056	89	7,523	4	10,947	6	2,366
1986–87	220,712	191,345	87	8,282	4	17,467	8	3,618
1987–88	263,428	229,453	87	9,225	4	18,567	7	6,183
1988–89	300,178	252,735	84	11,687	4	27,862	9	7,893
1989–90	350,748	283,005	81	12,807	4	41,238	12	13,699
1990–91	398,030	322,935	81	13,307	3	42,149	11	19,639
1991–92	510,383	438,485	86	17,116	3	34,005	7	20,776

Notes:

Columns may not add to indicated totals due to rounding. Calculations are also subject to rounding error.

Footnotes

Table 1 - Revenue by Source, Canada, the Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92

(1) **Government Contributions** - Refers to monies received by the Plans through an annual provincial and territorial government grant. The provincial and territorial government then claims reimbursement from the federal government for its portion of legal aid expenditures.

(2) **Newfoundland** - "Other" revenue includes interest income.

(3) **Prince Edward Island** - Revenue is estimated to equal expenditure for each fiscal year given that expenditures are fully funded by the government of Prince Edward Island.

(4) **Nova Scotia** - Data reported are based on "modified accrual" accounting procedures. The "Other" category includes interest income (\$404,000) and miscellaneous revenue (\$1,000) for 1991-92.

(5) **New Brunswick** - Civil coverage was initiated during the fiscal year 1981-82. As of April 13, 1988, access to civil legal aid has been limited to those areas of family law involving violence, abuse, or guardianship orders. These cases are paid through domestic legal aid.

Nota:

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués. Des erreurs d'arrondissement peuvent également influer sur les calculs.

Notes

Tableau 1 - Revenu selon la source, Canada, provinces et territoires, 1982-1983 à 1991-1992

(1) **Contributions de l'État** - Désigne les fonds reçus par les régimes dans le cadre d'une subvention provinciale et territoriale annuelle. L'administration provinciale ou territoriale demande ensuite à l'administration fédérale de lui rembourser sa part des dépenses au chapitre de l'aide juridique.

(2) **Terre-Neuve** - La catégorie «autres» recettes inclue les revenus d'intérêts.

(3) **Île-du-Prince-Édouard** - On estime que les recettes correspondent aux dépenses pour chaque exercice financier, étant donné que les dépenses sont entièrement absorbées par l'administration de l'Île-du-Prince-Édouard.

(4) **Nouvelle-Écosse** - Les données sont fondées sur la méthode de la «comptabilité d'exercice modifiée». Pour 1991-1992, la catégorie «autres» comprend des revenus d'intérêt de 404,000 \$ et des recettes variées de 1,000 \$.

(5) **Nouveau-Brunswick** - L'aide juridique en matière civile a été instaurée au cours de l'exercice financier 1981-1982. Le 13 avril 1988, l'aide juridique en matière civile a été réduite de sorte que les régimes ne couvrent maintenant que les cas concernant le droit de

"Other" revenue for 1991-92 includes a G.S.T. rebate of \$115,600 and \$8,800 for Immigration Legal Aid.

la famille pour ce qui est de la violence, des mauvais traitements ou des demandes de tutelle. Les frais engagés pour ces cas sont payés par l'intermédiaire du Programme de l'aide juridique en matière familiale. Les «autres» recettes pour 1991-1992 englobent un remboursement de la T.P.S. de 115,600 \$ et de 8,800 \$ pour l'aide juridique en matière d'immigration.

(6) **Quebec** - The amount shown represents revenues rather than receipts: i.e., an account receivable by the Government of Quebec in the amount of \$4,860,368 is included. "Other" revenue for 1991-92 includes interest.

(6) **Québec** - Le montant indiqué représente les revenus et non les recettes: i.e. inclus un compte à recevoir du gouvernement du Québec pour le montant de 4,860,368 \$. Les «autres» revenus pour 1991-1992 englobent les intérêts.

(7) **Ontario** - The "Other" category includes revenue from interest (\$1,581), research sales (\$132), contributions from the Law Society (\$5,702) and funds from the Federal Government for refugee claims. Government contributions includes \$22,138,000 in grants from the provincial government for the operation of community based clinics in 1989-90 and \$26,863,000 for 1990-91. The corresponding figure for 1991-92 is \$29,533,000.

(7) **Ontario** - La catégorie «autres» comprend les revenus d'intérêt (1,582 \$), les recettes pour la recherche (132 \$), les contributions du Barreau (5,702 \$) et les sommes du gouvernement fédéral pour les revendications du statut de réfugié. Les contributions de l'État englobent des subventions de 22,138,000 \$ provenant de l'administration provinciale pour le fonctionnement des cliniques communautaires en 1989-1990 et de 26,863,000 \$ en 1990-1991. Le chiffre correspondant pour 1991-1992 est 29,553,000 \$.

(8) **Manitoba** - User fees of \$35.00 were in effect until May 1, 1982. "Other revenue" includes a Health and Education tax levy from 1986-87 onwards. For 1991-92, "Other" revenue includes interest income (\$31,000), \$148,000 from the Government of Canada and \$3,000 from miscellaneous sources.

(8) **Manitoba** - Des cotisations d'utilisateurs de 35 \$ ont été perçues jusqu'au 1^{er} mai 1982. À partir de 1986-1987, les «autres» recettes englobent un prélèvement d'impôt en matière de santé et d'éducation. Pour 1991-1992, les «autres» recettes comprennent un revenu d'intérêt (31,000 \$), 148,000 \$ du gouvernement du Canada et 3,000 \$ de sources diverses.

(9) **Saskatchewan** - "Client contributions and cost recoveries" includes \$26,000 refunds in both 1983-84 and 1984-85 to the Commission of unexpended prior year collections. These refunds result from changes in governing legislation. A supplemental contract with the provincial Department of Health was entered into in the amount of \$100,000 for 1986-87 and

(9) **Saskatchewan** - Les «contributions des clients et les frais recouvrés» pour les exercices 1983-1984 et 1984-1985 englobent des remboursements de 26,000 \$ à la Commission pour des sommes perçues au cours de l'exercice précédent et non dépensées. Ces remboursements découlent de modifications apportées à la loi. Un contrat supplémentaire

1987-88 and \$74,000 for 1988-89, which is included in "Other" revenue. An agreement with the Department of Indian Affairs and Northern Development was entered into in the amount of \$89,000 in 1988-89, \$182,000 in 1989-90, \$204,000 in 1990-91 and \$221,000 in 1991-92 which is also included in "Other" revenue. The rise in client contributions in fiscal years 1987-88 and 1988-1989 can be attributed to a more expansive approach to assessing and collecting contributions which was temporarily in effect. During 1991-92 fiscal year, the Law Foundation of Saskatchewan approved a grant of \$489,500. Grant instalments are requested as expenditures and are incurred for the Legal Aid Support System Project. The grant money reported during the 1991-92 fiscal year is \$126,560 which included a receivable of \$71,618. "Other" revenue include \$3,000 from the Department of Justice and \$53,000 which includes interest, client recoveries and sale of assets for 1991-92. Revenues reported for 1987-88 onwards are based on accrual accounting procedures.

(10) **Alberta** - A cash-based accounting system was used up to and including fiscal year 1985-86. Data reported for 1986-87 onwards are based on accrual accounting procedures. "Other" revenues for 1991-92 includes interest and sale of assets.

(11) **British Columbia** - "Other" revenue generally includes interest, publication sales income, contributions from the Notary Foundation and a Government Services donation. Revenues reported for 1982-83 through to the current fiscal year are based on an accrual system of accounting. "Other" revenue for 1991-92 includes funds from interest (\$293,000), publication sales (\$16,000),

de 100,000 \$ pour 1986-1987 et 1987-1988 et 74,000 \$ pour 1988-1989 a été conclu avec le ministère provincial de la Santé, montant qui est inclus dans les «autres» recettes. Une entente de 89,000 \$ (1988-1989), de 182,000 \$ (1989-1990), de 204,000 \$ (1990-1991) et de 221,000 \$ (1991-1992) est intervenue avec le ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada, montant qui est également inclus dans les "autres" recettes. L'augmentation des contributions des clients pour les exercices financiers 1987-1988 et 1988-1989 peut être attribuée à l'utilisation d'une approche plus expansive pour la détermination et la collecte des contributions. Durant l'exercice financier 1991-1992, la «Law Foundation of Saskatchewan» a approuvé une subvention de 489,500 \$. Les versements de la subvention sont demandés puisque les dépenses ont été engagées pour le «Legal Aid Support System Project». L'argent de la subvention déclaré durant l'exercice financier 1991-1992 s'élève à 126,560 \$, dont une somme de 71,618 \$ à recevoir. Les «autres» recettes englobent 3,000 \$ du ministère de la Justice et 53,000 \$ comprenant les intérêts, les frais recouvrés des clients et la vente des actifs pour 1991-1992. Les recettes déclarées pour les exercices 1987-1988 et suivants sont fondées sur la méthode de la comptabilité d'exercice.

(10) **Alberta** - La méthode de la comptabilité de caisse a servi jusqu'à l'exercice financier 1985-1986 inclusivement. Les données déclarées à partir de 1986-1987 sont fondées sur la méthode de la comptabilité d'exercice. Les «autres» recettes pour 1991-1992 englobent les intérêts et la vente des actifs.

(11) **Colombie-Britannique** - Les «autres» recettes englobent généralement les intérêts, les recettes provenant de la vente des publications, contributions des notaires et «Government Services Donation». Les recettes déclarées à l'exercice 1982-1983 jusqu'à présent sont calculées selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les «autres» recettes pour 1991-1992 comprennent des fonds

Government donated services (\$139,000) and miscellaneous (\$40,000).

(12) **Northwest Territories** - Revenue is estimated to equal expenditure given that expenditures are fully funded by the government of the Northwest Territories. "Government contributions" include funding of the Mackenzie Court Workers Service in the amounts of:

1982-83	\$443,000
1983-84	\$413,000
1984-85 and 1985-86	\$495,000
1986-87	\$614,000
1987-88	\$635,000
1988-89	\$691,000
1989-90	\$678,000
1990-91	\$668,000
1991-92	\$687,000

(13) **Yukon Territory** - Revenue is estimated to equal expenditure for fiscal years 1982-83 to 1985-86 given that legal aid services were provided by the Yukon Department of Justice. The Legal Services Society Act was proclaimed in December 1986 and the regulations governing the act were passed in March 1987. Legal services are now provided by the Society which is governed by a board of directors. "Other" revenue includes interest of \$5,800 and a grant from the Yukon Law Foundation of \$2,100 for 1991-92.

d'intérêts (293,000 \$), des ventes de publications (16,000 \$), des services gouvernementaux (139,000 \$) et des sources variées (40,000 \$).

(12) **Territoires du Nord-Ouest** - On estime que les recettes correspondent aux dépenses étant donné que les dépenses sont entièrement absorbées par l'administration des Territoires du Nord-Ouest. Les «contributions de l'État» englobent des sommes de :

1982-1983	443,000 \$
1983-1984	413,000 \$
1984-1985	495,000 \$
1985-1986 et 1986-1987	614,000 \$
1987-1988	635,000 \$
1988-1989	691,000 \$
1989-1990	678,000 \$
1990-1991	668,000 \$
1991-1992	687,000 \$

pour le financement du «Mackenzie Court Workers Services».

(13) **Territoire du Yukon** - On estime que les recettes correspondent aux dépenses des exercices financiers de 1982-1983 à 1985-1986 étant donné que les services juridiques ont été fournis par le ministère de la Justice du Yukon. La «Legal Services Society Act» du Yukon a été proclamée en décembre 1986, et les règlements régissant cette loi ont été adoptés en mars 1987. Les services juridiques sont maintenant fournis par la société qui est régie par un conseil d'administration. Les «autres» recettes englobent les intérêts de 5,800 \$ et une subvention de la «Yukon Law Foundation» de 2,100 \$ pour 1991-1992.

SECTION 2

Provincial and Territorial Contributions to Total Legal Aid, Expenditure Years 1983-84 to 1991-92

In 1991-92, Legal Aid Plans received \$293 million from provincial and territorial governments to provide legal aid.

Figure 2 shows the amounts contributed by each province and territory per capita to legal aid. The Canadian average is also shown.

Contributions provinciales et territoriales à l'aide juridique, années de dépenses 1983-1984 à 1991-1992

En 1991-1992, les Régimes d'aide juridique ont reçu 293 \$ millions des gouvernements provinciaux et territoriaux pour dispenser l'aide juridique.

La figure 2 présente les montants versés par chaque province et territoire, par habitant, à l'aide juridique. La moyenne nationale est aussi indiquée.

Figure 2 Per Capita Provincial/Territorial Contributions to Legal Aid, 1991-92
Contributions provinciales/territoriales, par habitant,
à l'aide juridique, 1991-1992

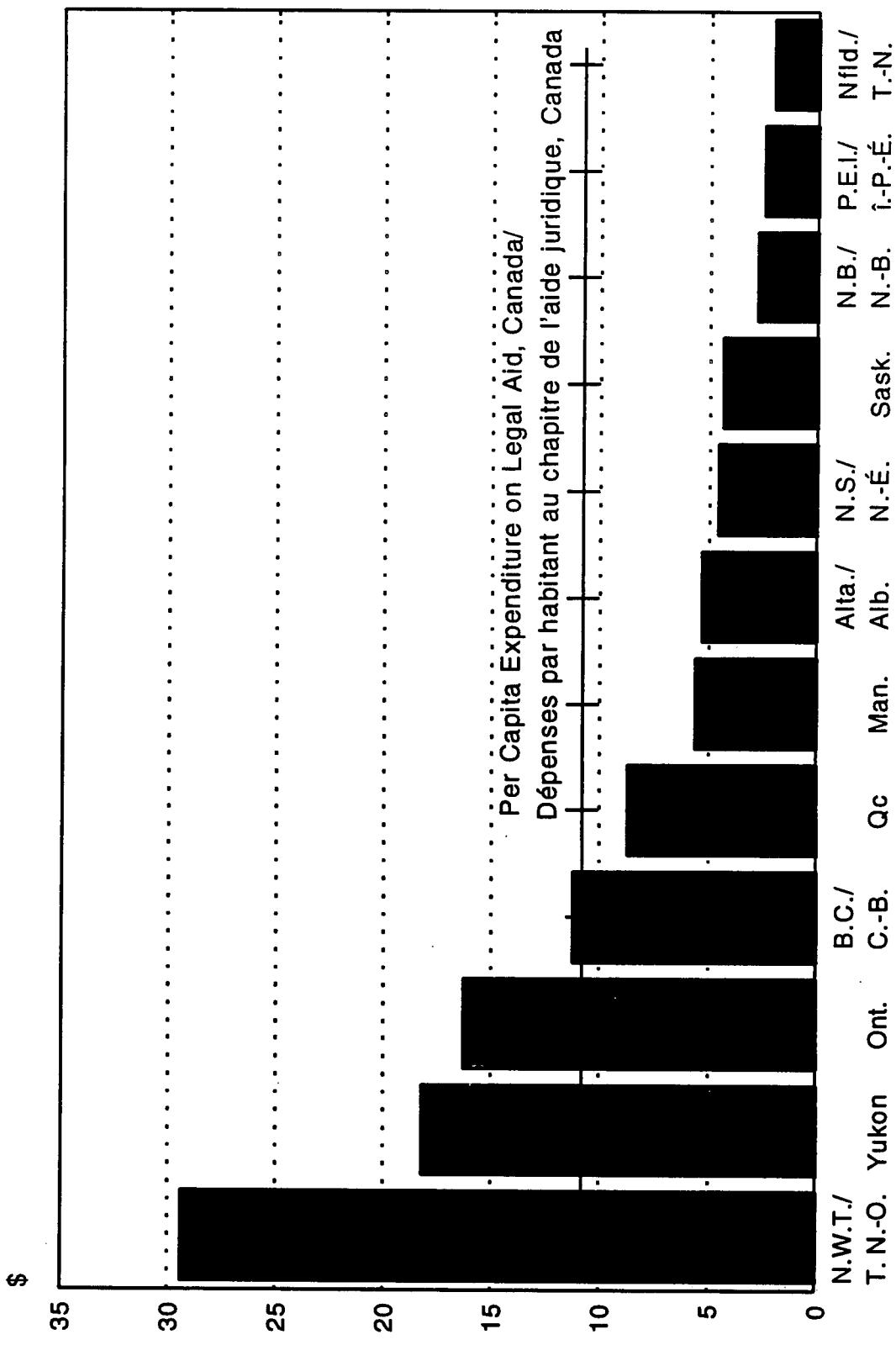


TABLE 2. Provincial and Territorial Contribution to Total Legal Aid Expenditure, Canada, the Provinces and Territories, Expenditure Years 1983–84 to 1991–92.

TABLEAU 2. Contribution des provinces et territoires aux dépenses totales d'aide juridique, Canada, provinces et territoires, années de dépenses 1983–1984 à 1991–1992.

Province or Territory and Year	Provincial and Territorial Contribution (1)			Contribution des provinces et territoires (1)			CPI (2) Fiscal Average 1986–87 = 100	Population (3) IPC (2) Moyenne financière 1986–1987 = 100		
				Constant Dollars – Dollars constants						
	Total	Per Capita	Percentage Change From Previous Year's Total	Total	Per Capita	Percentage Change From Previous Year's Total				
Province ou territoire et année	Current Dollars – Dollars courants	Par habitant	Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	Constant Dollars – Dollars constants	Par habitant	Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	'000 en milliers			
	\$'000 milliers de \$	\$	%	\$'000 milliers de \$	\$	%				
Newfoundland (4)										
Terre-Neuve										
1983–84	325	0.57	..	366	0.64	..	88.8	571.8		
1984–85	462	0.81	42	501	0.88	37	92.3	571.3		
1985–86	693	1.22	50	722	1.27	44	96.0	569.3		
1986–87	819	1.44	18	819	1.44	13	100.0	567.1		
1987–88	612	1.08	-25	586	1.03	-28	104.5	566.6		
1988–89	458	0.80	-25	420	0.74	-28	108.7	568.1		
1989–90	505 (f)	0.89	11	442	0.77	5	114.4	570.0 (f)		
1990–91	1,192 (f)	2.08	136	992	1.73	125	120.2 (f)	572.3		
1991–92	1,193	2.08	0	951	1.66	-4	125.4	574.4		
Prince Edward Island (5)										
Île-du-Prince-Édouard										
1983–84	48	0.39	15	54	0.43	..	88.8	124.4		
1984–85	55	0.44	45	60	0.48	10	92.3	125.3		
1985–86	57	0.45	4	59	0.47	–	96.0	126.1		
1986–87	89	0.70	56	89	0.70	50	100.0	126.5		
1987–88	98	0.77	10	94	0.74	5	104.5	127.4		
1988–89	104	0.81	6	96	0.74	2	108.7	128.6		
1989–90	173	1.33	66	151	1.17	58	114.4	129.6 (f)		
1990–91	217	1.68	25	181	1.38	19	120.2 (f)	130.5 (f)		
1991–92	322	2.48	48	256	1.95	42	125.4	129.5		
Nova Scotia (6)										
Nouvelle-Écosse										
1983–84	1,433	1.67	..	1,614	1.88	..	88.8	860.6		
1984–85	1,178	1.36	-18	1,276	1.47	-21	92.3	867.6		
1985–86	1,591	1.82	35	1,657	1.90	30	96.0	872.1		
1986–87	2,237	2.55	41	2,237	2.55	35	100.0	875.6		
1987–88	1,801	2.05	-19	1,723	1.96	-23	104.5	878.4		
1988–89	2,058	2.33	14	1,893	2.14	10	108.7	884.6		
1989–90	2,318 (p)	2.60	13	2,026	2.27	7	114.4	891.3 (f)		
1990–91	2,958	3.30	28	2,461	2.74	21	120.2 (f)	898.8 (f)		
1991–92	4,146	4.58	40	3,306	3.65	34	125.4	904.9		
New Brunswick (7)										
Nouveau-Brunswick										
1983–84	1,283	1.83	..	1,456	2.07	..	88.8	705.1		
1984–85	1,015	1.43	-22	1,100	1.55	-24	92.3	709.1		
1985–86	890	1.25	-12	927	1.31	-16	96.0	710.4		
1986–87	1,043	1.47	17	1,043	1.47	13	100.0	710.8		
1987–88	1,060	1.49	2	1,014	1.42	-3	104.5	712.9		
1988–89	740	1.03	-30	681	0.95	-33	108.7	715.3		
1989–90	389	0.54	-47	340	0.47	-50	114.4	719.3 (f)		
1990–91	775	1.07	99	645	0.89	90	120.2 (f)	723.8 (f)		
1991–92	2,034	2.80	162	1,622	2.23	152	125.4	726.5		

TABLE 2. Provincial and Territorial Contribution to Total Legal Aid Expenditure, Canada, the Provinces and Territories, Expenditure Years 1983-84 to 1991-92

Province or Territory and Year	Provincial and Territorial Contribution (1)						CPI (2) Fiscal Average 1986-87=100	IPC (2) Moyenne financière 1986-1987=100	Population (3)			
	Contribution des provinces et territoires (1)											
	Current Dollars - Dollars courants		Constant Dollars - Dollars constants		Percentage Change From Previous Year's Total							
Province ou territoire et année	Total	Per Capita	Percentage Change From Previous Year's Total	Total	Per Capita	Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	Par habitant	Par habitant	Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente			
	\$'000 millions de \$	\$	%	\$'000 milliers de \$	\$	%	\$	\$	%			
Quebec (8)												
Quebec												
1983-84	32,152	4.98	"	36,207	5.59	"	88.8	6,476.9				
1984-85	30,273	4.66	-6	32,798	5.05	-9	92.3	6,498.4				
1985-86	33,587	5.15	11	34,966	5.36	7	96.0	6,522.7				
1986-87	33,253 (f)	5.07	-1	33,253	5.07	-5	100.0	6,556.8				
1987-88	40,302 (f)	6.10	21	38,567	5.84	16	104.5	6,608.6				
1988-89	40,615 (f)	6.10	1	37,364	5.61	-3	108.7	6,659.2				
1989-90	40,775 (f)	6.07	-	35,642	5.30	-5	114.4	6,722.4 (f)				
1990-91	49,187 (f)	7.24	21	40,921	6.02	15	120.2 (f)	6,798.0 (f)				
1991-92	60,140	8.75	22	47,959	6.98	17	125.4	6,873.5				
Ontario (9)												
1983-84	41,233	4.67	"	46,434	5.26	"	88.8	8,832.8				
1984-85	37,502	4.19	-9	40,631	4.54	-12	92.3	8,947.9				
1985-86	42,272	4.67	13	44,033	4.87	8	96.0	9,050.2				
1986-87	38,618	3.99	-13	36,618	3.99	-17	100.0	9,166.9				
1987-88	49,094	5.26	34	46,980	5.03	28	104.5	9,336.0				
1988-89	57,228	6.03	17	52,648	5.55	12	108.7	9,491.1				
1989-90	69,065	7.16	21	60,372	6.26	15	114.4	9,648.7 (f)				
1990-91	81,000	9.28	32	75,707	7.72	25	120.2 (f)	9,811.0 (f)				
1991-92	162,500	18.30	79	129,585	13.00	71	125.4	9,969.7				
Manitoba (10)												
1983-84	5,002	4.77	"	5,633	5.37	"	88.8	1,049.1				
1984-85	3,712	3.51	-26	4,022	3.80	-29	92.3	1,057.5				
1985-86	5,490	5.15	48	5,719	5.37	42	96.0	1,065.2				
1986-87	4,400	4.10	-20	4,400	4.10	-23	100.0	1,072.0				
1987-88	4,954	4.59	13	4,741	4.39	8	104.5	1,078.8				
1988-89	5,613	5.18	13	5,184	4.77	9	108.7	1,082.7				
1989-90	5,763	5.31	3	5,038	4.64	-2	114.4	1,084.9 (f)				
1990-91	5,746	5.27	-	4,790	4.39	-5	120.2 (f)	1,089.7 (f)				
1991-92	6,162	5.63	7	4,914	4.49	3	125.4	1,093.8				
Saskatchewan (11)												
1983-84	3,822	3.65	"	4,079	4.11	"	88.8	993.5				
1984-85	3,510	3.49	-3	3,803	3.78	-7	92.3	1,004.8				
1985-86	4,828 (f)	4.78	37	5,027	4.98	32	96.0	1,010.3				
1986-87	2,920 (f)	2.89	-39	2,920	2.89	-42	100.0	1,011.6				
1987-88	2,342 (f)	2.31	-20	2,241	2.21	-23	104.5	1,015.5				
1988-89	2,965 (f)	2.93	27	2,758	2.70	22	108.7	1,010.7				
1989-90	3,635 (f)	3.62	23	3,177	3.17	16	114.4	1,003.0 (f)				
1990-91	4,688 (f)	4.71	29	3,900	3.92	23	120.2 (f)	994.3 (f)				
1991-92	4,333	4.37	-8	3,455	3.48	-11	125.4	992.1				

TABLE 2. Provincial and Territorial Contribution to Total Legal Aid Expenditure, Canada, the Provinces and Territories, Expenditure Years 1983-84 to 1991-92.

Province or Territory and Year	Provincial and Territorial Contribution (1)			Contribution des provinces et territoires (1)			CPI (2) Fiscal Average 1986-87=100	Population (3)		
	Current Dollars - Dollars courants			Constant Dollars - Dollars constants						
	Total	Per Capita	Percentage Change From Previous Year's Total	Total	Per Capita	Percentage Change From Previous Year's Total				
Province ou territoire et année	\$'000	\$	%	\$'000	\$	%	'000	en milliers		
	milliers de \$		milliers de \$	milliers de \$		milliers de \$	en milliers			
Alberta										
1983-84	8,537	2,80	-4	7,361	3,15	-	88,8	2,331,2		
1984-85	6,794	2,91	-15	7,361	3,15	-18	92,3	2,333,3		
1985-86	5,729	2,46	68	6,030	2,57	59	96,0	2,349,5		
1986-87	9,615	4,06	-3	9,615	4,06	-8	100,0	2,367,8		
1987-88	9,287	3,92	-1	8,887	3,75	-5	104,5	2,370,3		
1988-89	9,164	3,82	-1	8,431	3,52	-5	108,7	2,396,1		
1989-90	9,194	3,77	-	8,037	3,30	-5	114,4	2,436,6 (f)		
1990-91	9,194	3,69	-	7,649	3,07	-5	120,2 (f)	2,488,6 (f)		
1991-92	13,530	5,33	47	10,790	4,25	41	125,4	2,539,3		
British Columbia (12)										
1983-84	7,389	2,61	-6	8,321	2,94	-10	88,8	2,826,9		
1984-85	6,950	2,43	-1	7,530	2,63	-5	92,3	2,858,2		
1985-86	6,868	2,38	3	7,152	2,48	-1	96,0	2,879,8		
1986-87	7,101	2,45	15	7,101	2,45	10	100,0	2,902,6		
1987-88	8,171	2,77	28	7,819	2,65	23	104,5	2,948,3		
1988-89	10,454 (e)	3,47	17	9,617	3,20	23	108,7	3,009,9		
1989-90	12,218 (e)	3,96	48	10,880	3,46	11	114,4	3,085,1 (f)		
1990-91	17,843	5,63	105	14,845	4,69	39	120,2 (f)	3,168,1 (f)		
1991-92	36,508	11,24	29,114	8,96	96	125,4	3,249,4			
Northwest Territories										
1983-84	793	16,02	-	893	18,04	-	88,8	49,5		
1984-85	946	18,66	19	1,025	20,22	15	92,3	50,7		
1985-86	530	10,21	-44	552	10,64	-46	98,0	51,9		
1986-87	571	11,09	8	571	11,09	3	100,0	51,5		
1987-88	1,731	33,61	203	1,656	32,16	104,5	190	51,5		
1988-89	1,283	24,63	-28	1,180	22,65	-29	108,7	52,1		
1989-90	1,608	30,40	25	1,406	26,57	19	114,4	52,9 (f)		
1990-91	1,626 (f)	29,94	1	1,352	24,90	-4	120,2 (f)	54,3 (f)		
1991-92	1,626	28,45	-	1,296	23,48	-4	125,4	55,2		
Yukon Territory										
1983-84	416	18,09	-	468	20,37	-	88,8	23,0		
1984-85	413	17,65	-1	447	19,12	-4	92,3	23,4		
1985-86	439	18,60	6	457	19,38	2	96,0	23,6		
1986-87	455	19,04	4	455	19,04	-1	100,0	23,9		
1987-88	384	15,61	-16	367	14,94	-19	104,5	24,6		
1988-89	397	15,82	3	365	14,55	-1	108,7	25,1		
1989-90	418 (f)	16,40	5	365	14,33	0	114,4	25,5 (f)		
1990-91	449 (f)	17,01	7	374	14,16	2	120,2 (f)	26,4		
1991-92	497 (e)	18,26	11	396	14,56	6	125,4	27,2		

TABLEAU 2. Provincial and Territorial Contribution to Total Legal Aid Expenditure, Canada, the Provinces and Territories, Expenditure Years 1983-84 to 1991-92.

Province or Territory and Year	Contribution des provinces et territoires (1)						CPI (2) Fiscal Average 1986-87=100	Population (3) 1986-87=100		
	Provincial and Territorial Contribution (1)			Contribution des provinces et territoires (1)						
	Total	Per Capita	Percentage Change From Previous Year's Total	Total	Per Capita	Percentage Change From Previous Year's Total				
Province ou territoire et année	Current Dollars - Dollars courants	Par habitant	Variation en pourcentage Par rapport à l'année précédente	Par habitant	Variation en pourcentage Par rapport à l'année précédente	Par habitant	Variation en pourcentage Par rapport à l'année précédente	\$000 milliers de \$		
	\$	\$	%	\$	\$	\$	%	\$000 milliers de \$		
Canada										
1983-84	100,243	4.03	-7	112,886	4.54	-11	-11	88.8		
1984-85	92,810	3.71	-11	100,553	4.01	7	92.3	24,850.8		
1985-86	103,010	4.08	11	107,302	4.25	-8	96.0	25,047.4		
1986-87	89,121	3.90	-4	99,121	3.90	7	25,31.1	25,432.8		
1987-88	118,838	4.68	21	114,676	4.46	16	104.5	25,719.9		
1988-89	131,077 (4)	5.04	9	120,586	4.63	5	108.7	26,023.4		
1989-90	146,061 (4)	5.54	11	127,676	4.84	6	114.4	26,569.2 (4)		
1990-91	184,875 (4)	6.91	27	153,806	5.75	20	120.2 (4)	26,753.7 (4)		
1991-92	292,981	10.80	58	233,645	8.81	52	125.4	27,135.6		

Footnotes

Table 2 - Provincial and Territorial Contributions to Total Legal Aid Expenditure, Canada, the Provinces and Territories, Expenditure Years 1985-86 to 1991-92

Note that the provincial and territorial contribution figures are based on data contained in Tables 1, 3 and 4. All of these table notes therefore apply to Table 2.

Note: Figures for monies contributed by Health and Welfare Canada for Civil Legal Aid were provided by the provincial legal aid plans.

(1) Provincial and Territorial Contributions Refers to Monies Contributed by the provinces and territories. Provincial and territorial contributions are calculated to equal total expenditure less the sum of federal contributions to criminal and civil legal aid, direct federal grants and revenues other than provincial and territorial government grants. Funds paid by the federal government through the Canada Assistance Plan (CAP) program for the cost-sharing of civil legal aid are subtracted for eight provinces: Newfoundland, Nova Scotia, New Brunswick, Quebec, Ontario, Manitoba, Saskatchewan and British Columbia.

(2) Consumer Price Index - To control for inflation, the indexed changes in year-to-year expenditure by consumers for goods and services as reported by Statistics Canada's The Consumer Price Index, Catalogue No. 62-001 have been used to calculate constant dollar figures. Because the Gross Domestic Product was used for this purpose in previous years, all of the previous figures have been revised using

Notes

Tableau 2 - Contributions des provinces et territoires aux dépenses totales d'aide juridique, Canada, provinces et territoires, années de dépenses 1985-1986 à 1991-1992

Il convient de noter que les chiffres relatifs à la contribution totale des provinces et territoires sont fondés sur les données des tableaux 1, 3 et 4. Toutes les notes afférentes à ces tableaux s'appliquent donc au tableau 2.

Nota : Les figures pour les sommes contribuées par le Ministère de la Santé et Bien-être social Canada pour l'aide juridique en matière civile sont fournis par les Régimes d'aide juridique provinciaux.

(1) Contributions des provinces et territoires - Désigne les fonds alloués par les provinces et territoires. Les contributions des provinces et territoires sont calculées de telle sorte qu'elles équivalent aux dépenses totales moins la somme des contributions fédérales à l'aide juridique au criminel et au civil, des subventions fédérales directes et des recettes autres que les subventions des provinces. Les fonds payés par l'administration fédérale dans le cadre du programme de Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) pour le partage des coûts de l'aide juridique au civil sont défalcés pour huit provinces: Terre-Neuve, la Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick, le Québec, l'Ontario, le Manitoba, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique.

(2) L'indice des prix à la consommation - Pour éliminer les effets de l'inflation, les variations indexées des dépenses annuelles pour les biens et services, tirées de la publication L'indice des prix à la consommation de Statistique Canada, no 62-001 au catalogue, ont servi à calculer les chiffres en dollars constants. Puisque le produit intérieur brut a servi à faire ce calcul les années précédentes,

the Consumer Price Index as the main aggregate with 1986-87 as the base year.

(3) **Population** - Per capita figures are based on October 1st final intercensal estimates released in Statistics Canada's Population, Catalogue No. 91-002. The 1985-86 population data are final intercensal estimates; the 1986-87, 1987-88, 1988-89 and 1989-90 data are final postcensal estimates; and, the 1990-91 and 1991-92 data are preliminary postcensal estimates.

(4) **Newfoundland** - Considered in the calculations are federal contributions to civil legal aid of:

1985-86	\$294,727
1986-87	\$332,123
1987-88	\$426,107
1988-89	\$546,864
1989-90	\$614,454
1990-91	\$840,204
1991-92	\$853,162.

(5) **Prince Edward Island** - The plan is staffed and paid through the Provincial Justice Department. As well, all purchasing, accommodations, payroll and payment of private counsel costs are processed and paid for by the Justice Department Administrative section. These services are largely unaccounted for as a legal aid cost.

(6) **Nova Scotia** - Considered in the calculation are federal contributions to civil legal aid of:

1985-86	\$ 751,400
1986-87	\$ 835,000
1987-88	\$1,348,600
1988-89	\$1,577,000
1989-90	\$ 773,000

on a révisé tous les chiffres antérieurs en utilisant l'indice des prix à la consommation comme principal agrégat, 1986-1987 étant l'année de base.

(3) **Population** - Les chiffres par habitant sont fondés sur les estimations intercensitaires définitives au 1^{er} octobre, parues dans la publication Estimations de la population de Statistique Canada, no 91-002 au catalogue. Les données de 1985-1986 sont des estimations intercensitaires définitives, les données de 1986-1987, 1987-1988, 1988-1989 et 1989-1990 sont des estimations postcensitaires définitives et les données de 1990-1991 et 1991-1992 sont des estimations postcensitaires mises à jour.

(4) **Terre-Neuve** - Les contributions fédérales au chapitre de l'aide juridique en matière civile, se chiffrant à :

1985-1986	294,727 \$
1986-1987	332,123 \$
1987-1988	426,107 \$
1988-1989	546,864 \$
1989-1990	614,454 \$
1990-1991	840,204 \$
1991-1992	853,162 \$

sont comprises dans les calculs.

(5) **Île-du-Prince-Édouard** - Le ministère provincial de la Justice assure la dotation et le financement du régime. Tous les services relatifs aux achats, aux locaux, à la rémunération et au paiement des dépenses des avocats de pratique privée sont traités et payés par la section administrative du ministère de la Justice. Une grande partie de ces services ne figurent pas comme coût de l'aide juridique.

(6) **Nouvelle-Écosse** - Sont prises en compte dans les calculs les contributions fédérales au chapitre de l'aide juridique au civil, aux montants de :

1985-1986	751,400 \$
1986-1987	835,000 \$
1987-1988	1,348,600 \$
1988-1989	1,577,000 \$

1990-91	\$1,225,000	1989-1990	773,000 \$
1991-92	\$2,519,103.	1990-1991	1,225,000 \$

(7) **New Brunswick** - Civil legal aid was terminated at the end of the fiscal year 1987-88, and replaced as of April 13, 1988 with a Domestic Legal Aid Program, for matters involving family violence. The following year the Program was expanded to general domestic legal matters, in addition to the family violence eligibility criterion. The Program is jointly funded by the Law Foundation and the province at \$250,000 a year each. Considered in the calculation are federal contributions to civil legal aid of:

1985-86	\$301,500
1986-87	\$105,900
1987-88	\$103,800
1988-89	\$ 56,000
1989-90	\$ 19,000
1990-91	\$ 14,000
1991-92	\$ 33,000.

(8) **Quebec** - Considered in the calculations are federal contributions to civil legal aid of:

1985-86	\$19,482,300
1986-87	\$19,145,041
1987-88	\$23,925,869
1988-89	\$24,931,991
1989-90	\$25,799,000
1990-91	\$26,583,500
1991-92	\$30,993,500.

(9) **Ontario** - Considered in the calculations are federal contributions to civil legal aid of:

1985-86	\$ 7,759,800
1986-87	\$10,071,500
1987-88	\$12,305,000
1988-89	\$12,943,000
1989-90	\$17,619,000

(7) **Nouveau-Brunswick** - L'aide juridique au civil s'est terminée à la fin de l'exercice 1987-1988 et a été remplacée, le 13 avril 1988, par un programme d'aide juridique en matière familiale pour les affaires relatives à la violence au sein de la famille. L'année suivante, le programme s'est étendu aux affaires générales en matière familiale, de plus que le critère d'admissibilité de violence familiale à l'aide juridique. Le programme est financé conjointement par la Fondation pour l'avancement du droit et la province au coût de 250,000 \$ par année. Sont prises en compte dans les calculs les contributions fédérales au chapitre de l'aide juridique au civil, aux montants de :

1985-1986	301,500 \$
1986-1987	105,900 \$
1987-1988	103,800 \$
1988-1989	56,000 \$
1989-1990	19,000 \$
1990-1991	14,000 \$
1991-1992	33,000 \$.

(8) **Québec** - Sont prises en compte dans les calculs des contributions fédérales au chapitre de l'aide juridique au civil aux montants de :

1985-1986	19,482,300 \$
1986-1987	19,145,041 \$
1987-1988	23,925,869 \$
1988-1989	24,931,991 \$
1989-1990	24,799,000 \$
1990-1991	26,583,500 \$
1991-1992	30,993,500 \$.

(9) **Ontario** - Sont prises en compte dans les calculs des contributions fédérales au chapitre de l'aide juridique au civil aux montants de :

1985-1986	7,759,800 \$
1986-1987	10,071,500 \$
1987-1988	12,305,000 \$
1988-1989	12,943,000 \$

1990-91	\$19,193,000
1991-92	\$17,851,029.

1989-1990	17,619,000 \$
1990-1991	19,193,000 \$
1991-1992	17,851,029 \$.

(10) **Manitoba** - Considered in the calculations are federal contributions to civil legal aid of:

1985-86	\$ 921,800
1986-87	\$1,095,400
1987-88	\$1,219,400
1988-89	\$1,409,000
1989-90	\$1,730,000
1990-91	\$1,718,000
1991-92	\$2,046,398.

Also considered in the calculations is a Department of Justice Canada grant of \$1,250 in (1985-86). This grant provided support for the Plan's Public Interest Law Department.

(10) **Manitoba** - Sont prises en compte dans les calculs les contributions fédérales au chapitre de l'aide juridique au civil, aux montants de :

1985-1986	921,800 \$
1986-1987	1,095,400 \$
1987-1988	1,219,400 \$
1988-1989	1,409,000 \$
1989-1990	1,730,000 \$
1990-1991	1,718,000 \$
1991-1992	2,046,398 \$.

Y compris une subvention du ministère fédéral de la Justice, au montant de 1,250 \$ (1985-1986). Cette subvention a servi à financer le «Public Interest Law Department» du régime.

(11) **Saskatchewan** - Considered in the calculations are federal contributions to civil legal aid of:

1985-86	\$ 602,700
1986-87	\$ 848,400
1987-88	\$1,255,000
1988-89	\$ 591,000
1989-90	\$ 761,000
1991-92	\$ 765,000.

(11) **Saskatchewan** - Sont prises en compte dans les calculs les contributions fédérales au chapitre de l'aide juridique au civil, aux montants de :

1985-1986	602,700 \$
1986-1987	848,400 \$
1987-1988	1,255,000 \$
1988-1989	591,000 \$
1989-1990	761,000 \$
1991-1992	765,000 \$.

(12) **British Columbia** - Considered in the calculations are federal contributions to civil legal aid of:

1985-86	\$3,612,400
1986-87	\$3,247,600
1987-88	\$4,716,000
1988-89	\$5,346,000
1989-90	\$3,715,000
1990-91	\$7,637,591
1991-92	\$7,273,896.

(12) **Colombie-Britannique** - Sont prises en compte dans les calculs les contributions fédérales au chapitre de l'aide juridique au civil, aux montants de:

1985-1986	3,612,400 \$
1986-1987	3,247,600 \$
1987-1988	4,716,000 \$
1988-1989	5,346,000 \$
1989-1990	3,715,000 \$
1990-1991	7,637,591 \$
1991-1992	7,273,896 \$.

SECTION 3

Federal Contribution to Criminal Legal Aid, Canada, the Provinces and Territories, Expenditure Years 1983-84 to 1991-92

Justice Canada and the provincial and territorial governments have shared the cost of legal aid for certain criminal matters since 1972. More recently in 1980, Health and Welfare Canada formally began sharing the cost of civil legal aid with the provinces and territories under the Canada Assistance Plan.

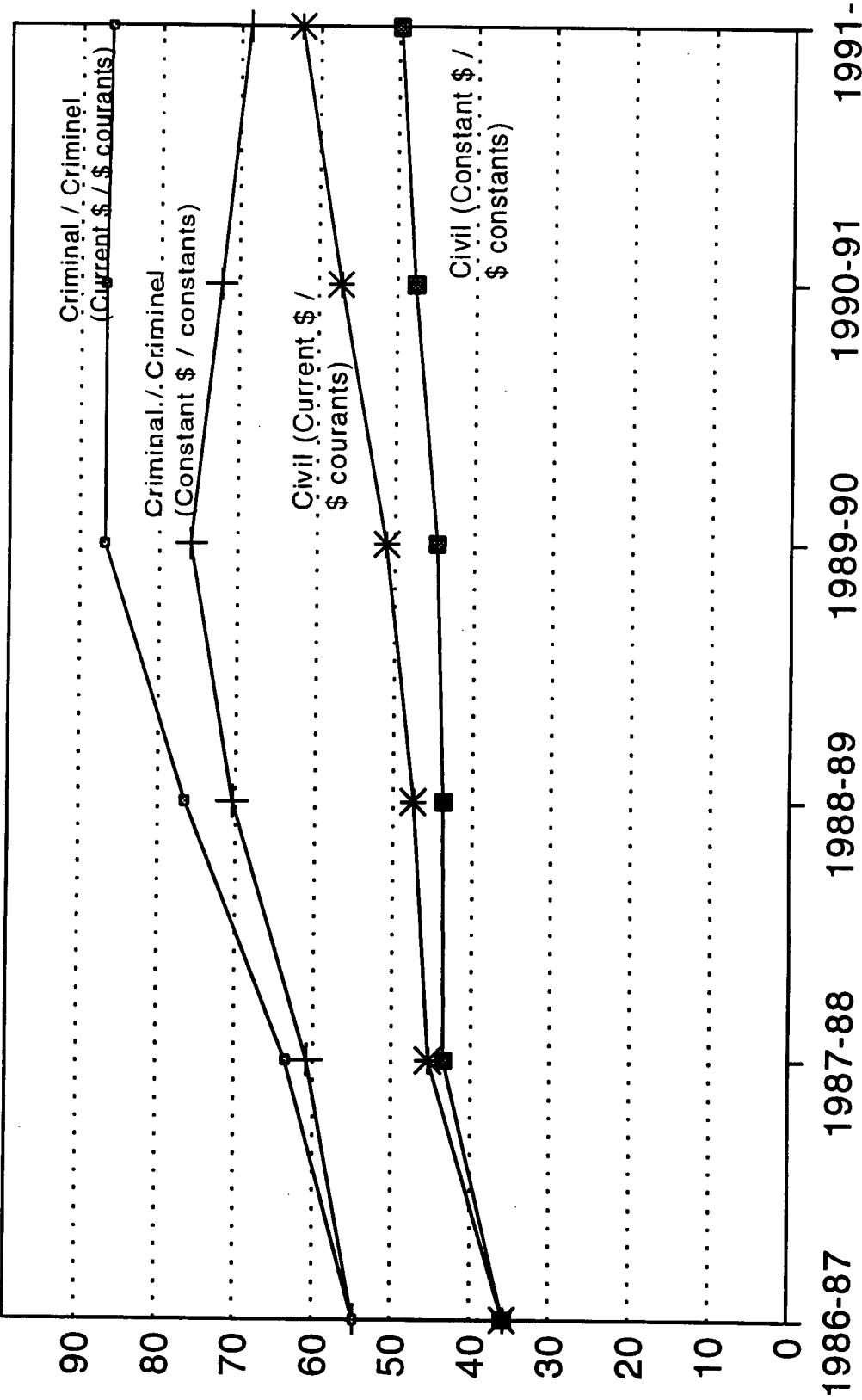
Figure 3 presents the contributions these two federal departments have made, in current and constant dollars, from 1986-87 to 1991-92. Current dollar contributions to criminal legal aid increased by an average of 17% per year from \$54.7 million in 1986-87 to \$86.9 million in 1989-90. Federal contributions to Criminal Legal Aid were capped at this point. Constant dollar contributions to civil legal aid increased by an average of 7% per year from \$35.7 million in 1986-87 to \$49.7 million in 1991-92.

Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique en matière criminelle, Canada, provinces et territoires, années de dépenses 1983-1984 à 1991-1992

Justice Canada et les administrations provinciales et territoriales se partagent les coûts de l'aide juridique pour certaines affaires criminelles depuis 1972. Plus récemment en 1980, Santé et Bien-être social Canada a officiellement commencé à partager les coûts de l'aide juridique en matière civile avec les provinces et territoires en vertu du Régime d'assistance publique du Canada.

La figure 3 montre les contributions faites en dollars courants et en dollars constants par ces deux ministères fédéraux, 1986-1987 à 1991-1992. Les contributions exprimées en dollars courants en matière criminelle se sont accrues de 17 % en moyenne par année, passant de 54,7 \$ millions en 1986-1987 à 86,9 \$ millions en 1989-1990. Les contributions fédérales ont plafonné à ce point. Les contributions exprimées en dollars constants en matière civile se sont accrues de 7 % en moyenne par année, passant de 35,7 \$ millions en 1986-1987 à 49,7 \$ millions en 1991-1992.

**Figure 3 Federal Contribution to Criminal and Civil Legal Aid
Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique
en matières criminelle et civile**



Source: Table 3 and Footnotes for Table 2/
Tableau 3 et les notes pour le tableau 2

TABLE 3. Federal Contribution to Criminal Legal Aid, Canada, the Provinces and Territories, Expenditure Years 1983–84 to 1991–92.

Province or Territory and Year	Federal Contribution to Criminal Legal Aid (1)						Population (4)		
	Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique criminelle (1)			CPI (3) Moyenne financière 1986–1987 = 100			Per Capita	'000 en milliers	
	Total	Per Capita	Percentage of Net Cost–Shared Expenditure	Net Cost–Shared Expenditure (2)	Total	Per Capita			
Current Dollars – Dollars courants									
Province ou territoire et année	Total	Per Capita	Percentage of Net Cost–Shared Expenditure	Net Cost–Shared Expenditure (2)	Total	Per Capita	Constant Dollars – Dollars constants	CPI (3) Moyenne financière 1986–1987 = 100	
			Par habitant	Pourcentage des dépenses nettes admissibles au partage des coûts (2)			Par habitant		
	\$'000 milliers de \$	\$	%	\$'000 milliers de \$	\$'000 milliers de \$	\$	\$		
Newfoundland (5) Terre-Neuve	1983–84 1984–85 1985–86 1986–87 1987–88 1988–89 1989–90 1990–91 1991–92	750 811 839 1,228 1,427 1,549 1,695 1,695 1,695	1.31 1.42 1.65 2.17 2.52 2.73 2.97 2.96 2.95	80 90 90 90 88 77 85 76 64	834 901 1,043 1,364 1,644 2,003 1,986 1,410 2,669	845 879 978 1,228 1,366 1,425 1,482 1,410 1,352	1.48 1.54 1.72 2.17 2.41 2.51 2.60 2.46 2.35	88.8 92.3 96.0 100.0 104.7 108.5 114.4 120.2 (f) 125.4	571.8 571.3 569.3 567.1 566.6 568.1 570.0 (f) 572.3 574.4
Prince Edward Island (6) Île-du-Prince-Édouard	1983–84 1984–85 1985–86 1986–87 1987–88 1988–89 1989–90 1990–91 1991–92	136 141 143 180 174 195 211 211 211	1.09 1.13 1.13 1.42 1.37 1.52 1.63 1.61 1.63	90 90 90 80 90 83 81 74 73	151 157 159 200 193 235 262 283 288	153 153 149 180 167 179 184 175 168	1.23 1.22 1.18 1.42 1.31 1.39 1.42 1.34 1.30	88.8 92.3 96.0 100.0 104.5 108.7 114.4 120.2 (f) 125.4	124.4 125.3 126.1 126.5 127.4 128.6 129.6 (f) 130.5 (f) 129.5
Nova Scotia (7) Nouvelle-Écosse	1983–84 1984–85 1985–86 1986–87 1987–88 1988–89 1989–90 1990–91 1991–92	1,358 1,630 1,840 2,166 2,491 2,754 3,145 3,145 3,145	1.58 1.88 2.11 2.47 2.83 3.11 3.53 3.51 3.48	74 72 73 69 78 77 68 59 73	1,842 2,256 2,535 3,131 3,214 3,560 4,057 4,660 5,342	1,529 1,766 2,191 2,166 2,384 2,534 2,749 2,617 2,508	1.78 2.04 2.20 2.47 2.71 2.86 3.08 2.92 2.77	88.8 92.3 96.0 100.0 104.5 108.7 114.4 120.2 (f) 125.4	860.6 867.6 872.1 875.6 879.4 884.6 891.3 (f) 896.8 (f) 904.9
New Brunswick (8) Nouveau-Brunswick	1983–84 1984–85 1985–86 1986–87 1987–88 1988–89 1989–90 1990–91 1991–92	798 802 820 1,077 1,115 1,201 1,229 1,229 1,229	1.13 1.27 1.30 1.52 1.56 1.68 1.71 1.70 1.69	90 90 90 90 90 89 90 61 40	887 1,002 1,022 1,197 1,239 1,351 1,368 2,018 3,077	899 977 958 1,077 1,067 1,105 1,074 1,023 1,35	1.27 1.38 1.35 1.52 1.50 1.54 1.49 1.41 1.35	88.8 92.3 96.0 100.0 104.5 108.7 114.4 120.2 (f) 125.4	705.1 709.1 710.4 710.8 712.9 715.3 719.3 (f) 723.8 (f) 726.5

TABLE 3. Federal Contribution to Criminal Legal Aid, Canada, the Provinces and Territories, Expenditure Years 1983-84 to 1991-92.

TABLEAU 3. Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique en matière criminelle, Canada, provinces et territoires, années de dépenses 1983-84 à 1991-92.

Province or Territory and Year	Federal Contribution to Criminal Legal Aid (1)				Population (4)	
	Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique criminelle (1)				CPI (3) Fiscal Average 1986-87=100	CPI (3) Moyenne financière 1986-87=100
	Current Dollars - Dollars courants		Constant Dollars - Dollars constants			
	Total	Per Capita	Percentage of Net Cost - Shared Expenditure	Total	Per Capita	Per Capita
			Par habitant	Par habitant	Par habitant	Par habitant
	\$'000 millions de \$	\$'000 millions de \$	%	\$'000 millions de \$	\$'000 millions de \$	\$'000 millions de \$
Quebec (9)						
Quebec						
1983-84	10,760	1.66	55	19,467	12,117	1.87
1984-85	12,043	1.85	58	21,351	13,048	2.01
1985-86	12,760	1.86	54	23,449	13,292	2.04
1986-87	11,939	1.82	55	21,905	11,939	1.82
1987-88	14,664	2.22	55	25,891	14,033	2.12
1988-89	15,360	2.31	55	28,157	14,131	2.12
1989-90	16,043	2.39	55	28,404	14,023	2.09
1990-91	16,043	2.38	48	34,522	13,347	1.96
1991-92	16,043	2.33	39	41,527	12,793	1.86
Ontario (10)						
1983-84	14,546	1.85	40	36,533	16,381	1.85
1984-85	14,412	1.81	45	32,190	15,614	1.75
1985-86	16,636	1.84	48	36,008	17,329	1.91
1986-87	20,434	2.23	46	44,531	20,434	2.23
1987-88	25,283	2.71	46	55,453	24,204	2.59
1988-89	34,254	3.61	46	74,958	31,512	3.32
1989-90	41,209	4.27	46	80,052	36,022	3.73
1990-91	41,209	4.20	40	103,885	34,284	3.49
1991-92	40,803	4.07	31	130,140	32,379	3.25
Manitoba (11)						
1983-84	1,726	1.85	39	4,484	1,944	1.85
1984-85	1,94	44	44	4,663	2,225	2.10
1985-86	2,240	2.10	46	4,888	2,333	2.19
1986-87	2,640	2.46	46	5,753	2,640	2.46
1987-88	2,822	2.62	46	6,158	2,700	2.50
1988-89	3,114	2.88	46	6,795	2,865	2.65
1989-90	3,385	3.12	46	7,398	2,959	2.73
1990-91	3,385	3.11	44	7,658	2,816	2.58
1991-92	3,385	3.09	44	7,658	2,699	2.47
Saskatchewan (12)						
1983-84	1,549	1.56	48	3,227	1,744	1.76
1984-85	1,781	1.77	48	3,694	1,930	1.92
1985-86	2,250	2.23	49	4,633	2,344	2.32
1986-87	2,331	2.30	49	4,785	2,331	2.30
1987-88	2,129	2.10	50	4,231	2,037	2.01
1988-89	2,405	2.38	54	4,446	2,213	2.19
1989-90	2,539	2.53	54	4,702	2,219	2.21
1990-91	2,539	2.55	51	4,934	2,112	2.12
1991-92	2,532	2.55	49	5,182	2,019	2.04

TABLE 3. Federal Contribution to Criminal Legal Aid, Canada, the Provinces and Territories, Expenditure Years 1983–84 to 1991–92.

Province or Territory and Year	Federal Contribution to Criminal Legal Aid (1)						Population (4)	
	Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique criminelle (1)			CPI (3) Fiscal Average 1986–87=100			CPI (3) Moyenne financière 1986–1987=100	
	Total	Per Capita	Percentage of Net Cost–Shared Expenditure	Total	Per Capita	Constant Dollars – Dollars constants		
Current Dollars – Dollars courants								
Province ou territoire et année	Total	Per Capita	Percentage of Net Cost–Shared Expenditure	Total	Per Capita	Constant Dollars – Dollars constants	CPI (3) Moyenne financière 1986–1987=100	
	\$'000 milliers de \$	\$'000 milliers de \$	%	\$'000 milliers de \$	\$'000 milliers de \$	\$'000 milliers de \$	'000 en milliers	
Alberta (13)								
1983–84	3,884	1.66	47	8,303	4,374	1,87	88.8	
1984–85	4,374	1.87	49	8,917	4,739	2,03	92.3	
1985–86	5,209	2.22	49	10,597	5,426	2,31	96.0	
1986–87	5,721	2.42	49	11,624	5,721	2,42	100.0	
1987–88	6,050	2.55	49	12,285	5,789	2,44	104.5	
1988–89	6,485 (f)	2.71	51	12,631	5,966	2.49	108.7	
1989–90	6,456	2.65	52	12,532	5,643	2.32	114.4	
1990–91	6,456	2.59	46	14,153	5,371	2.16	120.2 (f)	
1991–92	6,456	2.54	35	18,295	5,148	2.03	125.4	
British Columbia (14)								
1983–84	4,635	1.64	44	10,650	5,220	1.85	88.8	
1984–85	4,355	1.52	44	9,873	4,718	1.65	92.3	
1985–86	5,129	1.78	51	10,144	5,343	1.86	96.0	
1986–87	5,584	1.92	51	11,047	5,584	1.92	100.0	
1987–88	5,975	2.03	51	11,822	5,718	1.94	104.5	
1988–89	7,843	2.54	54	14,125	7,031	2.34	108.7	
1989–90	8,999	2.92	54	16,862	7,866	2.55	114.4	
1990–91	8,999	2.84	51	17,495	7,486	2.36	120.2 (f)	
1991–92	8,999	2.77	"	"	7,176	2.21	125.4	
Northwest Territories								
Territoires du Nord–Ouest (15)								
1983–84	558	11.27	50	1,116	628	12.69	88.8	
1984–85	681	13.04	50	1,323	716	14.13	92.3	
1985–86	842	16.22	50	1,684	877	16.90	96.0	
1986–87	950	18.45	50	1,900	950	18.45	100.0	
1987–88	1,150	23.11	50	2,381	1,139	22.11	104.5	
1988–89	1,253	24.63	50	2,545	1,180	22.65	108.7	
1989–90	1,617	30.57	50	3,218	1,414	26.72	114.4	
1990–91	1,617	29.78	50	3,251	1,345	24.78	120.2 (f)	
1991–92	1,626	29.45	39	4,199	1,296	23.48	125.4	
Yukon Territory (16)								
Territoire du Yukon								
1983–84	350	14.35	46	717	372	16.16	88.8	
1984–85	370	15.81	47	784	401	17.13	92.3	
1985–86	412	17.46	48	855	429	18.19	96.0	
1986–87	439	18.37	49	895	439	18.37	100.0	
1987–88	372	15.12	50	744	356	14.47	104.5	
1988–89	383	15.26	50	765	352	14.04	108.7	
1989–90	418	16.40	50	836	365	14.33	114.4	
1990–91	418	15.84	47	883	348	13.18	120.2 (f)	
1991–92	418	15.37	"	"	333	12.26	125.4	

TABLE 3. Federal Contribution to Criminal Legal Aid, Canada, the Provinces and Territories, Expenditure Years 1983–84 to 1991–92.

TABLEAU 3. Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique en matière criminelle, Canada, provinces et territoires, années de dépenses 1983–84 à 1991–92.

Province or Territory and Year	Federal Contribution to Criminal Legal Aid (1)				CPI (2) Fiscal Average 1986–87 = 100	Population (4)
	Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique criminelle (1)					
Province ou territoire et année	Current Dollars – Dollars courants				Constant Dollars – Dollars constants	
	Total	Per Capita	Percentage of Net Cost – Shared Expenditure	Net Cost – Shared Expenditure (2)	Total	Per Capita
	Par habitant		Pourcentage des dépenses nettes admissibles au partage des coûts	Dépenses nettes admissibles au partage des coûts (2)		Par habitant
\$'000 milliers de \$	\$	\$	%	\$'000 milliers de \$	\$'000 milliers de \$	\$
Canada (17)						
1983–84	41,030	1,65	47	88,191	46,205	1,86
1984–85	43,535	1,74	50	87,111	47,167	1,88
1985–86	49,320	1,85	51	97,029	51,375	2,04
1986–87	54,881	2,15	50	108,349	54,691	2,15
1987–88	63,579	2,47	50	128,116	60,841	2,37
1988–89	76,826 (f)	2,94	51	151,572	70,493	2,71
1989–90	86,945	3,30	50	173,45	76,001	2,88
1990–91	86,945	3,25	44	195,986	72,334	2,70
1991–92	86,342	3,18	40	218,375	68,853	2,54
						'000 en milliers

Footnotes

Table 3 - Federal Contribution to Criminal Legal Aid, Canada, the Provinces and Territories, Expenditure Years 1982-83 to 1991-92

(1) **Federal Contribution to Criminal Legal Aid** - Refers to monies contributed by the Department of Justice Canada for adult and *Young Offender Act* claims.

(2) **Net Cost-Shared Expenditure** - Represents the claims by the provinces and territories for costs incurred by each Legal Aid Plan on matters specified by the federal-provincial and territorial cost-sharing agreements for criminal legal aid. It covers both legal service costs and associated administrative expenses. Such an amount is the net of all contributions and recoveries received from clients. Net cost-shared expenditures are calculated on a province-by-province and territorial basis; therefore, caution must be exercised when making inter-provincial and territorial comparisons.

(3) **Consumer Price Index** - To adjust for the effect of inflation, the indexed changes in year-to-year expenditure for goods and services as reported by Statistics Canada's The Consumer Price Index, Catalogue No. 62-001 have been used to calculate constant dollar figures. Because the Gross Domestic Product was used for this purpose in previous years, all of the previous figures have been revised using the Consumer Price Index as the main aggregate with 1986-87 as the base year.

Notes

Tableau 3 - Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique en matière criminelle, Canada, provinces et territoires, années de dépenses 1982-1983 à 1991-1992

(1) **Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique criminelle** - Désigne des fonds alloués par le ministère fédéral de la Justice pour les demandes concernant les adultes et la *Loi sur les jeunes contrevenants*.

(2) **Dépenses nettes admissibles au partage des coûts** - Les dépenses nettes admissibles au partage des coûts représentent les frais, dont les provinces demandent le remboursement, qu'ont engagés les régimes d'aide juridique concernant les questions précisées dans l'entente fédérale-provinciale de partage des coûts en matière d'aide juridique au criminel. Ces dépenses comprennent les coûts afférents aux services juridiques et les frais administratifs connexes. Ce montant est diminué des contributions des clients et des frais recouvrés. Les dépenses nettes admissibles au partage des coûts sont calculées province par province ou territoire; par conséquent, il faut faire preuve de prudence au moment de l'établissement de comparaisons entre les provinces ou territoires.

(3) **L'indice des prix à la consommation** - Pour régler les effets de l'inflation, les variations indexées des dépenses annuelles pour les biens et services, tirées de la publication L'indice des prix à la consommation de Statistique Canada, no 62-001 au catalogue, ont servi à calculer les chiffres en dollars constants. Puisque le produit intérieur brut a servi à faire ce calcul les années précédentes, on a révisé tous les chiffres antérieurs en utilisant l'indice des prix à la consommation comme principal agrégat, 1986-1987 étant l'année de base.

(4) Population - Per capita figures are based on October 1st final intercensal estimates released in Statistics Canada's Population, Catalogue No. 91-002. The 1985-86 data are final intercensal estimates; the 1986-87, 1987-88, 1988-89 and 1989-90 data are final postcensal estimates; and, the 1990-91 and 1991-92 data are preliminary postcensal estimates.

(5) Newfoundland - The federal contribution towards legal aid for young offenders was:

1985-86	\$106,802
1986-87	\$182,942
1987-88	\$181,645(r)
1988-89	\$203,776(r)
1989-90, 1990-91 and	
1991-92	\$266,764.

(6) Prince Edward Island - The federal contribution towards legal aid for young offenders was:

1985-86	\$43,689
1986-87	\$43,961
1987-88	\$46,490
1988-89	\$44,195(r)
1989-90, 1990-91 and	
1991-92	\$56,098.

(7) Nova Scotia - The federal contribution towards legal aid for young offenders was:

1985-86	\$291,124
1986-87	\$349,280(r)
1987-88	\$482,494
1988-89	\$503,328
1989-90, 1990-91 and	
1991-92	\$617,847.

(8) New Brunswick - The federal contribution towards legal aid for young offenders was:

1985-86	\$ 68,433
1986-87	\$118,424

(4) Population - Les chiffres par habitant sont fondés sur les estimations intercensitaires définitives au 1^{er} octobre, parues dans la publication Estimations de la population de Statistique Canada, no 91-002 au catalogue. Les données de 1985-1986 sont des estimations intercensitaires définitives, les données de 1986-1987, 1987-1988, 1988-1989 et 1989-1990 sont des estimations postcensitaires définitives et les données de 1990-1991 et 1991-1992 sont des estimations postcensitaires mises à jour.

(5) Terre-Neuve - La contribution fédérale au chapitre des services d'aide juridique pour les jeunes contrevenants s'élevait à :

1985-1986	106,802 \$
1986-1987	182,942 \$
1987-1988	181,645 \$(r)
1988-1989	203,776 \$(r)
1989-1990, 1990-1991 et	
1991-1992	266,764 \$.

(6) Île-du-Prince-Édouard - La contribution fédérale au chapitre des services d'aide juridique pour les jeunes contrevenants s'élevait à :

1985-1986	43,689 \$
1986-1987	43,961 \$
1987-1988	46,490 \$
1988-1989	44,195 \$(r)
1989-1990, 1990-1991 et	
1991-1992	56,098 \$.

(7) Nouvelle-Écosse - La contribution fédérale au chapitre des services d'aide juridique pour les jeunes contrevenants s'élevait à :

1985-1986	291,124 \$
1986-1987	349,280 \$(r)
1987-1988	482,494 \$
1988-1989	503,328 \$
1989-1990, 1990-1991 et	
1991-1992	617,847 \$.

(8) Nouveau-Brunswick - La contribution fédérale au chapitre des services d'aide juridique pour les jeunes contrevenants s'élevait à :

1987-88	\$147,993	1985-1986	68,433 \$
1988-89	\$180,542	1986-1987	118,424 \$
1989-90, 1990-91 and		1987-1988	147,993 \$
1991-92	\$184,546.	1988-1989	180,542 \$
		1989-1990, 1990-1991 et	
		1991-1992	184,546 \$.

(9) **Quebec** - The federal contribution towards legal aid for young offenders was:

1985-86	\$1,377,853(r)
1986-87	\$1,092,901(r)
1987-88	\$1,261,986
1988-89	\$1,266,345
1989-90, 1990-91 and	
1991-92	\$1,292,606.

(10) **Ontario** - The federal contribution towards legal aid for young offenders was:

1985-86	\$ 1,317,083
1986-87	\$ 2,572,343
1987-88	\$ 3,391,026
1988-89	\$ 5,230,698
1989-90 and 1990-91	
1991-92	\$ 6,806,075(r).

(11) **Manitoba** - The federal contribution towards legal aid for young offenders was:

1985-86	\$356,140
1986-87	\$460,180
1987-88	\$514,511
1988-89	\$563,773
1989-90, 1990-91 and	
1991-92	\$608,813.

(12) **Saskatchewan** - The federal contribution towards legal aid for young offenders was:

1985-86	\$408,045
1986-87	\$574,587
1987-88	\$455,698
1988-89	\$403,821(r)
1989-90	\$471,939
1990-91	\$455,563(r)
1991-92	\$465,000.

(9) **Québec** - La contribution fédérale au chapitre des services d'aide juridique pour les jeunes contrevenants s'élevait à :

1985-1986	1,377,853 \$(r)
1986-1987	1,092,901 \$(r)
1987-1988	1,261,986 \$
1988-1989	1,266,345 \$
1989-1990, 1990-1991 et	
1991-1992	1,292,606 \$.

(10) **Ontario** - La contribution fédérale au chapitre des services d'aide juridique pour les jeunes contrevenants s'élevait à :

1985-1986	1,317,083 \$
1986-1987	2,572,343 \$
1987-1988	3,391,026 \$
1988-1989	5,230,698 \$
1989-1990, 1990-1991 et	
1991-1992	6,806,075 \$(r).

(11) **Manitoba** - La contribution fédérale au chapitre des services d'aide juridique pour les jeunes contrevenants s'élevait à :

1985-1986	356,140 \$
1986-1987	460,180 \$
1987-1988	514,511 \$
1988-1989	563,773 \$
1989-1990, 1990-1991 et	
1991-1992	608,813 \$.

(12) **Saskatchewan** - La contribution fédérale au chapitre des services d'aide juridique pour les jeunes contrevenants s'élevait à :

1985-1986	408,045 \$
1986-1987	574,587 \$
1987-1988	455,698 \$
1988-1989	403,821 \$(r)
1989-1990	471,939 \$
1990-1991	455,563 \$(r)
1991-1992	465,000 \$.

(13) **Alberta** - The federal contribution towards legal aid for young offenders was:

1985-86	\$ 752,750
1986-87	\$1,197,826
1987-88	\$1,384,686
1988-89	\$1,587,635
1989-90, 1990-91 and	
1991-92	\$1,632,090.

(14) **British Columbia** - The federal contribution towards legal aid for young offenders was:

1985-86	\$ 658,127
1986-87	\$ 851,909
1987-88	\$ 991,231
1988-89	\$1,261,249
1989-90, 1990-91 and	
1991-92	\$1,267,957.

(15) **Northwest Territories** - Included is the cost-shared funding of civil legal aid. The federal contribution towards legal aid for young offenders was:

1985-86	\$ 98,556
1986-87	\$130,990
1987-88	\$124,998
1988-89	\$123,214
1989-90, 1990-91 and	
1991-92	\$211,000.

(16) **Yukon Territory** - Figures for the Yukon Territory include cost-shared funding of civil legal aid. The federal contribution towards legal aid for young offenders was:

1985-86	\$46,539
1986-87	\$48,761(r)
1987-88	\$36,364
1988-89	\$39,845
1989-90	\$50,395
1990-91 and 1991-92	\$49,629(r).

(13) **Alberta** - La contribution fédérale au chapitre des services d'aide juridique pour les jeunes contrevenants s'élevait à :

1985-1986	752,750 \$
1986-1987	1,197,826 \$
1987-1988	1,384,686 \$
1988-1989	1,587,635 \$
1989-1990, 1990-1991 et	
1991-1992	1,632,090 \$.

(14) **Colombie-Britannique** - La contribution fédérale au chapitre des services d'aide juridique pour les jeunes contrevenants s'élevait à :

1985-1986	658,127 \$
1986-1987	851,909 \$
1987-1988	991,231 \$
1988-1989	1,261,249 \$
1989-1990, 1990-1991 et	
1991-1992	1,267,957 \$.

(15) **Territoires du Nord-Ouest** - Y compris le financement selon le partage des coûts de l'aide juridique au civil. La contribution fédérale au chapitre des services d'aide juridique pour les jeunes contrevenants s'élevait à :

1985-1996	98,556 \$
1986-1987	130,990 \$
1987-1988	124,998 \$
1988-1989	123,214 \$
1989-1990, 1990-1991 et	
1991-1992	211,000 \$.

(16) **Territoire du Yukon** - Les chiffres déclarés pour le Yukon comprennent le financement selon le partage des coûts de l'aide juridique au civil. La contribution fédérale au chapitre des services d'aide juridique pour les jeunes contrevenants s'élevait à :

1985-1986	46,539 \$
1986-1987	48,761 \$(r)
1987-1988	36,364 \$
1988-1989	39,845 \$
1989-1990	50,395 \$
1990-1991 et 1991-1992	49,629 \$(r).

(17) **Canada** - Federal contribution towards legal aid for all Canadian young offenders was:

1985-86	\$ 5,481,452
1986-87	\$ 7,624,104
1987-88	\$ 9,019,122
1988-89	\$11,408,421
1989-90	\$13,466,130
1990-91	\$13,448,988
1991-92	\$13,458,425.

(17) **Canada** - La contribution fédérale au chapitre des services d'aide juridique pour tous les jeunes contrevenants s'élevait à :

1985-1986	5,481,452 \$
1986-1987	7,624,104 \$
1987-1988	9,019,122 \$
1988-1989	11,408,421 \$
1989-1990	13,466,130 \$
1990-1991	13,448,988 \$
1991-1992	13,458,425 \$.

SECTION 4

Total Expenditures, Canada, the Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92

In 1991-92, the national per capita legal aid expenditure was \$18.95 and the total expenditures were \$514.2 million.

Figure 4a) displays the total and per capita expenditures for each province and territory. Generally, per capita spending on legal aid is lowest in Eastern Canada, ranging from \$3.77 in Prince Edward Island to \$11.86 in Nova Scotia and highest in the Yukon and Northwest Territories at \$36.74 and \$89.66 respectively. The Yukon and Northwest Territories have always reported the highest per capita expenditures. This is explained in part by the high cost of delivering services throughout sparsely populated regions.

Figure 4b) illustrates how national per capita spending levels changed from 1982-83 to 1991-92 in current and constant dollars. Constant dollar per capita expenditures increased by an average of 9% per year from \$7.81 in 1982-83 to \$15.13 in 1991-92.

Dépenses totales, Canada, provinces et territoires, 1982-1983 à 1991-1992

En 1991-1992, les dépenses par habitant pour l'aide juridique se sont élevées, pour l'ensemble du pays, à 18,95 \$ et les dépenses totales se sont établies à 514,2 \$ millions.

La figure 4a) présente pour chaque province et territoire les dépenses totales et par habitant à ce titre. En règle générale, les dépenses par habitant les plus faibles sont enregistrées dans l'Est du Canada, allant de 3,77 \$ à l'Île-du-Prince-Édouard à 11,86 \$ en Nouvelle-Écosse, et les dépenses les plus élevées sont observées au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest, où elles s'établissent à 36,74 \$ et à 89,66 \$ respectivement. Les dépenses par habitant les plus importantes ont toujours été faites par le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, ce qui en partie traduit les coûts élevés de la prestation des services fournis dans les régions peu peuplées.

La figure 4b) illustre de quelle façon les dépenses par habitant ont évolué de 1982-1983 à 1991-1992 en dollars courants et en dollars constants. Les dépenses par habitant exprimées en dollars constants se sont accrues de 9 % en moyenne par année, passant de 7,81 \$ en 1982-1983 à 15,13 \$ en 1991-1992.

**Figure 4(a) Per Capita Expenditure, 1991-92
Dépenses par habitant, 1991-1992**

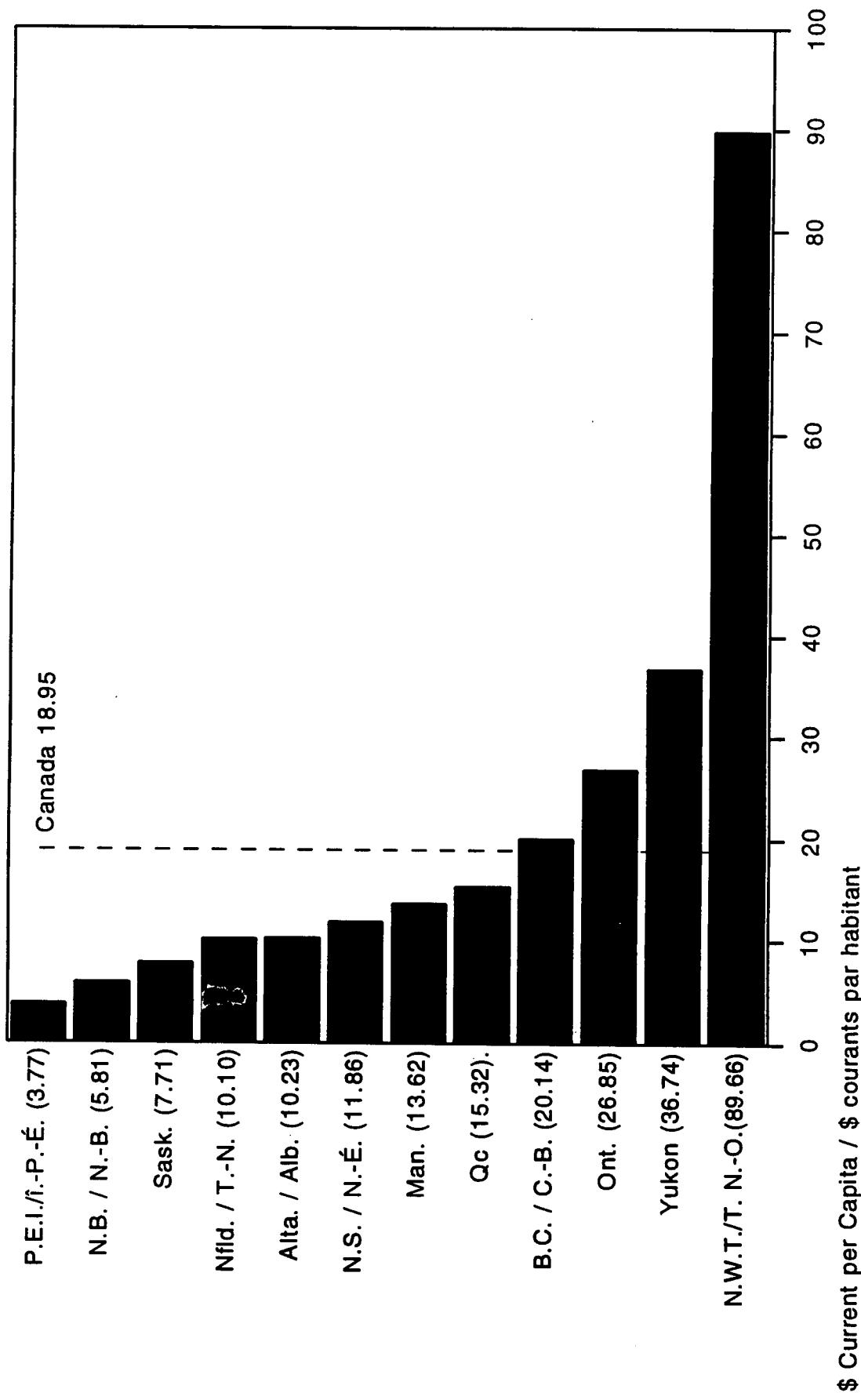
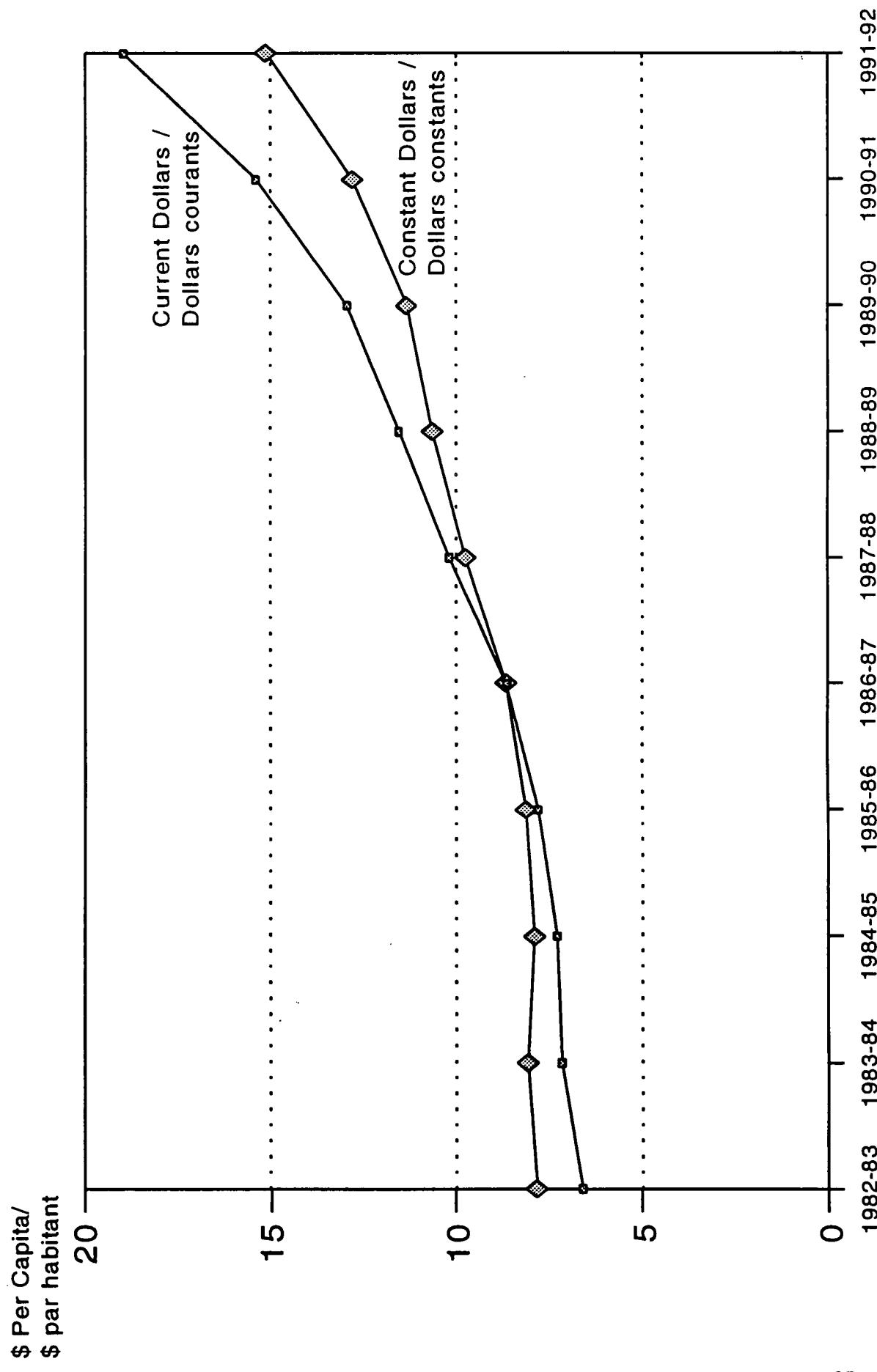


Figure 4(b) Per Capita Expenditure, Canada
Dépenses par habitant, Canada



Source: Table 4 / Tableau 4

TABLE 4. Total Expenditure, Canada, the Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92.

TABLEAU 4. Dépenses totales, Canada, provinces et territoires, 1982-83 à 1991-92.

Province or Territory and Year	Total Legal Aid Expenditure				Dépenses totales au chapitre de l'aide juridique				Population (2)	
	Current Dollars - Dollars courants		Constant Dollars - Dollars constants		CPI (1) Fiscal Average 1986-87 = 100		IPC (1) Moyenne financière 1986-87 = 100			
	Total	Per Capita	Total	Per Capita	Percentage Change From Previous Year's Total	Percentage Change From Previous Year's Total	Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente		
\$'000 millions de \$	\$'000 millions de \$	\$'000 millions de \$	\$'000 millions de \$	\$'000 millions de \$	%	%	%	%	en milliers	
Newfoundland Terre-Neuve	1982-83 1983-84 1984-85 1985-86 1986-87 1987-88 1988-89 1989-90 1990-91 1991-92	1,285 1,179 1,088 1,054 2,244 2,417 2,767 3,341 4,708 5,602	2.22 2.08 2.48 3.20 3.98 4.27 4.91 5.86 8.23 10.10	1,499 1,328 1,525 1,831 2,244 2,313 2,564 3,917 6,84 8,627	2.63 2.32 2.67 3.39 3.96 4.08 4.51 5.12 6.84 8.06	-7 19 32 21 21 8 15 20 41 23	-11 15 27 27 16 3 11 14 34 18	84.4 68.8 92.3 98.0 100.0 104.5 108.7 114.4 120.2 (r) 125.4	568.9 571.8 571.3 569.3 567.1 566.6 568.1 570.7 572.3 574.4	
Prince Edward Island (3)	1982-83 1983-84 1984-85 1985-86 1986-87 1987-88 1988-89 1989-90 1990-91 1991-92	169 184 196 200 289 286 319 398 504 (r) 488	1.37 1.48 1.58 1.59 2.13 2.24 2.48 3.07 3.86 3.77	200 207 212 208 269 274 293 343 419 389	1.63 1.67 1.69 1.65 2.13 2.15 2.28 2.68 3.21 3.01	9 7 2 2 35 6 12 25 27 -3	3 2 -2 -2 29 2 7 19 21 -7	84.4 68.8 92.3 98.0 100.0 104.5 108.7 114.4 120.2 (r) 125.4	123.0 124.4 125.3 126.1 126.5 127.4 128.6 129.4 130.5 (r) 129.5	
Nova Scotia (4) Nouvelle-Écosse	1982-83 1983-84 1984-85 1985-86 1986-87 1987-88 1988-89 1989-90 1990-91 1991-92	2,786 2,988 3,007 4,313 4,95 6,03 6,74 7,60 8,39 10,89	3.27 3.47 4.16 4.95 5.280 6,74 7,60 8,39 9,716 11,86	3,301 3,363 3,91 3,908 4,493 5,280 5,673 6,182 6,490 8,083	3.87 3.91 4.50 5.15 6,03 6,45 6,45 6,99 7,28 9,01	7 21 20 22 12 13 10 31 10 10	2 16 15 18 18 7 7 9 5 25	84.4 88.6 92.3 98.0 100.0 104.5 108.7 114.4 120.2 (r) 125.4	693.1 680.6 687.6 672.1 675.6 679.4 684.6 691.3 (r) 696.8 (r) 904.9	
New Brunswick Nouveau-Brunswick	1982-83 1983-84 1984-85 1985-86 1986-87 1987-88 1988-89 1989-90 1990-91 1991-92	2,635 2,227 2,010 1,932 2,150 2,197 1,892 1,784 2,740 4,210	3.77 3.16 2.83 2.72 3.02 2 2.65 2.48 3.79 5.81	3,122 2,508 2,178 2,013 2,150 2,102 1,741 1,560 2,278 4,63	4.48 3.56 3.07 2.83 3.02 2.95 2.43 2.17 3.15 4.63	-15 -10 -4 -11 2 -14 -6 -54 54 48	-20 -13 -8 -7 2 -2 -17 -10 -10 46	84.4 88.8 92.3 98.0 100.0 104.5 108.7 114.4 120.2 (r) 125.4	699.5 705.1 709.1 710.8 712.9 715.3 719.3 (r) 723.8 (r) 726.5	

TABLE 4. Total Expenditure, Canada, the Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92.

TABLEAU 4. Dépenses totales, Canada, provinces et territoires, 1982-83 à 1991-92.

Province or Territory and Year	Total Legal Aid Expenditure				Dépenses totales au chapitre de l'aide juridique	CPI (1)	Fiscal Average 1986-87 = 100	Population (2)				
	Current Dollars - Dollars courants											
	Total	Per Capita	Par habitant	Par habitat†								
\$'000 milliers de \$	\$	\$	\$	\$	\$'000 milliers de \$	\$	\$	'000 en milliers				
Quebec	1982-83	52,710	8,16	62,453	9,86	84,4	84,4	6,462,5				
Quebec (5)	1983-84	56,325	8,70	63,429	9,79	2	88,8	6,478,4				
	1984-85	60,056	9,25	65,109	10,02	3	92,3	6,498,4				
	1985-86	64,627	9,91	67,320	10,32	3	96,0	6,522,7				
	1986-87	63,906	9,75	63,906	9,75	-5	100,0	6,558,6				
	1987-88	77,731	11,76	74,384	11,26	16	104,5	6,608,6				
	1988-89	79,556	11,95	73,189	10,99	-2	108,7	6,659,2				
	1989-90	79,234	11,79	69,260	10,30	-5	114,4	6,722,4 (f)				
	1990-91	91,982	13,53	76,532	11,28	10	120,2 (f)	6,798,0 (f)				
	1991-92	105,323	15,32	83,990	12,22	10	125,4	6,873,5				
Ontario (6)	1982-83	58,290	8,68	88,557	7,89	84,4	84,4	8,735,6				
	1983-84	69,964	7,92	78,788	6,92	14	88,8	8,832,6				
	1984-85	69,850	7,81	75,677	8,46	-4	92,3	8,947,9				
	1985-86	74,949	8,28	78,093	8,63	3	96,0	9,050,2				
	1986-87	90,800	9,88	90,600	9,68	16	100,0	9,166,9				
	1987-88	113,468	12,15	108,582	11,63	20	104,5	9,336,0				
	1988-89	142,568	15,01	131,102	13,81	21	108,7	9,491,1				
	1989-90	173,820	18,01	151,941	15,75	16	114,4	9,648,7 (f)				
	1990-91	213,353	21,75	177,988	18,99	17	120,2 (f)	9,811,0 (f)				
	1991-92	287,734	26,85	213,504	21,42	20	125,4	9,958,7				
Manitoba (7)	1982-83	6,981	6,72	8,271	7,97	84,4	84,4	1,038,2				
	1983-84	8,362	7,97	9,417	6,98	14	88,8	1,049,1				
	1984-85	6,275	7,83	8,965	6,48	-5	92,3	1,057,5				
	1985-86	6,521	8,00	8,876	6,33	-1	96,0	1,065,2				
	1986-87	9,946	9,28	9,946	9,28	12	100,0	1,072,0				
	1987-88	10,701	9,92	10,240	9,49	3	104,5	1,078,8				
	1988-89	12,227	11,29	11,248	10,39	10	108,7	1,082,7				
	1989-90	13,570	12,51	11,862	10,93	5	114,4	1,084,9 (f)				
	1990-91	14,201	13,03	11,814	10,84	-0	120,2 (f)	1,089,7 (f)				
	1991-92	14,801	13,62	11,883	10,86	1	125,4	1,093,8				
Saskatchewan (8)	1982-83	5,904	6,01	6,995	7,12	84,4	84,4	982,3				
	1983-84	5,644	5,68	-4	6,356	-9	88,8	993,5				
	1984-85	5,933	5,90	5	6,428	1	92,3	1,004,8				
	1985-86	6,176	6,11	4	6,433	-1	96,0	1,010,3				
	1986-87	6,564	6,49	6	6,37	-	100,0	1,011,6				
	1987-88	6,121	6,03	7	5,857	2	104,5	1,015,5				
	1988-89	6,132	6,07	-	5,641	-4	108,7	1,010,7				
	1989-90	7,008	6,99	14	6,126	9	114,4	1,003,0 (f)				
	1990-91	7,253	7,20	3	6,034	-1	120,2 (f)	994,3 (f)				
	1991-92	7,650	7,71	5	6,100	1	125,4	992,1				

TABLE 4. Total Expenditure, Canada, the Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92.

TABLEAU 4. Dépenses totales, Canada, provinces et territoires, 1982-83 à 1991-1992.

Province or Territory and Year	Total Legal Aid Expenditure			Dépenses totales au chapitre de l'aide juridique			CPI (1) 1986-87 = 100	Population (2)		
	Current Dollars - Dollars courants			Constant Dollars - Dollars constants						
	Total	Per Capita	Percentage Change From Previous Year's Total	Total	Per Capita	Percentage Change From Previous Year's Total				
Province ou territoire et année	\$'000	\$	%	\$'000	\$	%	\$'000	en milliers		
	milliers de \$	milliers de \$	milliers de \$	milliers de \$	milliers de \$	milliers de \$	milliers de \$	en milliers		
Alberta (9)										
1982-83	9,457	4,07	"	11,205	4,62	"	84,4	2,325,5		
1983-84	10,988	4,71	16	12,385	5,30	11	88,8	2,337,2		
1984-85	11,459	4,91	4	12,415	5,32	-	92,3	2,333,3		
1985-86	13,016	5,54	14	13,558	5,77	9	96,0	2,349,5		
1986-87	15,491	6,54	19	15,591	6,54	14	100,0	2,367,6		
1987-88	16,297	6,88	5	15,595	6,58	1	104,5	2,370,3		
1988-89	17,036	7,11	5	15,672	6,54	-	108,7	2,396,1		
1989-90	17,309	7,10	2	15,130	6,21	-3	114,4	2,438,6 (f)		
1990-91	20,031	8,05	16	16,965	6,70	10	120,2 (f)	2,488,6 (f)		
1991-92	25,987	10,23	30	20,723	8,16	24	125,4	2,539,3		
British Columbia (10)										
1982-83	20,333	7,27	"	24,091	8,61	"	84,4	2,786,2		
1983-84	17,328	6,13	-15	19,514	6,90	-19	88,8	2,826,9		
1984-85	16,584	6,80	-4	17,946	6,28	-8	92,3	2,858,2		
1985-86	18,656	6,46	13	19,333	6,75	8	96,0	2,879,8		
1986-87	20,643	7,11	11	20,843	7,11	6	100,0	2,902,6		
1987-88	22,613	7,74	11	21,831	7,40	6	104,5	2,948,3		
1988-89	27,000	8,97	18	24,839	8,25	14	108,7	3,009,9		
1989-90	33,088	10,73	23	28,823	9,36	16	114,4	3,085,1 (f)		
1990-91	42,018	13,26	27	34,957	11,03	21	120,2 (f)	3,168,1 (f)		
1991-92	65,452	20,14	56	52,195	16,06	49	125,4	3,249,4		
Northwest Territories Territoires du Nord-										
Ques (11)										
1982-83	1,420	29,52	"	1,882	34,98	"	64,4	48,1		
1983-84	1,587	32,06	12	1,787	36,10	6	68,8	49,5		
1984-85	1,676	37,04	18	2,035	40,13	14	92,3	50,7		
1985-86	1,372	26,44	-27	1,429	27,54	-30	96,0	51,9		
1986-87	1,521	29,53	11	1,521	29,53	6	100,0	51,5		
1987-88	2,921	56,72	92	2,795	54,28	84	104,5	51,5		
1988-89	3,352	64,34	15	3,084	59,19	10	108,7	52,1		
1989-90	3,586	67,41	6	3,117	58,93	1	114,4	52,9 (f)		
1990-91	4,844	85,52	30	3,864	71,15	24	120,2 (f)	54,3 (f)		
1991-92	4,949	89,66	7	3,947	71,50	2	125,4	55,2		
Yukon Territory (12)										
Territoire du Yukon										
1982-83	590	25,11	"	699	29,75	"	64,4	23,5		
1983-84	756	32,87	28	651	37,02	22	88,8	23,0		
1984-85	783	33,89	5	859	36,72	1	92,3	23,4		
1985-86	883	36,57	9	899	38,09	5	96,0	23,6		
1986-87	909	38,03	5	909	38,03	1	100,0	23,9		
1987-88	748	30,41	-18	716	29,10	-21	104,5	24,6		
1988-89	783	31,19	5	720	28,69	1	108,7	25,1		
1989-90	846	33,16	6	739	28,99	3	114,4	25,5 (f)		
1990-91	913	34,57	8	759	28,76	3	120,2 (f)	26,4		
1991-92	996	36,74	10	797	29,30	5	125,4	27,2		

TABLE 4. Total Expenditure, Canada, the Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92.

TABLEAU 4. Dépenses totales, Canada, provinces et territoires, 1982-1983 à 1991-1992.

Province or Territory and Year	Total Legal Aid Expenditure						Dépenses totales au chapitre de l'aide juridique Constant Dollars - Dollars constants	CPI (1) 1986-87 = 100	Fiscal Average 1986-87 = 100	Population (2)				
	Current Dollars - Dollars courants			Total										
	Total	Per Capita	Percentage Change From Previous Year's Total	Par habitant	Per Capita	Percentage Change From Previous Year's Total								
Province ou territoire et année														
Canada	\$'000	\$'000	%	\$'000	\$'000	%	\$'000	\$'000	%	000 en milliers				
1982-83	182,450	6.59	14	192,476	7.81	4	84.4			24,658.4				
1983-84	177,540	7.14	9	199,922	8.05	4	88.8			24,650.8				
1984-85	182,069	7.27	3	197,258	7.88	-1	92.3			25,047.4				
1985-86	186,499	7.79	8	204,666	8.11	4	98.0			25,231.1				
1986-87	219,523	8.63	12	219,523	8.63	7	100.0			25,432.6				
1987-88	261,626	10.17	19	250,382	9.73	14	104.5			25,719.9				
1988-89	300,312	11.54	15	276,276	10.62	10	108.7			26,923.4				
1989-90	341,388	12.95	14	298,416	11.32	8	114.4			26,369.2 (1)				
1990-91	412,072	15.40	21	342,822	12.81	15	120.2 (1)			26,753.7 (1)				
1991-92	514,285	18.95	25	410,075	15.11	20	125.4			27,135.6				

Footnotes

Table 4 - Total Expenditure, Canada, the Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92

(1) **Consumer Price Index** - To adjust for the effect of inflation, the indexed changes in year-to-year expenditure for goods and services as reported by Statistics The Consumer Price Index Catalogue No. 62-001 have been used to calculate constant dollar figures. Because the Gross Domestic Product was used for this purpose in previous years, all of the previous figures have been revised using the Consumer Price Index as the main aggregate with 1986-87 as the base year.

(2) **Population** - Per capita figures are based on October 1st final intercensal estimates released in Statistics Canada's Population, Catalogue No. 91-002. The 1985-86 data are final intercensal estimates; the 1986-87, 1987-88, 1988-89 and 1989-90 data are final postcensal estimates; and, the 1990-91 and 1991-92 data are preliminary postcensal estimates.

(3) **Prince Edward Island** - The plan is staffed and paid through the Provincial Justice Department. As well, all purchasing, accommodations, payroll and payment of private counsel costs are processed and paid for by the Justice Department Administrative section. These services are largely unaccounted for as a legal aid cost. Data for fiscal years 1990-91 to the present are not comparable to the figures reported in the earlier years due to the inclusion of expenditures in other Provincial Departments attributed to Legal Aid. The additional expenditures for rent, audit and pension costs,

Notes

Tableau 4 - Dépenses totales, Canada, provinces et territoires, 1982-1983 à 1991-1992

(1) **L'indice des prix à la consommation** - Pour régler les effets de l'inflation, les variations indexées des dépenses annuelles relatives aux biens et services, tirées de la publication L'indice des prix à la consommation de Statistique Canada, no 62-001 au catalogue, ont servi à calculer les chiffres en dollars constants. Puisque le produit intérieur brut a servi à faire ce calcul les années précédentes, on a révisé tous les chiffres antérieurs en utilisant l'indice des prix à la consommation comme principal agrégat, 1986-1987 étant l'année de base.

(2) **Population** - Les chiffres par habitant sont fondés sur les estimations intercensitaires définitives au 1^{er} octobre, parues dans la publication Estimations de la population de Statistique Canada, no 91-002 au catalogue. Les données de 1985-1986 sont des estimations intercensitaires définitives, les données de 1986-1987, 1987-1988, 1988-1989 et 1989-1990 sont des estimations postcensitaires définitives et les données de 1990-1991 et 1991-1992 sont des estimations postcensitaires mises à jour.

(3) **Île-du-Prince-Édouard** - Le ministère provincial de la Justice assure la dotation et le financement du régime. Tous les services relatifs aux achats, aux locaux, à la rémunération et au paiement des dépenses des avocats de pratique privée sont traités et payés par la section administrative du ministère de la Justice. Une grande partie de ces services ne figurent pas comme coût de l'aide juridique. Les données pour l'exercice 1990-1991 jusqu'à présent ne peuvent être comparées à celles déclarées pour les années antérieures puisque les dépenses d'autres ministères provinciaux engagées pour l'aide juridique ont été incluses.

totalled \$15,796 in 1990-91, and \$17,000 in 1991-92.

(4) **Nova Scotia** - A "modified accrual" accounting system is used to facilitate the inclusion of accrued private solicitor fees.

(5) **Quebec** - Total expenses do not include the employer's contribution to the Government and Public Employees Retirement Plan. Expenses incurred on library operations are not included in legal expenses.

(6) **Ontario** - Includes funding for the Student Legal Aid Society, Independent Community Law Clinics, and Northern Legal Services.

(7) **Manitoba** - A health and education tax levy is included from 1986-87 onwards.

(8) **Saskatchewan** - The value of free office space provided by Saskatchewan Property Management Corporation is not included in any of the above balances. In 1991-92, the Commission initiated work on the Legal Aid Support System Project. Expenditures totalling \$126,560 have been paid through grant funds from the Law Foundation of Saskatchewan. These expenditures have not been included as part of the Commission's expenditures. Data reported for 1987-88 onwards are based on accrual accounting procedures.

(9) **Alberta** - A cash-based accounting system was used up to and including fiscal year 1985-86. Data reported for 1986-87 onwards are based on accrual accounting procedures.

Les dépenses supplémentaires pour le loyer, la vérification et la pension ont totalisé 15,796 \$ en 1990-1991 et 17,000 \$ en 1991-1992.

(4) **Nouvelle-Écosse** - La méthode de «comptabilité d'exercice modifiée» est utilisée pour faciliter l'inclusion des honoraires à payer des avocats de pratique privée.

(5) **Québec** - Les dépenses totales n'incluent pas la contribution de l'employeur au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics. Les frais engagés pour le fonctionnement des bibliothèques n'est pas inclus dans les dépenses au titre des recherches juridiques.

(6) **Ontario** - Comprend les fonds consacrés à la Société d'aide juridique pour étudiants, le financement des Cliniques juridiques communautaires indépendantes, et «Northern Legal Services».

(7) **Manitoba** - À partir de 1986-1987, un prélèvement d'impôt en matière de santé et d'éducation est comprise dans les chiffres.

(8) **Saskatchewan** - La valeur des locaux gratuits fournis par la Saskatchewan Property Management Corporation est exclue des soldes ci-dessus. En 1991-1992, la Commission a entrepris des travaux sur le «Legal Aid Support System Project». Des dépenses totalisant 126,560 \$ ont été payées des subventions reçues de la «Law Foundation of Saskatchewan». Ces dépenses ne sont pas prises en compte dans les dépenses de la Commission. Les données déclarées à partir de 1987-1988 sont fondées sur la méthode de la comptabilité d'exercice.

(9) **Alberta** - La méthode de la comptabilité de caisse a servi jusqu'à l'exercice financier 1985-1986 inclusivement. Les données déclarées pour les exercices 1986-1987 et suivants sont fondées sur la méthode de la comptabilité d'exercice.

(10) **British Columbia** - The figures reported from 1982-83 through to the current fiscal year are based on an accrual system of accounting. Commencing in 1982-83, the Native Courtworker and Counselling Association was directly funded by the Ministry of the Attorney General, rather than by the Plan. The Plan pays reduced rent for head office space due to efforts of the City of Vancouver.

(11) **Northwest Territories** - Office space and financial administration services provided by the territorial government are not included. Included are monies for the funding of the Mackenzie Court Workers Services in the amounts of:

1982-83	\$443,000
1983-84	\$413,000
1984-85	\$495,000
1985-86	\$546,000
1986-87	\$614,000
1987-88	\$635,000
1988-89	\$691,000
1989-90	\$678,000
1990-91	\$668,000
1991-92	\$687,000.

(12) **Yukon Territory** - Services, supplies, computer processing costs and equipment, as well as accommodation provided by the territorial government, are not included.

(10) **Colombie-Britannique** - Les chiffres déclarés à partir de l'exercice 1982-1983 sont fondés sur la méthode de la comptabilité d'exercice. Depuis 1982-1983, le Programme d'assistance parajudiciaire aux autochtones et l'Association de conseillers sont financés directement par le ministère du Procureur général plutôt que par le régime. Le régime loue à prix réduit les locaux du bureau central en raison du soutien de la ville de Vancouver.

(11) **Territoires du Nord-Ouest** - Les locaux et les services d'administration financière fournis par l'administration du territoire ne sont pas inclus. Sont prises en compte les sommes de :

1982-1983	443,000 \$
1983-1984	413,000 \$
1984-1985	495,000 \$
1985-1986	546,000 \$
1986-1987	614,000 \$
1987-1988	635,000 \$
1988-1989	691,000 \$
1989-1990	678,000 \$
1990-1991	668,000 \$
1991-1992	687,000 \$

consacrées au financement du «Mackenzie Court Workers Services».

(12) **Territoire du Yukon** - Les services, les fournitures, le temps d'utilisation du processeur et le matériel ainsi que les locaux fournis par l'administration territoriale ne sont pas pris en compte.

SECTION 5

Expenditures by Object, Canada, the Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92

Figure 5 illustrates the criminal, civil, and central administrative expenditures for all provinces and territories in 1991-92. The criminal/civil breakdown is not available for Quebec and the Northwest Territories. The expenditures are expressed as percentages of the total expenditure.

The bars for each province or territory do not add up to 100% in every case because "other program expenditures" are not included. These total up to 8% of the total expenditures for all jurisdictions except Northwest Territories where they amount to 40% of total expenditures. Included under "other program expenditures" for the Northwest Territories are funds provided for the operation of three community-based legal services centres.

Expenditures for criminal matters as a percentage of direct legal service expenditures range from a high of 77% in New Brunswick and Yukon to a low of 52% in Ontario.

Expenditures for civil matters as a percentage of direct legal service expenditures range from a high of 48% in Ontario to a low of 23% in New Brunswick and Yukon.

Dépenses par objet, Canada, provinces et territoires, 1981-1982 à 1990-1991

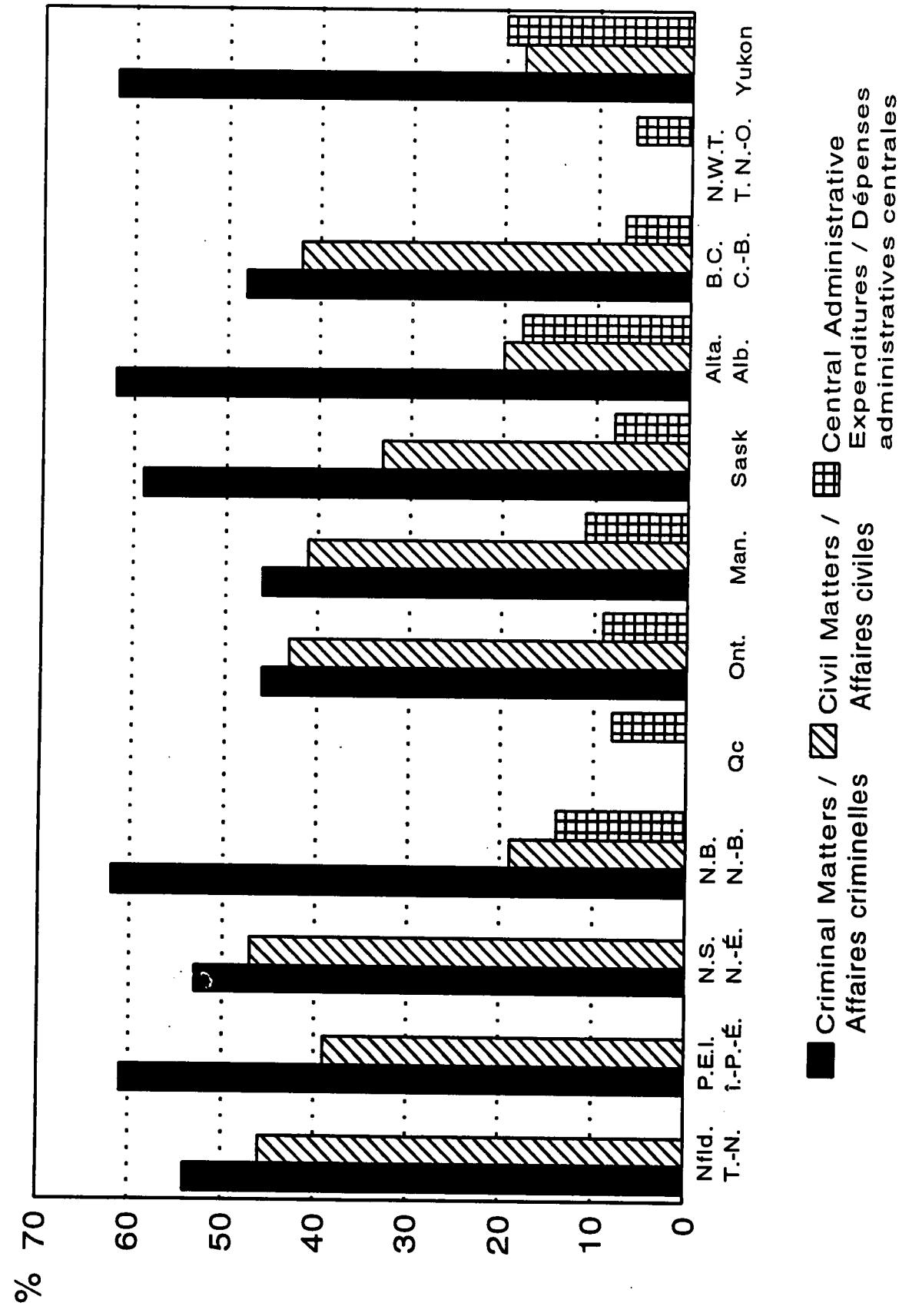
La figure 5 montre les dépenses enregistrées en 1991-1992 au chapitre des services d'aide juridique en matière criminelle et civile et des services administratifs centraux pour l'ensemble des provinces et territoires. La répartition en matière criminelle et en matière civile n'est pas disponible pour les Territoires du Nord-Ouest et le Québec. Les dépenses sont exprimées en tant que pourcentages des dépenses totales.

Les barres pour chaque province ou territoire ne totalisent pas 100 % dans tous les cas car sont exclues les «autres dépenses au chapitre des programmes», lesquelles représentent jusqu'à 8 % des dépenses totales dans tous les secteurs de compétence, sauf les Territoires du Nord-Ouest, où elles se chiffrent à 40 % des dépenses totales. Les «autres dépenses au chapitre des programmes» dans les Territoires du Nord-Ouest englobent les fonds fournis pour le fonctionnement de trois centres de services juridiques communautaires.

Les dépenses relatives aux affaires criminelles en tant que pourcentage des dépenses directes d'aide juridique varient entre un sommet de 77 % au Nouveau-Brunswick et au Yukon et un creux de 52 % en Ontario.

Les dépenses relatives aux affaires civiles en tant que pourcentage des dépenses directes d'aide juridique varient entre une hausse de 48 % en Ontario et une basse de 23 % au Nouveau-Brunswick et au Yukon.

**Figure 5 Expenditure by Object 1991-92
Dépenses par objet, 1991-1992**



Source: Table 5 / Tableau 5

TABLE 5 – Expenditure by Object, Canada, the Provinces and Territories, 1982–83 to 1991–92.

TABLEAU 5 – Dépenses par objet, Canada, provinces et territoires, de 1982–83 à 1991–92.

Province or Territory and Year Province ou territoire et année	Total	Dépenses directes d'aide juridique (1)	Direct Legal Service Expenditure (1)						Other Program Expenditure (2) Dépenses administratives centrales (3)	Central Administrative Expenditure (3) Dépenses administratives centrales (3)		
			Criminal Matters			Civil Matters						
			Total	Affaires criminelles	Affaires civiles	Percent of Direct Legal Service	Affaires civiles	Percent of Direct Legal Service				
		(\$'000)		(\$'000)		(% (\$'000))	(% (\$'000))	(% (\$'000))		%		
Newfoundland (4)												
Terre-Neuve	1982–83	1,265	1,146	91	822	72	324	26	12	1	107	
	1983–84	1,176	1,061	90	786	74	275	26	9	1	109	
	1984–85	1,408	1,286	91	946	74	340	26	10	1	112	
	1985–86	1,854	1,685	91	1,049	62	636	38	—	—	6	
	1986–87	2,244	2,061	92	1,322	67	679	33	—	—	6	
	1987–88	2,417	2,417	100	1,533	63	684	37	—	—	6	
	1988–89	2,787	2,787	100	1,767	63	1,020	37	—	—	—	
	1989–90	3,341	3,341	100	1,864	56	1,477	44	—	—	—	
	1990–91	4,708	4,708	100	2,320	49	2,388	51	—	—	—	
	1991–92	5,892	5,892	100	3,150	54	2,852	46	—	—	—	
Prince Edward Island	1982–83	169	156	92	119	76	37	24	—	—	14	
Île-du-Prince-Édouard (5)	1983–84	184	187	91	134	80	33	20	—	—	17	
	1984–85	198	181	92	138	75	44	24	—	—	15	
	1985–86	200	200	100	159	80	40	20	—	—	6	
	1986–87	289	289	100	217	81	52	19	—	—	—	
	1987–88	286 (p)	286	100	218	76	68	24	—	—	—	
	1988–89	319	319	100	211	76	78	24	—	—	—	
	1989–90	398 (p)	398 (p)	100	260	65	138	35	—	—	—	
	1990–91	504 (r)	504 (r)	100	310 (f)	61	192 (f)	38	—	—	—	
	1991–92	488	488	100	287	61	191	39	—	—	—	
Nova Scotia (6)	1982–83	2,786	2,335	85	1,875	63	981	37	59	2	372	
Nouvelle-Écosse	1983–84	2,988	2,656	89	2,117	63	1,244	37	62	2	283	
	1984–85	3,607	3,361	83	2,536	63	1,517	37	67	2	179	
	1985–86	4,313	4,053	94	—	—	—	—	—	—	5	
	1986–87	5,281	4,926	93	—	—	—	—	—	—	280	
	1987–88	5,928	5,497	93	—	—	—	—	—	—	6	
	1988–89	6,720	6,249	93	—	—	—	—	—	—	353	
	1989–90	7,424	6,887	92	—	—	—	—	—	—	7	
	1990–91	9,716	9,103	94	4,860	51	4,444	49	22	—	431	
	1991–92	10,892	10,892	100	5,844	53	5,038	47	—	—	471	
New Brunswick (7)	1982–83	2,635	2,161	82	916	42	1,245	59	1	—	473	
Nouveau-Brunswick	1983–84	2,227	1,757	79	770	44	988	56	—	—	469	
	1984–85	2,010	1,516	75	819	54	698	46	—	—	494	
	1985–86	1,932	1,425	74	807	57	619	43	—	—	506	
	1986–87	2,150	1,652	77	983	60	669	40	—	—	497	
	1987–88	2,197	1,668	76	999	60	669	40	—	—	529	
	1988–89	1,892	1,398	74	1,029	74	367	28	—	—	496	
	1989–90	1,784	1,280	72	987	77	293	23	—	—	504	
	1990–91	2,740	2,254	82	1,646	73	608	27	—	—	486	
	1991–92	4,219	3,434	81	2,634	77	800	23	—	6	572	
								213	14	—	14	

TABLE 5 – Expenditure by Object, Canada, the Provinces and Territories, 1982–83 to 1991–92.

TABLEAU 5 – Dépenses par objet, Canada, provinces et territoires, de 1982–1983 à 1991–1992.

Province or Territory and Year Province ou territoire et année	Total Total	Direct Legal Service Expenditure (1)										Central Administrative Expenditure (3) Dépenses administratives centrales (3)	
		Dépenses directes d'aide juridique (1)					Criminal Matters						
		Affaires criminelles		Affaires civiles		Percent of Direct Legal Service	Other Program Expenditure (2)		Autres dépenses au chapitre des programmes (2)	Autres dépenses au chapitre des programmes (2)			
		(\$'000)	(\$'000)	(\$'000)	(\$'000)	(\$'000)	(\$'000)	(\$'000)	(\$'000)	(\$'000)	(\$'000)	%	
Québec												%	
1982–83	52,710	46,390	88	916	2	5,405	10	
1983–84	56,325	50,285	89	956	2	5,084	9	
1984–85	60,096	52,228	87	1,027	2	6,841	11	
1985–86	64,827	56,284	87	1,459	2	6,874	11	
1986–87	63,906	55,492	87	1,423	2	6,991	11	
1987–88	77,731	68,577	88	1,629	2	7,525	10	
1988–89	79,556	69,711	88	1,768	2	8,077	10	
1989–90	79,224	69,907	88	1,628	2	7,699	10	
1990–91	91,892	81,406 (r)	88	1,783 (r)	2	8,803	10	
1991–92	105,323	95,581	91	1,191	1	8,551	8	
Ontario (6)												%	
1982–83	58,200	46,895	81	24,863	53	21,972	47	1,587	3	9,749	17		
1983–84	69,984	57,518	82	30,985	54	20,521	46	1,652	2	10,796	15		
1984–85	69,850	56,834	81	28,615	50	20,219	50	1,505	2	11,511	16		
1985–86	74,989	60,771	81	31,180	51	26,591	49	1,692	2	12,506	17		
1986–87	80,600	75,028	83	40,384	53	35,234	47	1,934	2	13,038	14		
1987–88	113,468	96,657	85	49,732	51	46,905	49	2,177	2	14,634	13		
1988–89	142,568	124,811	88	69,861	56	54,960	44	2,305	2	15,392	11		
1989–90	173,820	153,119	88	84,584	55	68,555	45	3,225	2	17,476	10		
1990–91	213,353	187,944	88	98,700	53	69,244	47	5,837	3	19,572	9		
1991–92	287,734	237,050	89	122,679	52	114,371	48	5,848	2	24,836	9		
Manitoba (9)												%	
1982–83	6,981	6,028	88	74	1	879	13	
1983–84	8,383	7,198	88	4,072	57	3,127	43	2	972	12	
1984–85	8,275	7,098	85	4,194	59	2,875	41	196	2	1,010	12		
1985–86	8,521	7,321	88	4,390	60	2,931	40	166	2	1,032	12		
1986–87	9,946	8,614	87	5,224	61	3,390	39	205	2	1,127	11		
1987–88	10,701	9,217	88	5,548	60	3,659	40	253	2	1,231	12		
1988–89	12,227	10,863	87	6,192	58	4,501	42	229	2	1,305	11		
1989–90	13,570	11,884	88	6,792	57	5,102	43	295	2	1,381	10		
1990–91	14,201	12,397	87	7,010	57	5,387	43	288	2	1,536	11		
1991–92	14,901	12,930	87	6,886	53	6,044	47	325	2	1,646	11		
Saskatchewan (10)												%	
1982–83	5,904	4,866	82	2,617	54	2,249	46	43	1	995	17		
1983–84	5,844	4,660	83	2,714	58	1,946	42	43	1	942	17		
1984–85	5,933	5,027	85	2,923	58	2,104	42	37	1	869	15		
1985–86	6,170	5,597	91	3,748	67	1,849	33	50	1	529	9		
1986–87	6,584	5,957	91	3,986	67	1,971	33	40	1	567	9		
1987–88	6,120	5,583	91	3,536	64	2,027	36	14	—	543	9		
1988–89	6,132	5,602	91	3,378	60	2,224	40	..	..	530	9
1989–90	7,008	6,399	91	4,080	64	2,319	38	..	..	609	9
1990–91	7,253	6,338	92	4,211	63	2,427	37	..	..	615	8
1991–92	7,650	7,068	92	4,540	64	2,528	36	..	..	584	8

TABLE 5 – Expenditure by Object, Canada, the Provinces and Territories, 1982–83 to 1991–92.

TABLEAU 5 – Dépenses par objet, Canada, provinces et territoires, de 1982–1983 à 1991–1992.

Province or Territory and Year Province ou territoire et année	Direct Legal Service Expenditure (1)										Central Administrative Expenditure (3) Dépenses administratives centrales (3)	
	Total		Dépenses directes d'aide juridique (1)		Criminal Matters		Civil Matters		Other Program Expenditure (2)			
	Total	Affaires criminelles	Percent of Direct Legal Service	Affaires civiles	Percent of Direct Legal Service	Affaires civiles	Percent of Direct Legal Service	Autres dépenses au chapitre des programmes (2)				
	(\$ 000)	(\$ 000)	(\$ 000)	(\$ 000)	(\$ 000)	(\$ 000)	(\$ 000)	(\$ 000)	%	%	%	
Alberta (11)												
1982–83	9,457	7,189	78	5,788	81	1,401	19	1,599	19	1,599	24	
1983–84	10,988	8,268	75	6,689	61	1,599	19	1,599	19	2,729	25	
1984–85	11,459	8,555	75	7,035	82	1,520	18	2,904	25	2,904	25	
1985–86	13,016	9,845	76	7,887	80	1,958	20	3,171	24	3,171	24	
1986–87	15,491	12,114	78	9,548	79	2,586	21	3,377	22	3,377	22	
1987–88	16,297	12,840	79	10,126	79	2,714	21	3,457	21	3,457	21	
1988–89	17,035	13,132	77	10,350	79	2,782	21	3,903	23	3,903	23	
1989–90	17,309	13,234	78	10,301	78	2,892	22	4,075	24	4,075	24	
1990–91	20,031	15,718	78	11,924	78	3,794	24	4,313	22	4,313	22	
1991–92	25,887	21,322	82	16,115	76	5,206	24	4,665	18	4,665	18	
British Columbia (12)												
1982–83	20,333	17,472	88	10,910 (e)	62	6,582 (e)	38	949	5	1,912	9	
1983–84	17,328	14,880	85	8,680	53	5,154 (e)	37	831	5	1,817	10	
1984–85	16,584	13,616	83	8,684 (e)	63	5,154 (e)	37	898	5	1,848	11	
1985–86	18,566	15,395	83	9,079	59	6,315	41	1,277	7	1,985	11	
1986–87	20,643	17,160	83	9,985	58	7,174	42	1,252	6	2,232	11	
1987–88	22,813	19,009	83	10,812	57	8,194	43	1,352	6	2,451	11	
1988–89	27,000	22,789	84	12,833	58	9,986	44	1,501	6	2,700	10	
1989–90	33,088	28,020	85	15,208	54	12,812	46	1,738	5	3,330	10	
1990–91	42,016	35,309	84	17,662	50	17,647	50	2,361	6	4,348	10	
1991–92	65,452	58,682	90	31,376	53	27,306	47	2,423	4	4,347	7	
Northwest Territories Territoires du Nord-Ouest (13)												
1982–83	1,420	751	53	683	91	67	9	453	32	216	15	
1983–84	1,587	919	58	842	92	77	8	480	30	188	12	
1984–85	1,878	1,117	59	977	87	141	13	577	31	184	10	
1985–86	1,372	1,188	87	961	81	227	19	—	—	184	13	
1986–87	1,521	1,316	87	1,097	83	219	17	1,249	43	206	14	
1987–88	2,921	1,472	50	—	—	—	—	1,509	45	196	7	
1988–89	3,352	1,647	49	—	—	—	—	1,504	42	238	6	
1989–90	3,566	1,624	51	—	—	—	—	1,839	40	225	5	
1990–91	4,644	2,580	58	—	—	—	—	1,981	40	277	6	
1991–92	4,949	2,691	54	—	—	—	—	—	—	—	—	
Yukon Territory (14) Territoire du Yukon												
1982–83	590	561	95	434	77	127	23	—	—	29	5	
1983–84	756	720	95	502	70	216	30	—	—	36	5	
1984–85	793	754	95	518	69	237	31	—	—	39	5	
1985–86	863	905	92	611	77	180	23	3	—	72	6	
1986–87	909	844	93	657	78	187	22	—	—	62	7	
1987–88	748	654	87	510	78	144	22	—	—	94	13	
1988–89	783	671	88	543	81	128	19	—	—	111	14	
1989–90	846	718	85	553	77	165	23	—	—	128	15	
1990–91	913	745	82	538	72	209	26	—	—	168	18	
1991–92	999	796	80	613	77	184	23	—	—	203	20	

TABLE 5 – Expenditure by Object, Canada, the Provinces and Territories, 1982–83 to 1991–92.

TABLEAU 5 – Dépenses par objet, Canada, provinces et territoires, de 1982–1983 à 1991–1992.

Province or Territory and Year Province ou territoire et année	Total Dépenses directes d'aide juridique (1)	Direct Legal Service Expenditure (1)						Other Program Expenditure (2)	Central Administrative Expenditure (3)		
		Criminal Matters			Civil Matters						
		Total	Affaires criminelles	Affaires civiles	Percent of Direct Legal Service	Affaires civiles	Percent of Direct Legal Service				
<i>Percentage of dépenses directes d'aide juridique</i>											
Canada	(\$'000)	(\$'000)	%	(\$'000)	%	(\$'000)	%	(\$'000)	%		
1982–83	162,450	135,940	84	149,888	84	177,541	84	4,094	3		
1983–84	177,541	149,888	84	151,748	83	182,069	83	4,224	2		
1984–85	182,069	164,959	84	164,959	84	198,499	85	4,317	2		
1985–86	198,499	186,035	85	186,035	85	219,524	85	4,646	2		
1986–87	219,524	223,657	85	223,657	86	261,627	86	4,857	2		
1987–88	261,627	258,617	87	258,617	87	300,311	87	6,674	3		
1988–89	300,311	297,001	87	297,001	87	341,388	87	7,312	2		
1989–90	341,388	356,306	87	356,306	87	412,073	87	8,412	2		
1990–91	412,073	456,524	89	456,524	89	514,187	89	12,068	3		
1991–92	514,187	514,187	89	514,187	89	514,187	89	11,981	2		
								45,881	9		

Footnotes

Table 5 - Expenditure by Object, Canada, the Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92

See explanatory notes for Table 4.

(1) Direct Legal Service Expenditure - Includes monies spent on the provision of legal advice and representation services to special target groups and other clients. All law office and contracted community clinic expenses are included (i.e. staff salaries, benefits and overhead). Also included are private lawyer fees and disbursements. Central administrative expenses of the Plan are excluded.

(2) Other Program Expenditure - Includes monies spent on legal research activities, public legal education and grants to other agencies. However, not all Legal Aid Societies administer funding for public legal education or legal research.

In 1985-86 and 1986-87 the "Other program expenditures" for the Canada total does not include the Northwest Territories.

(3) Central Administrative Expenditure - Includes monies spent on head office functions and on offices that do not employ staff to advise and represent clients. From 1985-86 onwards, "central administration expenditure" for the Canada total does not include Prince Edward Island.

Notes

Tableau 5 - Dépenses par objet, Canada, provinces et territoires, de 1982-1983 à 1991-1992

Voir les notes explicatives pour le tableau 4.

(1) Dépenses directes d'aide juridique - Comptent les sommes dépensées pour la prestation de conseils juridiques et les services de représentation offerts à certains groupes cibles et à d'autres clients. Ces chiffres comprennent les dépenses de tous les cabinets d'avocats et de tous les centres de consultation communautaires ayant conclu un contrat avec le régime (c.-à-d., le traitement du personnel, les avantages sociaux et les frais généraux). Ils comprennent également les honoraires versés aux avocats de pratique privée et leurs débours. Les dépenses au chapitre des services administratifs centraux du régime sont exclues.

(2) Autres dépenses au chapitre des programmes - Comptent les sommes dépensées pour les activités de recherche juridique, la vulgarisation juridique et les subventions à d'autres organismes. Cependant, ce ne sont pas toutes les sociétés d'aide juridique qui administrent les fonds pour la vulgarisation ou la recherche juridiques.

En 1985-1986, les «autres dépenses au chapitre des programmes» pour le total du Canada ne comprennent pas celles des Territoires du Nord-Ouest.

(3) Dépenses administratives centrales - Comptent les sommes engagées au chapitre des fonctions de l'administration centrale et des bureaux qui n'emploient pas de personnel pour conseiller et représenter les clients. À partir de 1985-1986, les «dépenses administratives centrales» pour le total du Canada ne comprennent pas celles de l'Île-du-Prince-Édouard.

(4) **Newfoundland** - Expenditures on provincial statute offences are included in the civil category.

(5) **Prince Edward Island** - The plan is staffed and paid through the Provincial Justice Department. As well all purchasing, accommodations, payroll and payment of private counsel costs are processed and paid for by the Justice Department Administrative section. These services are largely unaccounted for as a legal aid cost.

(6) **Nova Scotia** - "Modified accrual" rather than cash-based expenditures are reported. Central administrative expenditures in 1982-83 include overhead expenses of law offices. Expenditures on provincial statute offences are included in the civil category from fiscal year 1983-84 onwards. Data for 1991-92 is based on federal claims and excludes \$47,000 in non-shareable expenditures, therefore it is not comparable to previous years. In 1991-92, all law office expenses are properly classified under the direct legal service expenditure category.

(7) **New Brunswick** - Civil legal aid coverage commenced in October 1981. Expenditures on provincial statute offences have comprised approximately 8% of criminal matter expenditures over the seven-year period. Civil legal aid was terminated at the end of the fiscal year 1987-88, and replaced as of April 13, 1988 with a Domestic Legal Aid Program for matters involving family violence. The following year the Program was expanded to general domestic legal matters, in addition to the family violence eligibility criterion. The Program is jointly funded by the Law

(4) **Terre-Neuve** - Les dépenses au chapitre des infractions à des lois provinciales figurent dans la catégorie des affaires civiles.

(5) **Île-du-Prince-Édouard** - Le Ministère provincial de la Justice assure la dotation et le financement du régime. Tous les services relatifs aux achats, aux locaux, à la rémunération et au paiement des dépenses des avocats de pratique privée sont traités et payés par la section administrative du Ministère de la Justice. Une grande partie de ces services ne figurent pas comme coût de l'aide juridique.

(6) **Nouvelle-Écosse** - Les dépenses sont déclarées selon «la comptabilité d'exercice modifiée» plutôt que selon la comptabilité de caisse. En 1982-1983, les dépenses au chapitre des services administratifs centraux comprennent les frais généraux des cabinets d'avocats. À partir de l'exercice financier 1983-1984, les dépenses relatives aux infractions à des lois provinciales figurent dans la catégorie des affaires civiles. Les données pour l'exercice 1991-1992 sont basées sur les demandes fédérales et un total de 47,000 \$ de ces dépenses non-partageables sont excluent. En 1991-1992, toutes les dépenses des cabinets d'avocats sont correctement classées à la catégorie des dépenses directes au chapitre des services juridiques.

(7) **Nouveau-Brunswick** - La prestation d'aide juridique au civil a commencé en octobre 1981. Les dépenses au chapitre des infractions à des lois provinciales représentent environ 8 % des dépenses au chapitre des affaires criminelles pour la période de sept ans. L'aide juridique au civil s'est terminée à la fin de l'exercice 1987-1988 et a été remplacée, le 13 avril 1988, par un Programme d'aide juridique en matière familiale pour les affaires relatives à la violence au sein de la famille. L'année suivante, le programme s'est étendu aux affaires générales en matière familiale de plus

Foundation and the province at \$250,000 per year each.

(8) **Ontario** - Costs incurred by the Ontario Ministry of Community and Social Services on financial assessment officers are not included.

Expenditures on provincial statute offences have comprised approximately 1% of criminal matter expenditures since 1983-84. Expenditures for community clinics are mainly reported under civil but there is a small portion in 1989-1990, 1990-1991 and 1991-92 which is reported under "adult" criminal and "youth" criminal. Community clinic grants were:

1982-83	\$ 6,795,142
1983-84	\$ 8,298,266
1984-85	\$ 9,840,000
1985-86	\$11,401,000
1986-87	\$13,665,000
1987-88	\$18,169,000
1988-89	\$19,069,000
1989-90	\$22,138,000
1990-91	\$26,863,000
1991-92	\$29,533,000.

(9) **Manitoba** - Expenditures on provincial statute offences are included in the criminal category except for those handled by the Law Centres which are included in the civil category.

(10) **Saskatchewan** - The value of free office space provided by Saskatchewan Property Management Corporation is not included in any of the above balances. Data reported for 1987-88 onwards are based on accrual accounting procedures. As a result of a Supreme Court decision (*R v. Brydges*) to provide 24 hour duty counsel, a contract was arranged with a private lawyer to provide duty

que le critère d'admissibilité de violence familiale à l'aide juridique. Le programme est financé conjointement par la Fondation pour l'avancement du droit et la province au coût de 250,000 \$ par année.

(8) **Ontario** - Les frais encourus par le ministère des Services sociaux et communautaires de l'Ontario au chapitre des agents d'évaluation financière ne sont pas compris. Les dépenses au chapitre des infractions à des lois provinciales ont compris environ 1 % des dépenses au chapitre des affaires criminelles depuis 1983-1984. Les dépenses des centres communautaires sont principalement déclarées sous l'aide juridique en matière civile, mais une faible proportion pour 1989-1990 et 1990-1991 est déclarée sous l'aide juridique en matière criminelle pour "adultes". Les subventions accordées aux centres de consultation communautaires s'élevaient à :

1982-1983	6,795,142 \$
1983-1984	8,298,266 \$
1984-1985	9,840,000 \$
1985-1986	11,401,000 \$
1986-1987	13,665,000 \$
1987-1988	18,169,000 \$
1988-1989	19,069,000 \$
1989-1990	22,138,000 \$
1990-1991	26,863,000 \$
1991-1992	29,533,000 \$

(9) **Manitoba** - Les dépenses au chapitre des infractions à des lois provinciales figurent dans la catégorie des affaires criminelles, sauf celles traitées par les centres juridiques qui figurent dans la catégorie des affaires civiles.

(10) **Saskatchewan** - La valeur des locaux gratuits fournis par la Saskatchewan Property Management Corporation est exclue des soldes ci-dessus. Les données déclarées à partir de 1987-1988 sont fondées sur la méthode de la comptabilité d'exercice. En conséquence d'un jugement rendu par la Cour suprême (*R. c. Brydges*) et prévoyant la prestation des services d'un avocat en tout temps, un contrat

counsel services outside of the legal aid office hours. The costs for such services have been included in the private law firm category and allocated within the Federal criminal matters.

(11) Alberta - Expenditures on provincial statute offences have generally comprised less than 1% of criminal matter expenditures.

(12) British Columbia - Accrual rather than cash-based expenditures are reported in 1982-83 to the current fiscal year. Through an agreement with the city of Vancouver, reduced rent is paid on part of the head office space. Since 1982-83, the Native Courtworker and Counselling Association has been funded directly by the Ministry of the Attorney General rather than by the Plan. Provincial statute offences are included in the criminal category. Grants to community clinics amounted to:

1982-83	\$2,304,615
1983-84	\$1,919,644
1984-85	\$1,776,653.

For fiscal years 1986-87 to 1991-92, audit, postage and telephone expenditure is included in the "Central Administration" category.

(13) Northwest Territories - "Other program expenditure" includes monies spent on the Mackenzie Court Workers Services, the Keewatin Legal Services Centre Society and, from 1986-87 to the present, includes the Arctic Rim Law Centre and Maliiganik Tukiisiniakdik Clinic. "Central administrative expenditure" excludes the cost of office space and financial

a été conclu avec un avocat de pratique privée en vue de fournir les services d'un avocat nommé d'office, en dehors des heures d'ouverture des bureaux d'aide juridique. Les coûts de ces services sont inclus dans la catégorie des cabinets d'avocats de pratique privée et sont répartis parmi les affaires criminelles de juridiction fédérale.

(11) Alberta - Les dépenses au chapitre des infractions à des lois provinciales représentent généralement moins de 1 % des dépenses au chapitre des affaires criminelles.

(12) Colombie-Britannique - Les dépenses sont déclarées selon la comptabilité d'exercice plutôt que selon la comptabilité de caisse à partir de l'exercice 1982-1983. Grâce à l'entremise d'un accord avec la ville de Vancouver, une réduction pour le coût des loyers est payée en partie pour les locaux de l'administration centrale. Depuis 1982-1983, le Programme d'assistance parajudiciaire aux autochtones et l'Assistance de conseillers sont financés directement par le ministère du Procureur général plutôt que par le régime. Les infractions à des lois provinciales figurent dans la catégorie des affaires criminelles. Les subventions accordées aux centres de consultation communautaires s'élevaient à :

1982-1983	2,304,615 \$
1983-1984	1,919,644 \$
1984-1985	1,776,653 \$.

Pour les exercices financiers de 1986-1987 à 1991-1992, les dépenses afférentes à la vérification ainsi qu'aux frais de poste et de téléphone sont incluses dans la catégorie de «l'administration centrale».

(13) Territoires du Nord-Ouest - Les «autres dépenses au chapitre des programmes» comprennent les sommes dépensées pour le «Mackenzie Court Workers Services» ainsi que le «Keewatin Legal Services Centre Society»; de 1986-1987 jusqu'à présent, sont également incluses les sommes consacrées au «Arctic Rim Law Centre» et «Maliiganik Tukiisiniakdik

services that are provided free of charge by the territorial government.

(14) **Yukon Territory** - "Central administrative expenditure" excludes the cost of office space, computer processing time and equipment as well as financial services that are provided free of charge by the territorial government. Circuit court travel expenses have generally comprised approximately 3% of direct legal service expenditures. Expenditures on territorial offences have generally comprised approximately 1% of criminal matter expenditures. Provincial statute expenses are included in the criminal category.

Clinic». Les «dépenses au chapitre des services administratifs centraux» excluent le coût des locaux et des services financiers, lesquels sont assurés gratuitement par l'administration du territoire.

(14) **Territoire du Yukon** - Les «dépenses au chapitre des services administratifs centraux» excluent le coût des locaux, le temps d'utilisation du processeur et le matériel ainsi que les services financiers fournis gratuitement par l'administration du territoire. Les frais de déplacement des tribunaux itinérants représentent généralement environ 3 % des dépenses directes au titre des services juridiques. Les dépenses au chapitre des infractions à des lois territoriales représentent d'ordinaire environ 1 % des dépenses afférentes aux affaires criminelles. Les infractions à des lois provinciales figurent dans la catégorie des affaires criminelles.

SECTION 6

Direct Legal Service Expenditures by Type of Professional and Type of Legal Matter, 1991-92

Figure 6 illustrates the percentage of direct legal service expenditures paid to staff lawyers or private lawyers in each province or territory.

Dépenses directes au chapitre des services juridiques, par genre de profession et selon le genre d'affaire judiciaire, 1991-1992

La figure 6 montre le pourcentage de dépenses directes au titre des services juridiques assumé par des avocats salariés ou par des avocats de pratique privée dans chaque province et territoire.

**Figure 6 Direct Legal Service Expenditure by Type of Professional, 1991-92
Dépenses directes au chapitre des services juridiques, 1991-1992**

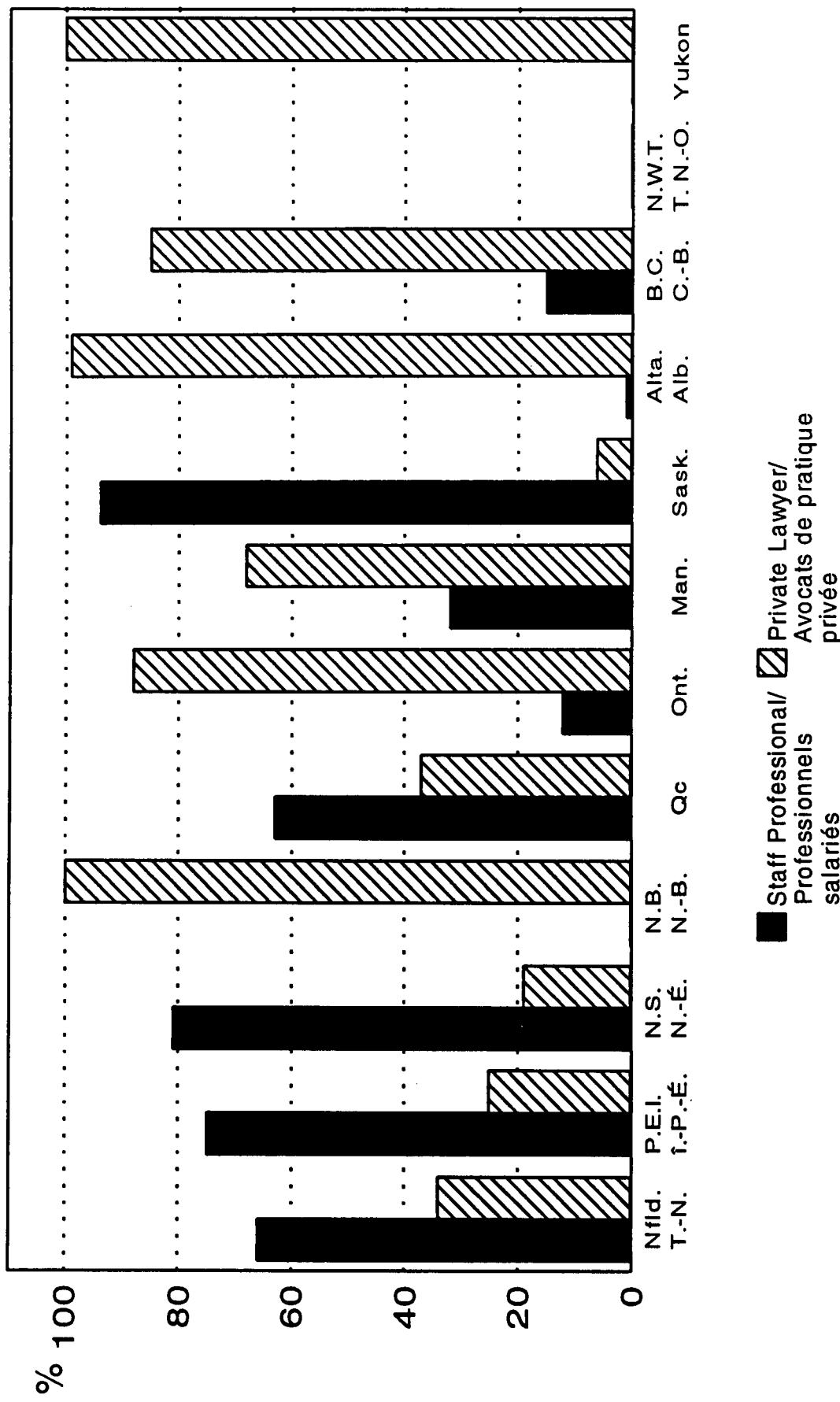


TABLE 6 - Direct Legal Service Expenditure by Type of Professional and Type of Legal Matter, Canada, the Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92.

TABLEAU 6 – Dépenses directes au chapitre des services juridiques, selon le genre de professionnel et selon le genre d'affaire, Canada, provinces et territoires, de 1982–1983 à 1991–1992

TABLE 6 – Direct Legal Service Expenditure by Type of Professional and Type of Legal Matter, Canada, the Provinces and Territories, 1982–83 to 1991–92.

TABLEAU 6 – Dépenses directes au chapitre des services juridiques, Canada, provinces et territoires, de 1982–83 à 1991–92.

Province or Territory and Year	Province ou territoire et année	Criminal Matters – affaires criminelles						Civil Matters – Affaires Civiles					
		Total			Staff Professional			Private Lawyer			Total		
		Professional salariés	Private Lawyer	Avocats de pratique privée	Professional salariés	Professional salariés	Avocats de pratique privée	Professional salariés	Professional salariés	Avocats de pratique privée	Professional salariés	Professional salariés	Avocats de pratique privée
Ontario	1982–83	\$46,865	6,916	15	39,947	65	24,893	457	2	24,438	98	21,972	6,481
	1983–84	57,516	6,410	15	48,106	65	30,995	480	1	30,535	99	28,521	7,950
	1984–85	56,834	9,845	17	48,989	63	28,615	481	2	28,134	98	28,219	8,364
	1985–86	60,771	11,406	19	49,385	61	31,180	483	2	30,987	98	29,531	10,913
	1986–87	75,826	13,590	18	62,036	62	40,394	620	2	38,765	98	35,234	12,981
	1987–88	96,657	17,327	18	78,330	62	49,752	622	1	49,130	99	48,905	16,705
	1988–89	124,611	18,537	15	106,254	65	69,851	682	1	69,189	99	54,980	17,685
	1989–90	153,119	21,426	14	131,680	65	84,584	750	1	83,614	99	88,555	20,878
	1990–91	187,944	26,813	14	161,131	65	98,700	1,687	2	97,033	98	89,244	25,146
	1991–92	237,050	28,284	12	207,758	65	122,679	2,018	2	120,861	98	114,371	27,278
Manitoba	1982–83	6,028	1,840	31	4,189	69	—	—	—	3,089	76	3,127	1,368
	1983–84	7,198	2,348	33	4,850	67	4,072	983	24	3,888	69	2,888	2,888
	1984–85	7,069	2,408	34	4,861	68	4,194	1,306	31	3,093	70	2,931	1,219
	1985–86	7,321	2,516	34	4,805	66	4,380	1,297	30	3,380	71	3,350	1,336
	1986–87	8,614	2,834	33	5,780	67	5,224	1,498	29	3,728	70	3,689	1,382
	1987–88	9,217	3,051	33	6,188	67	5,548	1,689	30	3,978	70	3,889	1,482
	1988–89	10,683	3,220	30	7,473	70	6,107	1,738	28	4,389	72	4,501	3,018
	1989–90	11,894	3,683	31	8,201	69	6,691	2,027	30	4,684	70	5,102	1,688
	1990–91	12,387	3,794	31	8,003	69	6,916	2,183	31	4,753	69	5,387	1,631
	1991–92	12,830	4,118	32	8,611	68	6,886	2,285	33	4,821	67	6,044	1,854
Saskatchewan	1982–83	4,886	4,467	92	396	6	2,617	2,248	66	371	14	2,249	2,221
	1983–84	4,680	4,454	98	208	4	2,715	2,514	63	201	7	1,946	1,941
	1984–85	5,027	4,959	99	288	1	2,923	2,857	98	68	2	2,104	2,102
	1985–86	5,587	5,482	98	115	2	3,748	3,642	97	106	3	3,848	1,840
	1986–87	5,987	5,782	97	165	3	3,986	3,836	98	148	4	1,971	1,954
	1987–88	5,583	5,453	98	110	2	3,536	3,433	97	103	3	2,027	100
	1988–89	5,602	5,423	97	179	3	3,376	3,228	98	150	4	2,224	2,195
	1989–90	6,389	6,178	97	221	3	4,080	3,925	96	155	4	2,253	2,119
	1990–91	6,638	6,400	96	238	4	4,211	4,011	95	200	5	2,427	2,389
	1991–92	7,068	6,675	94	391	6	4,540	4,229	93	311	7	2,528	2,448
Alberta	1982–83	7,189	—	—	7,189	100	5,785	—	—	5,788	100	1,401	—
	1983–84	8,288	—	—	6,288	100	6,689	—	—	6,889	100	1,589	1,589
	1984–85	8,555	—	—	6,555	100	7,035	—	—	7,035	100	1,520	1,520
	1985–86	9,845	—	—	9,845	100	7,887	—	—	7,887	100	1,958	1,958
	1986–87	12,114	—	—	12,114	100	9,548	—	—	9,548	100	2,586	2,586
	1987–88	12,840	—	—	12,840	100	10,125	—	—	10,125	100	2,714	2,714
	1988–89	13,132	—	—	13,132	100	10,350	—	—	10,350	100	2,782	2,782
	1989–90	13,223	—	—	13,223	100	10,301	—	—	10,301	100	2,832	2,832
	1990–91	15,718	113	1	15,805	98	11,924	—	—	11,924	100	3,794	113
	1991–92	21,321	158	1	21,186	99	16,115	—	—	16,115	100	5,208	155
British Columbia – Britannique	1982–83	17,472	5,741	33	11,731	67	10,910 (e)	—	—	—	—	6,582 (e)	—
	1983–84	14,680	5,173	35	9,507	65	8,684 (e)	1,732	20	8,932	80	5,154 (e)	3,334
British Columbia – Britannique	1984–85	13,618	5,086	37	8,752	63	9,079 (e)	1,453	16	7,626	84	6,315 (e)	57
	1985–86	15,395	5,080	33	10,315	67	9,079 (e)	1,312	13	8,872	87	7,174	3,400
British Columbia – Britannique	1986–87	17,160	5,085	20	12,074	70	9,985	1,207	11	9,605	89	6,194	4,045
	1987–88	19,008	5,252	28	13,754	72	12,833	1,228	10	11,805	90	9,968	4,314
British Columbia – Britannique	1988–89	22,789	5,542	24	17,257	76	15,208	1,353	9	13,855	91	12,812	5,490
	1989–90	25,020	6,843	24	21,177	76	17,662	1,331	8	16,331	92	17,647	6,393
British Columbia – Britannique	1990–91	35,309	7,724	22	27,585	78	21,207	1,207	4	30,189	96	27,306	7,590
	1991–92	58,682	8,797	15	49,885	85	31,376	1,207	4	30,189	96	27,306	7,590

TABLE 6 – Direct Legal Service Expenditure by Type of Professional and Type of Legal Matter, Canada, the Provinces and Territories, 1982–83 to 1991–92.

TABLEAU 6 – Dépenses directes au chapitre des services juridiques, selon le genre d'affaire, Canada, provinces et territoires, de 1982–1983 à 1991–1992.

Province or Territory and Year Province ou territoire et année	Civil Matters – Affaires civiles																
	Criminal Matters – affaires criminelles					Private Lawyer Avocats de pratique privée											
	Total	Staff Professional	Private Lawyer	Avocats de pratique privée	Total	Staff Professional	Private Lawyer	Avocats de pratique privée	Total	Staff Professional	Professionnels salariés	Professionnels salariés	Total	Staff Professional	Professionnels salariés	Avocats de pratique privée	
Northwest Territories	1982–83	751	153	20	597	79	653	153	22	530	78	67	67	100	100	100	
Northwest Territories	1983–84	919	168	18	751	62	642	168	20	674	80	77	77	100	100	100	
Northwest Territories du Nord-Ouest	1984–85	1,118	222	20	896	80	977	222	23	785	77	141	141	100	100	100	
Northwest Territories	1985–86	1,188	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	227	227	100
Northwest Territories	1986–87	1,316	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	219	219	100
Northwest Territories	1987–88	1,472	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Northwest Territories	1988–89	1,847	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Northwest Territories	1989–90	1,824	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Northwest Territories	1990–91	2,580	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Northwest Territories	1991–92	2,691	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Yukon Territory	1982–83	561	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	127	127	100
Yukon Territory	1983–84	720	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	218	218	100
Yukon Territory	1984–85	754	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	237	237	100
Yukon Territory	1985–86	791	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	180	180	100
Yukon Territory	1986–87	844	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	187	187	100
Yukon Territory	1987–88	654	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	144	144	100
Yukon Territory	1988–89	671	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	128	128	100
Yukon Territory	1989–90	718	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	165	165	100
Yukon Territory	1990–91	745	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	209	209	100
Yukon Territory	1991–92	796	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	184	184	100
Canada	1982–83	135,640	49,453	36	86,486	64
Canada	1983–84	149,886	52,314	35	97,574	65
Canada	1984–85	151,747	56,149	37	95,595	63
Canada	1985–86	164,409	62,559	38	100,619	61
Canada	1986–87	166,395	61,150	33	116,580	63
Canada	1987–88	223,854	74,591	33	142,294	64
Canada	1988–89	259,617	76,819	30	173,102	67
Canada	1989–90	287,000	86,190	29	202,119	68
Canada	1990–91	359,260	106,523	30	245,195	69
Canada	1991–92	456,523	122,254	27	381,575	73

Footnotes

Table 6 - Direct Legal Service Expenditure by Type of Professional and Type of Legal Matter, Canada, the Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92

See explanatory notes for Table 5.

(1) **Prince Edward Island** - Excluded from the private lawyer expenditures are the costs of 4 family cases in 1982-83 and 7 in 1983-84.

(2) **Nova Scotia** - "Modified accrual" rather than cash-based expenditures are reported. Expenditures on provincial statute offences are included in the civil category from fiscal year 1983-84 onwards. Data for 1991-92 is based on federal claims and excludes \$47,000 in non-shareable expenditures, therefore it is not comparable to previous years. In 1991-92, all law office expenses are properly classified under the direct legal service expenditure category.

Notes

Tableau 6 - Dépenses directes au chapitre des services juridiques selon le genre de professionnel et le genre d'affaire judiciaire, Canada, provinces et territoires, de 1982-1983 à 1991-1992

Voir les notes du tableau 5.

(1) **Île-du-Prince-Édouard** - Sont exclus des dépenses au chapitre des avocats de pratique privée, les coûts relatifs à 4 causes relevant du droit de la famille en 1982-1983 et 7 de ces causes en 1983-1984.

(2) **Nouvelle-Écosse** - Les dépenses sont déclarées selon «la comptabilité d'exercice modifiée» plutôt que selon la comptabilité de caisse. À partir de l'exercice financier 1983-1984, les dépenses relatives aux infractions à des lois provinciales figurent dans la catégorie des affaires civiles. Les données pour l'exercice 1991-1992 sont basées sur les demandes fédérales et 47,000 \$ de ces dépenses non-partageables sont exclues. En 1991-1992, toutes les dépenses des cabinets d'avocats sont correctement classées à la catégorie des dépenses directes au chapitre des services juridiques.

SECTION 7

Personnel Resources as of March 31st, Canada, the Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-1992

There are three main delivery system models for legal aid in Canada. Judicare systems, where private lawyers bill the Plans on a fee-for-service basis, operate in New Brunswick, Alberta and the Yukon. Staff systems which directly employ legal counsel operate in Prince Edward Island, Nova Scotia and Saskatchewan. Combined delivery systems, providing services through both staff lawyers and private law firms, operate in Newfoundland, Quebec, Ontario, Manitoba, British Columbia, and the Northwest Territories.

Figure 7a) presents the percentage of lawyers and non-lawyers comprising the "direct legal service staff" count for all provinces and territories in 1991-92, excluding British Columbia.

Figure 7b) presents the percentage of lawyers and non-lawyers comprising the "other staff" count for all provinces and territories in 1991-92, excluding British Columbia.

For "direct legal service staff", the percentage of lawyers is greater than that of non-lawyers for all jurisdictions except the Northwest Territories. Conversely, the proportion of lawyers is lower than that of non-lawyers for "other staff" in all provinces and territories.

Ressources en personnel au 31 mars, Canada, provinces et territoires, de 1982-1983 à 1991-1992

Il existe trois principaux systèmes de prestation d'aide juridique au Canada. Le système du type "judicare", selon lequel les services sont assurés par des avocats de pratique privée rémunérés à l'acte par les régimes d'aide juridique, est employé au Nouveau-Brunswick, en Alberta et au Yukon. Le système salarié, est utilisé à l'Île-du-Prince-Édouard, en Nouvelle-Écosse et en Saskatchewan. Le système mixte, selon lequel les services sont fournis par des avocats salariés et des avocats de pratique privée, est en opération à Terre-Neuve, au Québec, en Ontario, au Manitoba, en Colombie-Britannique et dans les Territoires du Nord-Ouest.

La figure 7a) indique, pour 1991-92, le pourcentage des avocats et des non-avocats comprenant les «professionnels salariés qui assurent des services directs» pour l'ensemble des provinces et territoires, à l'exclusion de la Colombie-Britannique.

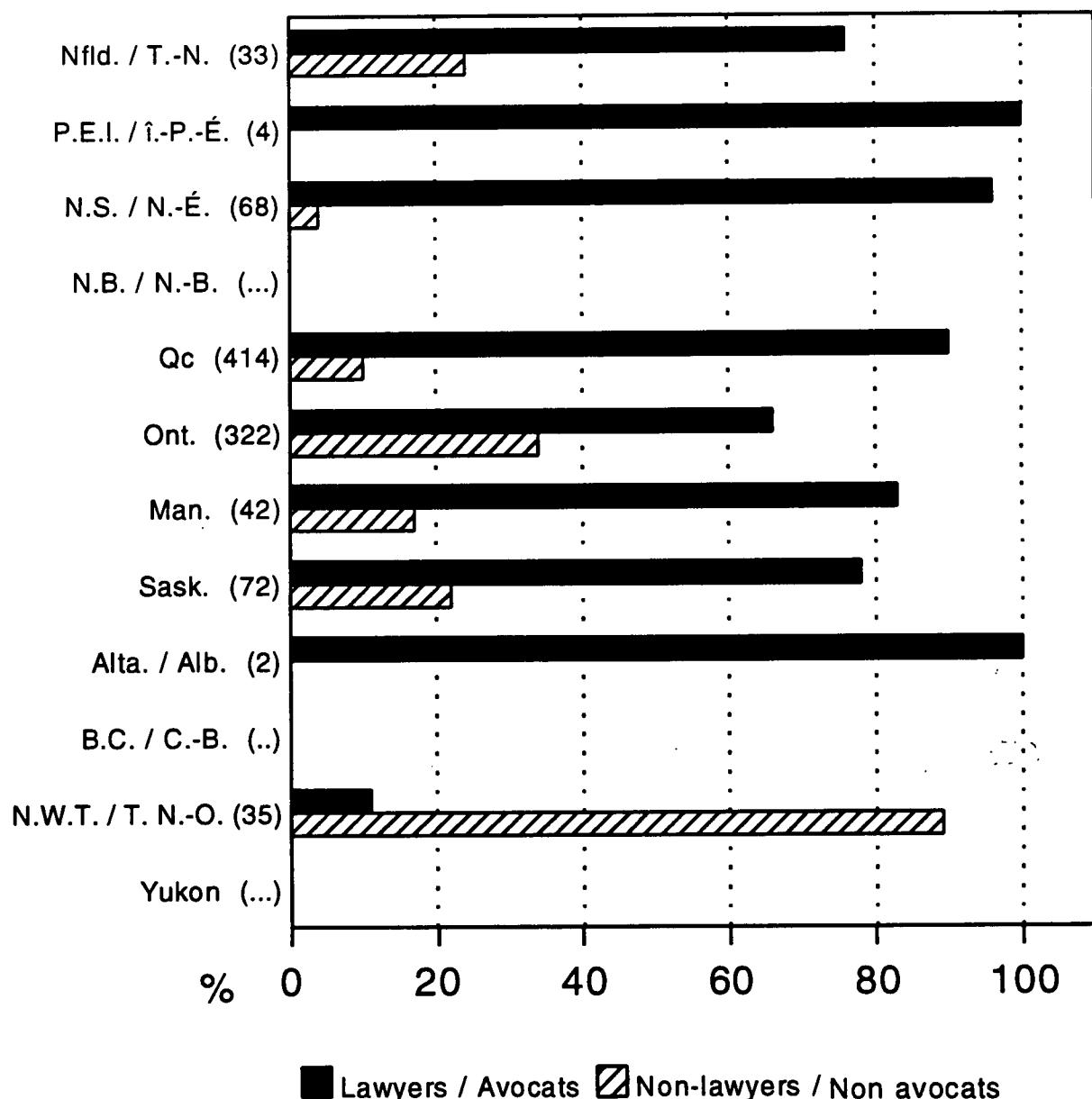
La figure 7b) indique, pour 1991-92, le pourcentage des avocats et des non-avocats comprenant les «autres employés» pour l'ensemble des provinces et territoires, à l'exclusion de la Colombie-Britannique.

En ce qui concerne les «professionnels salariés qui assurent des services directs», le pourcentage des avocats est supérieur à celui des non-avocats pour tous les secteurs de compétence, à l'exclusion des Territoires du Nord-Ouest. Inversement, pour ce qui est des «autres employés», la proportion d'avocats est inférieure à celle des non-avocats dans l'ensemble des provinces et territoires.

Figure 7(a) Personnel Resources as of March 31st, 1992
Ressources en personnel au 31 mars 1992

Direct Legal Service Staff / Professionnels salariés qui assurent des services directs

Personnel Resources /
 Ressources en
 personnel



Source: Table 7 / Tableau 7

Figure 7(b) Personnel Resources as of March 31st, 1992
Ressources en personnel au 31 mars 1992

Other Staff / Autres employés

Personnel Resources /
 Ressources en
 personnel

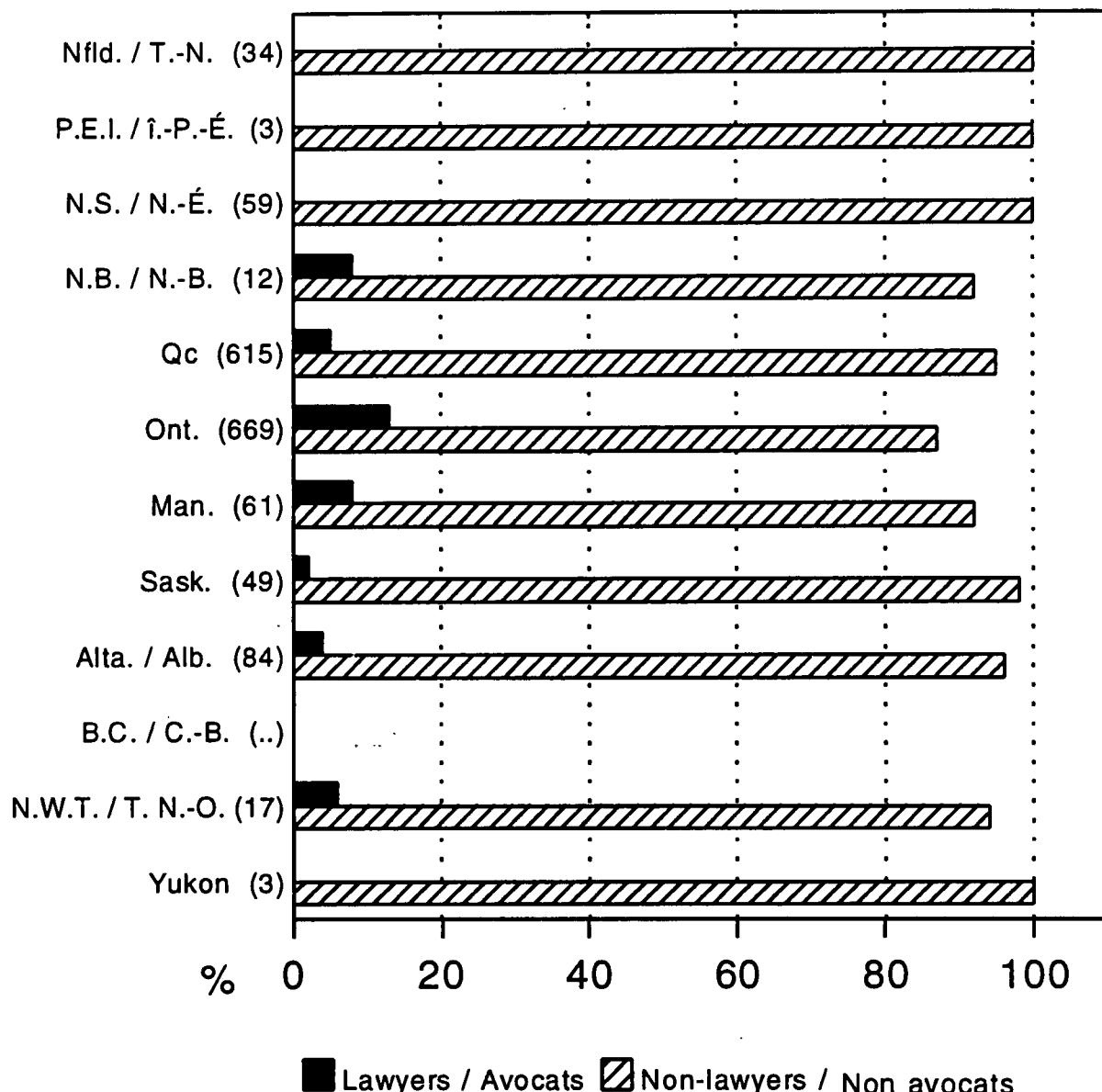


TABLEAU 7 – Personnel Resources as of March 31st, Canada, the Provinces and Territories, 1982–83 to 1991–92.

TABLEAU 7 – Ressources en personnel au 31 mars, Canada, provinces et territoires, de 1982–1983 à 1991–1992.

Province or Territory and Year

Total

Province ou territoire et année

Total

Direct Legal Service Staff(1)

Professionnels salariés qui assurent des services directs(1)

Lawyers

Non-Lawyers

Total

Avocats

Non avocats

No.

No.

%

No.

TABLE 7 - Personnel Resources as of March 31st, Canada, the Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92.

TABLEAU 7 - Ressources en personnel au 31 mars, Canada, provinces et territoires, de 1982 à 1983 à 1991 - 1992.

TABLE 7 – Personnel Resources as of March 31st, Canada, the Provinces and Territories, 1982–83 to 1991–92.

TABLEAU 7 – Ressources en personnel au 31 mars, Canada, les Provinces et Territoires, de 1982–83 à 1991–92.

Province or Territory and Year
Province ou territoire et année

Province or Territory and Year Province ou territoire et année	Total										Direct Legal Service Staff (1) Professionnels salariés qui assurent des services directs (1)										Other Staff (2) Autres employés (2)										
	Lawyers					Non-Lawyers					Total					Lawyers					Non-Lawyers					Total					
	No.	No.	%	No.	%	No.	No.	%	No.	%	No.	No.	%	No.	No.	%	No.	No.	%	No.	No.	%	No.	No.	%	No.	No.	%			
Northwest Territories	1982–83	7	2	28	5	71	2	1	50	1	50	1	50	5	1	20	4	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60	
Territoires du Nord-Ouest (7)	1983–84	7	2	28	5	71	2	1	50	1	50	1	50	5	1	20	4	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60	
	1984–85	6	2	26	6	75	2	1	50	1	50	1	50	6	1	17	5	63	63	63	63	63	63	63	63	63	63	63	63	63	63
	1985–86	9	2	22	7	76	9	2	22	7	76	7	76	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1986–87	10	3	30	7	70	10	3	30	7	70	7	70	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1987–88	13 (e)	5	38	8	62	7 (e)	3	43	4	57	5	57	5	5	20	4	67	67	67	67	67	67	67	67	67	67	67	67	67	67
	1988–89	12	4	39	6	67	7	3	43	4	44	5	56	7	1	20	4	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60
	1989–90	16	5	31	11	69	9	4	44	5	44	5	56	7	1	14	6	66	66	66	66	66	66	66	66	66	66	66	66	66	66
1990–91	16	5	31	11	69	9	4	44	5	44	5	56	7	1	14	6	66	66	66	66	66	66	66	66	66	66	66	66	66	66	
1991–92	52	5	10	47	90	35	4	11	31	89	17	89	17	1	6	16	6	64	64	64	64	64	64	64	64	64	64	64	64	64	64
Yukon Territory																															
Territoire du Yukon																															
1982–83	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	100	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1983–84	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	100	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1984–85	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	100	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1985–86	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	100	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1986–87	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	100	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1987–88	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	100	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1988–89	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	100	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1989–90	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	100	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1990–91	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	100	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1991–92	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	100	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Canada																															
1982–83	1,974	677	577	67	855	67	279	33	1,220	111	1,220	32	281	68	599	68	68	68	68	68	68	68	68	68	68	68	68	68	68	68	
1983–84	2,075	688	688	67	712	34	1,377	66	1,209	113	1,209	32	281	69	639	69	639	69	639	69	639	69	639	69	639	69	639	69	639	69	
1984–85	2,059	712	712	65	1,427	35	1,427	65	1,265	117	1,265	31	281	70	610	70	610	70	610	70	610	70	610	70	610	70	610	70	610	70	
1985–86	2,183	759	759	65	1,524	35	1,524	65	1,319	117	1,319	32	1,319	68	688	68	688	68	688	68	688	68	688	68	688	68	688	68	688	68	
1986–87	2,239	805	805	65	1,549	35	1,549	65	1,307	117	1,307	31	1,307	705	69	730	73	270	73	270	73	270	73	270	73	270	73	270	73	270	73
1987–88	2,377	828	828	65	1,543	35	1,543	65	1,301	117	1,301	31	1,301	730	69	730	73	270	73	270	73	270	73	270	73	270	73	270	73	270	73
1988–89	2,433	852	852	65	1,561	35	1,561	65	1,306	117	1,306	31	1,306	730	69	730	73	270	73	270	73	270	73	270	73	270	73	270	73	270	73
1989–90	2,284	817	817	64	1,476	36	1,476	64	1,304	117	1,304	31	1,304	713	69	733	73	270	73	270	73	270	73	270	73	270	73	270	73	270	73
1990–91	2,406	867	867	64	1,539	36	1,539	64	1,305	117	1,305	31	1,305	744	69	744	74	270	74	270	74	270	74	270	74	270	74	270	74	270	74
1991–92	2,598	907	907	65	1,691	35	1,691	65	1,474	117	1,474	31	1,474	755	75	755	75	270	75	270	75	270	75	270	75	270	75	270	75	270	75

Footnotes

Table 7 - Personnel Resources as of March 31st, Canada, the Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92

(1) **Direct Legal Service Staff** - Refers to persons whose primary function is to deliver legal advice and/or legal representation directly to clients.

(2) **Other Staff** - Refers to all persons whose primary function does not involve the provision of legal advice and/or representation directly to clients, for example, accountants, librarians, research staff, law students and clerical staff.

(3) **Nova Scotia** - The reduced number of staff in 1982-83 was a result of budget restraint and consequent staff layoff.

(4) **New Brunswick** - The eight Area Director positions were eliminated in February 1990.

(5) **Ontario** - Included for 1990-91 are community clinic staff of 163 lawyers, 118 paralegals and 137 support staff. The corresponding figures for 1991-92 are 170 lawyers, 118 paralegals and 147 support staff. These additional resources are provided by the Ministry of Community and Social Services.

(6) **British Columbia** - A January 1st position count is reported. Community clinic staff are excluded from the 1982-83 count.

(7) **Northwest Territories** - Includes clinic staff for Arctic Rim, Keewatin, Maliiganik, MacKenzie Court Workers and Kitikmeot Court Workers.

Notes

Tableau 7 - Ressources en personnel au 31 mars, Canada, provinces et territoires, de 1982-1983 à 1991-1992

(1) **Professionnels salariés qui assurent des services directs** - Comprend les personnes dont les fonctions principales consistent à conseiller et (ou) à représenter les clients.

(2) **Autres employés** - Désignent toutes les personnes dont les fonctions principales ne comprennent pas la prestation de conseils juridiques et (ou) de services de représentation directs à des clients. Il peut s'agir notamment de comptables, de bibliothécaires, de personnel affecté aux recherches, d'étudiants en droit et d'employés de bureau.

(3) **Nouvelle-Écosse** - La diminution du personnel en 1982-1983 provient des restrictions budgétaires et des congédiements qui en ont découlé.

(4) **Nouveau-Brunswick** - Les huit postes de directeur régional ont été éliminés en février 1990.

(5) **Ontario** - Comprend pour 1990-1991 le personnel des cliniques communautaires, formé de 163 avocats, 118 techniciens judiciaires et 137 employés de soutien. Le chiffre correspondant pour 1991-1992 est de 170 avocats, 118 techniciens judiciaires et 147 employés de soutien. Le ministère des Services sociaux et communautaires fournit des ressources supplémentaires.

(6) **Colombie-Britannique** - Il s'agit du compte des postes au 1^{er} janvier. Le personnel des centres de consultation communautaires est exclu du compte de 1982-1983.

(7) **Territoires du Nord-Ouest** - Comprend le personnel des cliniques d'Artic Rim, de Keewatin, de Maliiganik et les auxiliaires juridiques de MacKenzie et de Kitikmeot.

SECTION 8

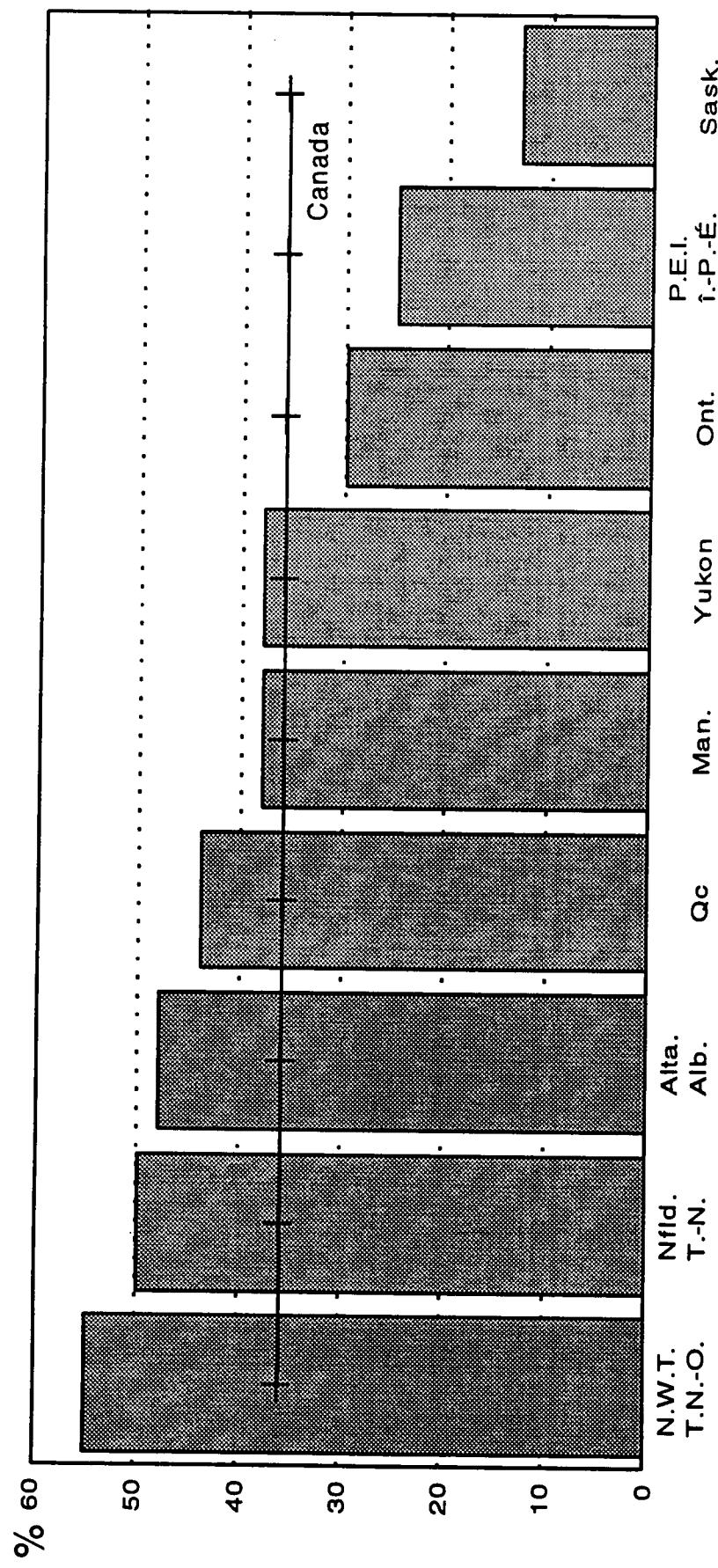
Bar Involvement in Service Delivery, Canada, the Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92

Figure 8 illustrates the percentage of lawyers who provide legal aid services in most provinces/territories. The average percentage for Canada, not including Nova Scotia, New Brunswick and British Columbia is 36%.

Participation des membres du Barreau à la prestation des services, Canada, provinces et territoires, de 1982-1983 à 1991-1992

La figure 8 montre le pourcentage d'avocats qui fournissent des services d'aide juridique dans presque toutes les provinces et territoires. La moyenne pour le Canada est de 36 % et exclut la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et la Colombie-Britannique.

Figure 8 Percentage of Lawyers who Provide Legal Aid Services, 1991-92
Pourcentage d'avocats fournissant des services d'aide juridique,
1991-1992



Data are not available for Nova Scotia, New Brunswick and British Columbia. / Les données pour la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et la Colombie-Britannique ne sont pas disponibles.

Source: Table 8 / Tableau 8

TABLE 8 - Bar Involvement in Service Delivery, Canada, the Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92.

TABLEAU 8 - Participation des membres du Barreau à la prestation des services, Canada, provinces et territoires, de 1982-1983 à 1991-1992.

Province or Territory and Year	Total Bar Member Count (1)	Lawyers who Provided Services		Number of Private Lawyers who Provided Services (2)	Total Number of Legal Aid Staff Lawyers
		Total des membres du Barreau (1)	Avocats qui ont assuré des services	Nombre d'avocats de pratique privée qui ont assuré des services (2)	Total des avocats salariés d'aide juridique
		No.	%	No.	%
Newfoundland Terre-Neuve	1982-83 1983-84 1984-85 1985-86 1986-87 1987-88 1988-89 1989-90 1990-91 1991-92	307 322 335 340 347 354 371 404 451 453	103 118 115 130 131 131 160 191 211 226	32 35 34 37 37 43 47 47 50	10 11 10 16 115 115 144 174 189 201
Prince Edward Island île-du-Prince-Édouard	1982-83 1983-84 1984-85 1985-86 1986-87 1987-88 1988-89 1989-90 1990-91 1991-92	102 108 120 125 133 133 138 153 154 163	10 11 16 16 17 26 29 29 44 40	10 10 13 13 13 20 21 19 29 25	7 8 13 13 13 23 26 25 40 36
Nova Scotia Nouvelle-Écosse	1982-83 1983-84 1984-85 1985-86 1986-87 1987-88 1988-89 1989-90 1990-91 1991-92	980 1,000 1,088 1,109 1,197 1,200 1,586 1,434 1,406 1,460	....................	....................	....................
New Brunswick Nouveau-Brunswick	1982-83 1983-84 1984-85 1985-86 1986-87 1987-88 1988-89 1989-90 1990-91 1991-92	753 791 816 849 852 851 859 863 921 988	428 389 399 378 389 (e) 379 (e) 415 (e) 407 (e)	57 49 49 45 46 45 48 406 (e) 406 (e) ..	419 380 390 369 380 (e) 370 (e) 406 (e) 406 (e)

TABLE 8 — Bar Involvement in Service Delivery, Canada, the Provinces and Territories, 1982–83 to 1991–92.

TABLEAU 8 — Participation des membres du Barreau à la prestation des services, Canada, provinces et territoires, de 1982–1983 à 1991–1992.

Province or Territory and Year	Total Bar Member Count (1)	Lawyers who Provided Services	Number of Private Lawyers who Provided Services (2)	Total Number of Legal Aid Staff Lawyers
Province ou territoire et année	Total des membres du Barreau (1)	Avocats qui ont assuré des services	Nombre d'avocats de pratique privée qui ont assuré des services (2)	Total des avocats salariés d'aide juridique
	No.	%		
Québec (3) Québec	1982–83	9,238	4,251	3,921
	1983–84	9,377	3,083	2,751
	1984–85	9,750	3,225	2,885
	1985–86	9,613	3,170	2,821
	1986–87	9,795	3,125	2,769
	1987–88	9,598	3,241	2,881
	1988–89	9,813	3,215	2,843
	1989–90	9,648	3,054	2,671
	1990–91	9,579	4,226 (r)	3,820 (r)
	1991–92	9,443	4,120	3,716
				404
				141
Ontario (4)	1982–83	13,448	..	..
	1983–84	14,087	5,226	5,061
	1984–85	14,568	5,045	35
	1985–86	15,246	4,611	30
	1986–87	16,132	4,619	29
	1987–88	16,887	4,701	28
	1988–89	18,498	4,843	26
	1989–90	17,571	4,879	28
	1990–91	17,717	5,052	29
	1991–92	17,883	5,405	30
				5,104
				301
Manitoba	1982–83	1,238	..	..
	1983–84	1,262	526	42
	1984–85	1,307	666	51
	1985–86	1,322	536	41
	1986–87	1,402	540	39
	1987–88	1,389	550	40
	1988–89	1,530	562	37
	1989–90	1,521	558	37
	1990–91	1,471	544	37
	1991–92	1,544	589	38
				549
				40
Saskatchewan	1982–83	969	..	..
	1983–84	1,018	74	7
	1984–85	1,090	105	10
	1985–86	1,138	139	12
	1986–87	1,160	146	13
	1987–88	1,166	98	8
	1988–89	1,242	143	12
	1989–90	1,258	164	13
	1990–91	1,320	142	11
	1991–92	1,333	168	13

TABLE 8 – Bar Involvement in Service Delivery, Canada, the Provinces and Territories, 1982–83 to 1991–92.

TABLEAU 8 – Participation des membres du Barreau à la prestation des services, Canada, provinces et territoires, de 1982–1983 à 1991–1992.

Province or Territory and Year	Total Bar Member Count (1)	Lawyers who Provided Services		Number of Private Lawyers who Provided Services (2)	Total Number of Legal Aid Staff Lawyers
		Total des membres du Barreau (1)	Avocats qui ont assuré des services		
	No.	%	No.	%	No.
Alberta	1982–83	3,304	"	"	3
	1983–84	3,633	"	"	3
	1984–85	3,760	1,219	32	1,216
	1985–86	3,875	1,203	31	1,200
	1986–87	4,031	1,710	42	1,707
	1987–88	4,181	2,321	56	2,318
	1988–89	4,258	2,527	59	2,524
	1989–90	4,352	2,693	62	2,690
	1990–91	4,740	2,224	47	2,219
	1991–92	4,835	2,309	48	2,304
	1992–93	4,496	"	"	"
	1983–84	4,787	1,457	30	1,411
British Columbia Colombie-Britannique	1984–85	5,103	1,394	27	1,349
	1985–86	5,199	1,383	27	1,338
	1986–87	5,420	1,418	26	1,373
	1987–88	5,712	1,336	23	1,291
	1988–89	5,844	1,345 (e)	23	1,300 (e)
	1989–90	6,047	1,413 (e)	23	1,368
	1990–91	6,292	1,545	25	1,500 (e)
	1991–92	6,420	"	"	"
	1992–93	53	22	42	20
	1983–84	48	26	54	24
	1984–85	53	28	53	26
	1985–86	58	36	62	34
Northwest Territories Territoires du Nord-Ouest	1986–87	63	38	60	35
	1987–88	69	41	59	36
	1988–89	74	36	49	32
	1989–90	86	47	55	42
	1990–91	85	50	59	45
	1991–92	91	50	55	45
	1992–93	44	"	"	"
	1983–84	44	29	66	29
	1984–85	46	32	70	32
	1985–86	39	27	69	27
Yukon Territory Territoire du Yukon	1986–87	49	28	57	28
	1987–88	49	28	57	28
	1988–89	64	30	47	30
	1989–90	62	30	48	30
	1990–91	62	22	35	22
	1991–92	66	25	38	25

TABLE 8 – Bar Involvement in Service Delivery, Canada, the Provinces and Territories, 1982–83 to 1991–92.

TABLEAU 8 – Participation des membres du Barreau à la prestation des services, Canada, provinces et territoires, de 1982–1983 à 1991–1992.

Province or Territory and Year	Total Bar Member Count (1)	Lawyers who Provided Services	Number of Private Lawyers who Provided Services (2)	Total Number of Legal Aid Staff Lawyers		
Province ou territoire et année	Total des membres du Barreau (1)	Avocats qui ont assuré des services	Nombre d'avocats de pratique privée qui ont assuré des services (2)	Total des avocats salariés d'aide juridique		
	No.	%	No.	%		
Canada	1982–83 1983–84 1984–85 1985–86 1986–87 1987–88 1988–89 1989–90 1990–91 1991–92	34,932 36,477 38,037 38,913 40,581 41,589 44,275 43,399 44,198 44,679	10,924 12,247 11,614 12,160 12,852 13,305 13,465 14,060 (r) 12,932	30 32 30 30 30 31 30 31 32 29	10,275 11,578 10,903 11,410 12,080 12,516 12,665 13,211 (r) 12,091	688 712 756 805 828 852 863 912 907

Footnotes

Table 8 - Bar Involvement in Service Delivery, Canada, the Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92

(1) **Total Bar Member Count** - Refers to the number of lawyers listed in the Canadian Law List as of February of each year. Lawyers who are retired or non-active are excluded. Private and public sector lawyers are included.

(2) **Number of Private Lawyers who Provided Services** - The count reflects the number of private lawyers who bill the Plan during the fiscal year.

(3) **Quebec** - Includes lawyers and notaries.

(4) **Ontario** - Lawyers providing duty counsel are excluded.

Notes

Tableau 8 - Participation des membres du Barreau à la prestation des services, Canada, provinces et territoires, de 1982-1983 à 1991-1992

(1) **Total des membres du Barreau** - Se rapporte au nombre d'avocats inscrits dans le répertoire «Canadian Law List» mis à jour en février de chaque année. Les avocats à la retraite ou inactifs sont exclus. Les avocats des secteurs public et privé sont inclus.

(2) **Nombre d'avocats de pratique privée qui ont assuré des services** - Le compte représente le nombre d'avocats de pratique privée qui ont présenté des notes d'honoraires au cours de l'exercice financier.

(3) **Québec** - Comprend les avocats et les notaires.

(4) **Ontario** - Exclut le nombre d'avocats qui assurent les services d'avocats nommés d'office.

SECTION 9

Total Applications Received by Type of Legal Matter, Selected Provinces and Territories, 1991-92

Figure 9a) illustrates the percentages of approved and refused legal aid applications for each province and territory, excluding Prince Edward Island and Ontario, for criminal and civil matters in 1991-92. The total number of applications received is also provided.

While each approved/refused pair of bars should add up to 100%, in a number of cases they do not. For a discussion of factors which may explain these deviations, please refer to the footnotes for Tables 9, 10, and 12.

The approval rates for criminal matters range from 74% in New Brunswick to 98% in the Northwest Territories. In comparison, the approval rates for civil matters range from 47% in British Columbia to 89% in Nova Scotia.

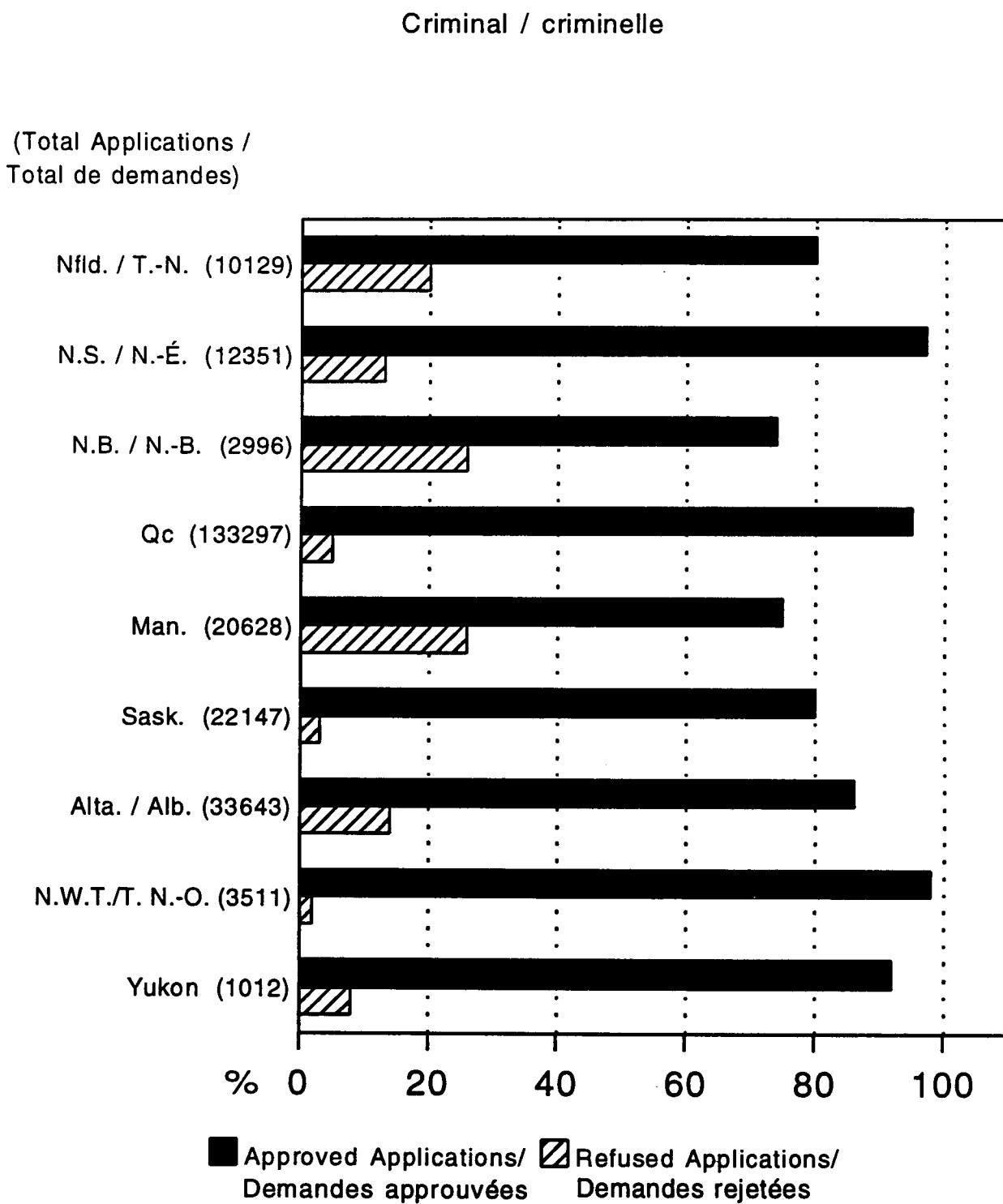
Demandes totales reçues, selon le genre d'affaire judiciaire, provinces et territoires sélectionnés, 1991-1992

La figure 9a) illustre les pourcentages des demandes d'aide juridique approuvées et refusées en 1991-1992 pour chaque province et territoire, à l'exclusion de l'Île-du-Prince-Édouard et l'Ontario, pour les affaires en matière criminelle et civile. Le nombre total de demandes reçues est également fourni.

Chaque paire de barres pour les demandes approuvées/refusées devrait totaliser 100 %, à quelques exceptions près. Pour obtenir des précisions sur les facteurs pouvant expliquer ces déviations, veuillez consulter les notes au bas des tableaux 9, 10, et 12.

Les taux d'approbation en matière criminelle varient entre 74 % au Nouveau-Brunswick et 98 % dans les Territoires du Nord-Ouest. Les taux d'approbation en matière civile varient entre 47 % en Colombie-Britannique et 89 % en Nouvelle-Écosse.

Figure 9 (a) Approved and Refused Applications by Type of Legal Matter, 1991-92
 Demandes approuvées et rejetées, selon le genre d'affaire judiciaire
 1991-1992



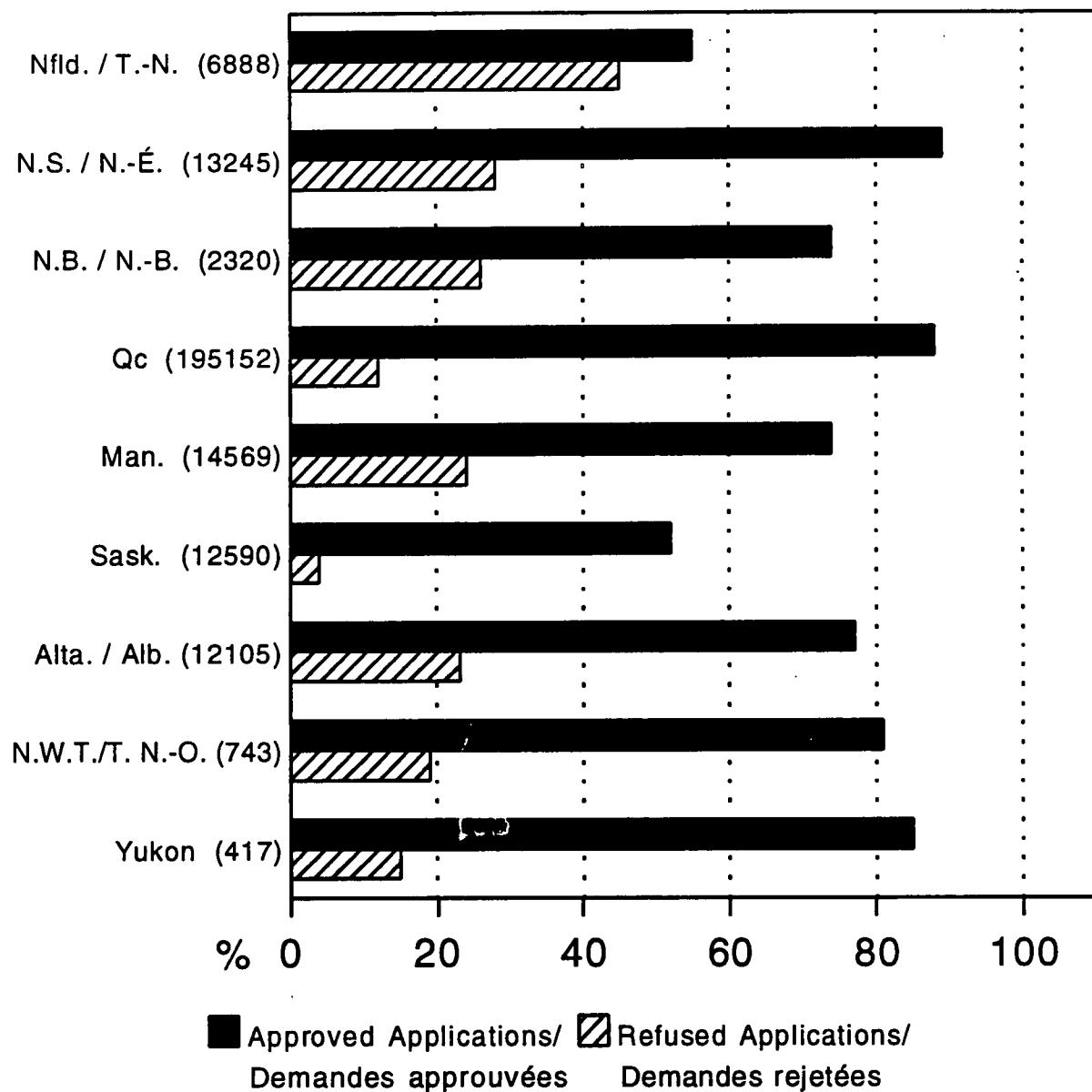
Source: Table 9, 10, 12 / Tableau 9, 10, 12

Data are not available for Prince Edward Island, Ontario and British Columbia. / Les données pour l'Île-du-Prince-Édouard, l'Ontario et la Colombie-Britannique ne sont pas disponibles.

Figure 9 (b) Approved and Refused Applications by Type of Legal Matter
 Demandes approuvées et rejetées, selon le genre d'affaire judiciaire
 1991-1992

Civil / civile

(Total Applications /
 Total de demandes)



Source: Table 9, 10, 12 / Tableau 9, 10, 12

Data are not available for Prince Edward Island, Ontario and British Columbia. / Les données pour l'Île-du-Prince-Édouard, l'Ontario et la Colombie-Britannique ne sont pas disponibles.

TABLE 9 — Total Applications Received by Type of Legal Matter, Selected Provinces and Territories, 1982–83 to 1991–92 (1).

Province and Year	Province et année	Total						Criminal Matters						Civil Matters						
		Affaires criminelles			Affaires civiles			Number			Percent Change Over Previous Year			Number			Percent Change Over Previous Year			
		Nombre		Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	Nombre		Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	Nombre		Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	Nombre		Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	Nombre		Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	Nombre		% Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	
		Number	Percent Change Over Previous Year		Number	Percent Change Over Previous Year		Number	Percent Change Over Previous Year		Number	Percent Change Over Previous Year		Number	Percent Change Over Previous Year		Number	Percent Change Over Previous Year		
Newfoundland (2)	1982–83	7,238	—		3,497	—		48	3,741	—	52	2,954	—	52	3,741	—	52	2,954	—	52
Terre-Neuve	1983–84	6,291	-13		3,297	-6		52	3,321	-11	48	2,954	-20	48	3,321	-11	48	2,954	-20	48
1984–85	7,265	15		3,944	20		54	3,720	12	48	3,321	11	48	3,720	12	48	3,321	11	48	
1985–86	7,771	7		4,051	3		52	3,705	-0	48	3,705	-0	48	3,705	-0	48	3,705	-0	48	
1986–87	9,707	25		6,002	48		62	4,450	20	48	4,450	20	48	4,450	20	48	4,450	20	48	
1987–88	10,833	12		6,383	6		59	4,333	-3	48	4,333	-3	48	4,333	-3	48	4,333	-3	48	
1988–89	10,480	-3		6,147	-4		59	6,030	40	48	6,030	40	48	6,030	40	48	6,030	40	48	
1989–90	13,517	29		7,437	21		55	5,984	-1	48	5,984	-1	48	5,984	-1	48	5,984	-1	48	
1990–91	13,382	-1		7,398	-1		55	6,888	15	48	6,888	15	48	6,888	15	48	6,888	15	48	
1991–92	17,017	27		10,129	37		60	—	—	48	—	—	48	—	—	48	—	—	48	
Nova Scotia (3)	1982–83	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Nouvelle-Écosse	1983–84	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1984–85	17,120	—	—	7,268	—	—	42	9,852	—	48	9,852	—	48	9,852	—	48	9,852	—	48	
1985–86	18,070	6		7,870	8		44	10,200	4	48	10,200	4	48	10,200	4	48	10,200	4	48	
1986–87	20,780	15		8,904	13		43	11,856	16	48	11,856	16	48	11,856	16	48	11,856	16	48	
1987–88	22,737	10		8,778	10		43	12,959	9	48	12,959	9	48	12,959	9	48	12,959	9	48	
1988–89	23,218	2		9,908	1		43	13,310	3	48	13,310	3	48	13,310	3	48	13,310	3	48	
1989–90	23,861	3		10,346	4		43	13,515	2	48	13,515	2	48	13,515	2	48	13,515	2	48	
1990–91	22,354	-6		10,737	4		48	11,617	-14	48	11,617	-14	48	11,617	-14	48	11,617	-14	48	
1991–92	25,598	15		12,351	15		48	13,245	14	48	13,245	14	48	13,245	14	48	13,245	14	48	
New Brunswick (4)	1982–83	7,469	—	2,408	—	—	32	5,061	—	48	5,061	—	48	5,061	—	48	5,061	—	48	
Nouveau-Brunswick	1983–84	5,310	-29	2,092	-13		39	3,218	—	48	3,218	—	48	3,218	—	48	3,218	—	48	
1984–85	5,650	6		2,241	7		40	3,409	6	48	3,409	6	48	3,409	6	48	3,409	6	48	
1985–86	5,732	1		2,413	8		42	3,319	-3	48	3,319	-3	48	3,319	-3	48	3,319	-3	48	
1986–87	5,480	-5		2,462	2		45	2,998	-10	48	2,998	-10	48	2,998	-10	48	2,998	-10	48	
1987–88	5,396	-1		2,965	4		48	2,831	-6	48	2,831	-6	48	2,831	-6	48	2,831	-6	48	
1988–89	2,322	-57		1,901	-26		82	421	-85	48	421	-85	48	421	-85	48	421	-85	48	
1989–90	3,833	69		2,289	21		58	1,634	288	48	1,634	288	48	1,634	288	48	1,634	288	48	
1990–91	5,073	29		2,897	17		53	2,376	45	48	2,376	45	48	2,376	45	48	2,376	45	48	
1991–92	5,318	5		2,998	11		56	2,320	-2	48	2,320	-2	48	2,320	-2	48	2,320	-2	48	
Quebec (5)	1982–83	260,472	—	83,959	—	—	32	176,513	—	48	176,513	—	48	176,513	—	48	176,513	—	48	
Quebec	1983–84	258,550	-1	85,417	2		33	173,133	-2	48	173,133	-2	48	173,133	-2	48	173,133	-2	48	
1984–85	257,352	—		84,420	-1		33	172,932	—	48	172,932	—	48	172,932	—	48	172,932	—	48	
1985–86	265,754	3		88,730	5		33	177,024	2	48	177,024	2	48	177,024	2	48	177,024	2	48	
1986–87	271,804	2		91,608	3		34	180,196	2	48	180,196	2	48	180,196	2	48	180,196	2	48	
1987–88	265,054	-2		94,347	3		36	170,707	-5	48	170,707	-5	48	170,707	-5	48	170,707	-5	48	
1988–89	273,420	3		100,634	7		37	172,786	1	48	172,786	1	48	172,786	1	48	172,786	1	48	
1989–90	275,981	1		104,117	3		38	171,864	-1	48	171,864	-1	48	171,864	-1	48	171,864	-1	48	
1990–91	263,076	6		113,975	9		39	179,101	4	48	179,101	4	48	179,101	4	48	179,101	4	48	
1991–92	328,449	12		133,297	17		41	195,152	9	48	195,152	9	48	195,152	9	48	195,152	9	48	

TABLE 9 — Total Applications Received by Type of Legal Matter, Selected Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92 (1).

TABLEAU 9 – Demandes totales reçues, selon le genre d'affaire judiciaire, provinces et territoires sélectionnés, de 1982 à 1991-1992 (1).

Province and Year Province et année	Total			Criminal Matters Affaires criminelles			Civil Matters Affaires civiles			
	Number	Percent Change Over Previous Year	Number	Percent Change Over Previous Year	Nombre	Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	Number	Percent Change Over Previous Year	Nombre	Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente
Ontario (6)	1982-83	279,189	"	-1	"	"	10,129	45	"	"
	1983-84	277,334	2	6	12,976	57	9,793	-3	10,162	41
	1984-85	279,327	9	9	14,658	13	8,727	4	8,727	33
	1985-86	301,691	8	8	17,451	19	9,671	11	9,671	34
	1986-87	314,737	4	4	19,111	10	6,666	10	10,595	34
	1987-88	313,349	-	-	20,337	6	6,666	10	11,245	6
	1988-89	347,590	11	11	19,816	-3	6,666	6	12,744	13
	1989-90	362,794	4	4	20,550	4	6,211	2	13,057	38
	1990-91	437,546	21	21	20,241	-2	5,599	2	12,590	41
	1991-92	508,998	16	16	20,628	2	5,599	12	14,569	36
Manitoba (7)	1982-83	22,325	"	"	12,196	"	55	45	"	"
	1983-84	22,769	2	2	12,976	6	57	-3	9,793	43
	1984-85	24,820	9	9	14,658	13	59	4	10,162	41
	1985-86	26,178	5	5	17,451	19	67	-14	8,727	33
	1986-87	28,782	10	10	19,111	10	66	11	9,671	34
	1987-88	30,932	7	7	20,337	6	66	10	10,595	34
	1988-89	31,061	-	-	19,816	-3	64	10	11,245	6
	1989-90	33,294	7	7	20,550	4	62	6	12,744	13
	1990-91	33,298	-	-	20,241	-2	61	2	13,057	38
	1991-92	35,197	6	6	20,628	2	59	2	12,590	41
Saskatchewan (8)	1982-83	"	"	"	"	"	"	"	"	"
	1983-84	"	"	"	"	"	"	"	"	"
	1984-85	25,078	3	3	15,651	61	10,190	39	11,182	40
	1985-86	25,841	6	6	16,641	60	9,822	10	10,264	38
	1986-87	27,823	8	8	16,197	-3	62	-12	10,264	5
	1987-88	28,019	-6	-6	16,910	4	62	5	13,045	27
	1988-89	27,174	4	4	19,816	18	60	5	14,166	40
	1989-90	32,961	21	21	21,495	8	60	9	12,590	41
	1990-91	35,681	8	8	22,147	3	64	-11	14,569	36
	1991-92	34,737	-3	-3	"	"	"	"	"	"
Alberta (9)	1982-83	28,012	"	"	19,434	69	8,578	31	8,665	28
	1983-84	30,503	9	9	21,838	12	72	1	8,665	28
	1984-85	30,686	-1	-1	22,059	1	72	-	8,627	28
	1985-86	32,961	7	7	23,213	5	70	13	9,748	30
	1986-87	35,343	7	7	25,082	8	71	10,261	5	29
	1987-88	35,209	-	-	25,702	2	73	5	9,507	27
	1988-89	33,805	-4	-4	25,147	-2	74	-7	8,658	27
	1989-90	32,961	-4	-4	24,584	-2	75	-9	7,995	26
	1990-91	37,576	16	16	27,907	14	74	-8	9,849	25
	1991-92	45,748	21	21	33,643	14	74	23	12,105	26

TABLE 9 – Total Applications Received by Type of Legal Matter, Selected Provinces and Territories, 1982–83 to 1991–92 (1).

TABLEAU 9 – Demandes totales reçues, selon le genre d'affaire judiciaire, provinces et territoires sélectionnés, de 1982–1983 à 1991–1992 (1).

Province and Year Province et année	Total						Criminal Matters						Civil Matters					
	Affaires criminelles			Affaires civiles			Affaires criminelles			Affaires civiles			Affaires criminelles			Affaires civiles		
	Number	Percent Change Over Previous Year	Number	Percent Change Over Previous Year	Number	Percent Change Over Previous Year	Number	Percent Change Over Previous Year	Number	Percent Change Over Previous Year	Number	Percent Change Over Previous Year	Number	Percent Change Over Previous Year	Number	Percent Change Over Previous Year	Number	Percent Change Over Previous Year
British Columbia (10) Colombie-Britannique	1982–83	69,719	“	“	32,732	“	47	“	36,987	“	“	“	53	“	“	“	“	“
	1983–84	66,906	“	“	31,709	“	47	“	35,197	“	“	“	53	“	“	“	“	“
	1984–85	71,035	6	“	32,015	1	45	“	39,020	11	“	“	55	“	“	“	“	“
	1985–86	80,624	13	“	36,353	14	45	“	44,271	13	“	“	55	“	“	“	“	“
	1986–87	80,378	–	“	36,533	–	45	“	43,845	–1	“	“	54	“	“	“	“	“
	1987–88	82,342	2	“	38,163	4	46	“	44,179	1	“	“	54	“	“	“	“	“
	1988–89	88,169	5	“	39,858	4	46	“	46,511	5	“	“	55	“	“	“	“	“
	1989–90	98,722	12	“	43,810	10	45	“	52,912	14	“	“	55	“	“	“	“	“
	1990–91	110,929	15	“	53,718	23	48	“	57,211	8	“	“	52	“	“	“	“	“
	1991–92	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“
	Northwest Territories Territoires du Nord-Ouest (11)	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“
1982–83	1983–84	1,985	“	“	1,540	“	45	“	91	145	“	“	9	“	“	“	“	“
	1984–85	2,508	49	“	2,231	1	45	“	89	278	“	“	11	“	“	“	“	“
	1985–86	2,523	1	“	2,259	16	82	“	90	264	“	“	10	“	“	“	“	“
	1986–87	3,188	28	“	2,629	–15	80	“	82	559	“	“	18	“	“	“	“	“
	1987–88	2,804	–12	“	2,234	–5	80	“	80	570	“	“	20	“	“	“	“	“
	1988–89	2,945	5	“	2,347	5	80	“	80	598	“	“	20	“	“	“	“	“
	1989–90	3,549	21	“	2,891	23	81	“	81	658	“	“	19	“	“	“	“	“
	1990–91	4,254	20	“	3,511	21	83	“	83	743	“	“	17	“	“	“	“	“
	1991–92	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“
	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“
	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“
	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“
Yukon Territory (12) Territoire du Yukon	1982–83	576	7	“	412	“	72	“	164	“	“	“	28	“	“	“	“	“
	1983–84	618	“	“	435	6	70	“	183	12	“	“	30	“	“	“	“	“
	1984–85	1,142	“	“	814	71	71	“	328	29	“	“	34	“	“	“	“	“
	1985–86	1,033	–10	“	682	–16	66	“	351	7	“	“	23	“	“	“	“	“
	1986–87	1,210	17	“	935	37	77	“	275	–22	“	“	31	“	“	“	“	“
	1987–88	918	–24	“	837	–32	69	“	281	2	“	“	25	“	“	“	“	“
	1988–89	1,054	15	“	792	24	75	“	262	–7	“	“	29	“	“	“	“	“
	1989–90	1,191	13	“	841	6	71	“	350	34	“	“	32	“	“	“	“	“
	1990–91	1,338	12	“	903	7	68	“	433	24	“	“	28	“	“	“	“	“
	1991–92	1,429	7	“	1,012	12	71	“	417	–4	“	“	28	“	“	“	“	“
	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“
	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“
Canada	1982–83	675,000	–11	“	154,638	–18	23	“	241,173	“	“	“	36	“	“	“	“	“
	1983–84	601,375	717,031	19	128,055	34	21	“	197,986	–18	“	“	33	“	“	“	“	“
	1984–85	758,575	6	“	168,653	15	24	“	243,973	23	“	“	34	“	“	“	“	“
	1985–86	798,773	5	“	194,307	26	28	“	274,679	5	“	“	35	“	“	“	“	“
	1986–87	794,013	–1	“	209,357	8	27	“	265,556	–3	“	“	33	“	“	“	“	“
	1987–88	835,270	5	“	215,108	3	27	“	266,028	0	“	“	32	“	“	“	“	“
	1988–89	869,225	4	“	221,652	3	27	“	274,336	3	“	“	30	“	“	“	“	“
	1989–90	978,783	13	“	232,095	5	27	“	290,163	6	“	“	28	“	“	“	“	“
	1990–91	1,117,570	14	“	252,054	9	26	“	315,240	9	“	“	28	“	“	“	“	“
	1991–92	“	“	“	293,432	16	26	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“	“

Footnotes

Table 9 - Total Applications Received by Type of Legal Matter, Selected Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92

(1) Total Applications by Type of Legal Matter, Selected Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92 - For the purpose of creating comparable caseloads, Plans are to report all written applications for service in this table, thereby combining those requiring summary service and full service assistance. However, the total application count may not reflect all requests for assistance as most of the Plans screen applicants to some degree before an application is filed.

Note: The data reflecting approved and refused applications reported in the two following tables, may not sum to the provincial and territorial count reported in Table 9 for two reasons: First, a decision to accept or reject an application may not occur in the time period the application was made. Typically, most applications are filed and assessed within the same time period so the number carried into the next fiscal year is comparatively small.

Second, the approved application counts in Table 10 and 11 refer to full service applications only. The number of summary service applications handled by each Plan are reported in the footnotes. Consequently, the total application count approximates the sum of applications approved for service, both full service and summary service, and applications refused.

Notes

Tableau 9 - Demandes totales reçues selon le genre d'affaire judiciaire, provinces et territoires sélectionnés, de 1982-1983 à 1991-1992

(1) Demandes totales selon le genre d'affaire judiciaire, provinces et territoires sélectionnés, de 1982-1983 à 1991-1992 - Afin de créer des données comparables sur les cas, les régimes doivent déclarer toutes les demandes écrites de service dans ce tableau, regroupant ainsi celles concernant des services sommaires et celles concernant des services complets. Cependant, le total des demandes peut ne pas refléter toutes les demandes d'aide, étant donné que la plupart des régimes procèdent à un certain tri des requérants avant que ces derniers présentent une demande.

Nota: Les données sur les demandes approuvées et refusées qui figurent dans les deux tableaux suivants peuvent ne pas correspondre aux comptes provinciaux déclarés au tableau 9 pour deux raisons: premièrement, la décision d'accepter ou de refuser une demande peut ne pas être prise durant la période où la demande est présentée. En général, la plupart des demandes sont présentées et évaluées durant la même période, et le nombre reporté à l'exercice financier suivant est donc relativement petit.

Deuxièmement, le compte des demandes approuvées figurant aux tableaux 10 et 11 ne s'applique qu'aux demandes de services complets. Le nombre de demandes de services sommaires traitées par chaque régime est déclaré dans les renvois. Par conséquent, le compte total des demandes est presque équivalent à la somme des demandes approuvées (services complets et services sommaires) et des demandes refusées.

Prince Edward Island data are not reported in Tables 9 and 12 since only counts of approved applications are maintained.

Saskatchewan includes duty counsel services in both Tables 9 and 11.

(2) **Newfoundland** - Provincial statute offence cases are included in the civil count.

(3) **Nova Scotia** - Criminal matters include provincial offences. There were 644 provincial cases in 1987-88, 627 in 1988-89, 449 in 1989-90, 524 in 1990-91 and 393 in 1991-92.

(4) **New Brunswick** - Civil coverage commenced in October 1981. Civil legal aid was terminated at the end of the fiscal year 1987-88, and replaced as of April 13, 1988 with a Domestic Legal Aid program, for matters involving family violence. The following year the program was expanded to general domestic legal matters eliminating the necessity of family violence for eligibility. The program is jointly funded by the Law Foundation and the Province at \$250,000 a year each.

(5) **Quebec** - Provincial and municipal offence cases are included in the criminal count. In 1986-87, 9,297 provincial and municipal offences were reported, 9,149 in 1987-88, 11,246 in 1988-89, 11,627 in 1989-90, 13,019 in 1990-91 and 16,332 in 1991-92.

Les tableaux 9 et 12 ne contiennent pas les données pour l'Île-du-Prince-Édouard, étant donné que, dans cette province, seules les données sur les demandes approuvées sont gardées.

Les données de la Saskatchewan concernant les services d'avocats nommés d'office figurent aux tableaux 9 et 11.

(2) **Terre-Neuve** - Les cas relatifs aux infractions à des lois provinciales font partie du compte des affaires civiles.

(3) **Nouvelle-Écosse** - Les affaires criminelles comprennent les infractions aux lois provinciales. On a enregistré 644 cas relatifs aux infractions à des lois provinciales en 1987-1988, 627 cas en 1988-1989, 449 en 1989-1990, 524 en 1990-1991 et 393 en 1991-1992.

(4) **Nouveau-Brunswick** - La prestation d'aide juridique au civil a commencé en octobre 1981. L'aide juridique au civil s'est terminée à la fin de l'exercice 1987-1988 et a été remplacée, le 13 avril 1988, par un programme d'aide juridique en matière familiale pour les affaires relatives à la violence au sein de la famille. L'année suivante, le programme s'est étendu aux affaires générales en matière familiale, de sorte qu'il n'est plus nécessaire d'être victime de violence familiale pour être admissible à l'aide juridique. Le programme est financé conjointement par la Fondation pour l'avancement du droit et la province au coût de 250,000 \$ par année.

(5) **Québec** - Les cas relatifs aux infractions à des lois provinciales et aux règlements municipaux font partie du compte des affaires criminelles. En 1986-1987, 9,297 cas relatifs aux infractions à des lois provinciales et aux règlements municipaux ont été déclarés, comparativement à 9,149 cas en 1987-1988, 11,246 en 1988-1989, 11,627 en 1989-1990, 13,019 en 1990-1991 et 16,332 en 1991-1992.

(6) **Ontario** - Community clinic data are included. These clinics supplement the civil legal aid services provided by private lawyers.

(7) **Manitoba** - Summary service counts are excluded since this count combines both "drop-in" and "hot-line" types of requests for legal advice.

(8) **Saskatchewan** - Total application counts include duty counsel services and some telephone advice. Provincial offences are included in the criminal total. There were 764 provincial cases in 1987-88, 790 in 1988-89, 1,088 in 1989-90, 1,156 in 1990-91 and 853 in 1991-92.

(9) **Alberta** - Provincial statute cases are included in the criminal count. In 1985-86, there were 64 provincial cases, 112 in 1986-87, 295 in 1987-88, 367 in 1988-89, 258 in 1989-90, 214 in 1990-91 and 294 in 1991-92.

(10) **British Columbia** - Partial data for the Victoria Community Law Office are excluded in 1982-83. Criminal matters also include provincial offences.

(11) **Northwest Territories** - Data refer to the number of persons applying for legal aid services. Duty counsel counts are included. Summary service counts are not included.

(12) **Yukon Territory** - Data respecting fiscal years 1984-85 and onwards are not comparable to the figures reported in earlier years due to

(6) **Ontario** - Comprend les données sur les centres de consultation communautaires. Ces centres complètent les services d'aide juridique au civil fournis par les avocats de pratique privée.

(7) **Manitoba** - Le compte des services sommaires est exclu, étant donné qu'il englobe les demandes de conseils juridiques présentées à la réception du bureau d'aide juridique et celles faites par téléphone.

(8) **Saskatchewan** - Le nombre total de demandes comprend les services fournis par des avocats nommés d'office et certains conseils fournis par téléphone. Les cas relatifs aux infractions à des lois provinciales sont compris dans le compte des affaires criminelles. On a enregistré 764 cas relatifs aux infractions à des lois provinciales en 1987-1988, 790 cas en 1988-1989, 1,088 cas en 1989-1990, 1,156 cas en 1990-1991 et 853 cas en 1991-1992.

(9) **Alberta** - Les cas relevant des lois provinciales sont inclus dans le compte des affaires criminelles. On a relevé 64 cas reliés aux infractions à des lois provinciales en 1985-1986, 112 en 1986-1987, 295 en 1987-1988, 367 en 1988-1989, 258 en 1989-1990, 214 en 1990-1991 et 294 en 1991-1992.

(10) **Colombie-Britannique** - Les données partielles pour le «Victoria Community Law Office» sont exclues en 1982-1983. Les cas relevant des lois provinciales sont inclus dans le compte des affaires criminelles.

(11) **Territoires du Nord-Ouest** - Les données portent sur le nombre de personnes ayant demandé des services d'aide juridique. Les comptes relatifs aux avocats nommés d'office sont compris, mais ceux pour les services sommaires ne le sont pas.

(12) **Territoire du Yukon** - En raison de la mise en oeuvre d'un nouveau système d'information de gestion, les données des

the introduction of a new management information system. No distinction is made between summary and full service applications. They are all counted at the full service level.

exercices financiers 1984-1985 et suivants ne sont pas comparables avec les chiffres déclarés les années antérieures. On ne fait aucune distinction entre les demandes de services sommaires et les demandes de services complets. Ces deux genres de services sont considérés comme des services complets.

SECTION 10

Approved Applications by Type of Legal Matter, Canada, the Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92

Demandes approuvées, selon le genre d'affaire judiciaire, Canada, provinces et territoires, de 1982-1983 à 1991-1992

TABLE 10 – Approved Applications by Type of Legal Matter, Canada, the Provinces and Territories, 1982–83 to 1991–92. (1)

TABLEAU 10 – Demmandes approuvées, selon le genre d'affaire judiciaire, Canada, provinces et territoires, de 1982–1983 à 1991–1992. (1)

Province ou territoire et année	Criminal Matters										Civil Matters				
	Affaires criminelles					Affaires civiles									
	No.	Percent Change Over Previous Year	Rate per 1,000 Population	No.	Percent Change Over Previous Year	Rate per 1,000 Population	No.	Percent Change Over Previous Year	Rate per 1,000 Population	% Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	Nombre	% Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	% Rate per 1,000 Population	% Taux pour 1,000 habitants	
Newfoundland (3)	1982–83	3,935	7	2,428	—	62	4	1,507	—	—	38	3	568.9		
Terre-Neuve	1983–84	3,211	—18	6	2,297	—5	72	4	914	—39	28	2	571.8		
	1984–85	4,077	27	7	2,956	29	73	5	1,121	23	27	2	571.3		
	1985–86	7,771	91	14	4,051	37	52	7	3,720	232	48	7	569.3		
	1986–87	7,358	—5	13	5,259	30	71	9	2,059	—44	29	4	567.1		
	1987–88	7,246 (f)	—2	13	5,037	—4	70	9	2,209	5	30	4	568.6		
	1988–89	7,246 (f)	—	13	4,911	—3	68	9	2,335	6	32	4	568.1		
	1989–90	8,221 (f)	27	16	5,800	18	63	10	3,421	47	37	6	570.0 (f)		
	1990–91	8,051 (f)	—6	15	5,620	—3	65	10	3,031	—11	35	5	572.3		
	1991–92	11,836	36	21	6,138	45	68	14	3,798	25	32	7	574.4		
Prince Edward Island (4)	1982–83	751	—	6	510	—	68	4	241	—	32	2	123.0		
Île-du-Prince-Édouard	1983–84	728	—3	6	526	3	72	4	202	—16	26	2	124.4		
	1984–85	805	11	6	625	19	78	5	180	—11	22	1	125.3		
	1985–86	1,546	92	12	1,388	122	90	11	158	—12	10	1	126.1		
	1986–87	1,708	10	13	1,496	8	88	12	210	33	12	2	126.5		
	1987–88	1,732	2	14	1,465	—2	85	11	287	27	15	2	127.4		
	1988–89	1,762	2	14	1,428	—3	81	11	334	25	19	3	128.6		
	1989–90	2,189	24	17	1,782	25	81	14	407	22	19	3	129.8 (f)		
	1990–91	2,555	17	20	2,138	20	84	16	417	2	16	3	130.5 (f)		
	1991–92	2,496	—2	19	2,206	3	88	17	280	—30	12	2	129.5		
Nova Scotia (5)	1982–83	14,679	—	17	9,422	—	64	11	5,257	—	36	6	653.1		
Nouvelle-Ecosse	1983–84	14,849	1	17	9,521	1	64	11	5,322	1	36	6	660.6		
	1984–85	12,377	—	14	6,335	—	51	7	6,042	—	49	7	667.6		
	1985–86	13,518	9	16	6,760	7	50	8	6,758	12	50	8	672.1		
	1986–87	17,614	32	20	8,074	19	45	9	9,740	44	55	11	675.6		
	1987–88	20,408	15	23	8,949	11	44	10	11,459	18	56	13	679.4		
	1988–89	23,395	15	26	9,950	11	43	11	13,439	17	57	15	684.6		
	1989–90	21,521	—6	24	9,885 (e)	—1	46	11	11,636 (e)	—13	54	13	691.3 (f)		
	1990–91	20,312	—6	23	10,416	5	51	12	9,896	—15	49	11	696.8 (f)		
	1991–92	23,830	17	26	12,021	15	50	13	11,809	19	50	13	704.9		
New Brunswick (6)	1982–83	6,446	—	9	2,152	—	33	3	4,294	—	67	6	699.5		
Nouveau-Brunswick	1983–84	4,070	—37	6	1,598	—26	39	2	2,482	—42	61	4	705.1		
	1984–85	4,180	3	6	1,642	3	39	2	2,538	—2	61	4	708.1		
	1985–86	4,303	—3	6	1,848	13	43	3	2,455	—3	57	3	710.4		
	1986–87	4,184	—3	6	1,926	4	46	3	2,258	—6	54	3	710.8		
	1987–88	4,252	2	6	2,095	9	49	3	2,157	—4	51	3	712.9		
	1988–89	1,896	—55	3	1,687	—20	88	2	229	—89	12	0	715.3		
	1989–90	2,675	52	4	1,869	12	65	3	1,009	341	35	1	719.3 (f)		
	1990–91	3,653	27	5	2,188	16	59	3	1,485	47	41	2	723.8 (f)		
	1991–92	3,912	7	5	2,207	2	58	3	1,705	15	44	2	726.5		

TABLE 10 - Approved Applications by Type of Legal Matter, Canada, the Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92. (1)

TABLEAU 10 - Demandes approuvées, selon le genre d'affaire judiciaire, Canada, provinces et territoires, de 1982-1983 à 1991-1992. (1).

Province or Territory and Year	Total	Criminal Matters										Civil Matters										
		Affaires criminelles					Affaires civiles					Affaires criminelles					Affaires civiles					
		Number	Percent Change Over Previous Year	Rate per 1,000 Population	No.	Percent Change Over Previous Year	%	Rate per 1,000 Population	No.	Percent Change Over Previous Year	%	Rate per 1,000 Population	No.	Percent Change Over Previous Year	%	Rate per 1,000 Population	No.	Percent Change Over Previous Year	%	Rate per 1,000 Population		
Province ou territoire et année	Nombre	Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	Taux pour 1,000 habitants	Nombre	Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	%	Taux pour 1,000 habitants	Nombre	Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	%	Taux pour 1,000 habitants	Nombre	Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	%	Taux pour 1,000 habitants	Nombre	Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	%	Taux pour 1,000 habitants			
Quebec (7)	1982-83	228,240	..	35	79,988	..	12	146,252	..	..	65	23	6,462.5	..	..	..	6,476.9	..	..	..	6,498.4
Quebec	1983-84	227,570	-	35	81,145	1	13	146,125	-1	-1	64	23	6,476.9	..	..	..	6,498.4	..	..	..	6,522.7
	1984-85	227,085	-	35	80,419	-1	12	146,366	-	-	65	23	6,476.9	..	..	..	6,498.4	..	..	..	6,522.7
	1985-86	235,845	4	36	84,507	5	13	151,338	3	3	64	23	6,556.6	..	..	..	6,608.6	..	..	..	6,659.2
	1986-87	238,698	1	36	86,681	3	13	152,037	-	-	64	23	6,659.2	..	..	..	6,722.4 (f)	..	..	..	6,798.0 (f)
	1987-88	232,746	-2	35	88,596	2	13	144,150	-5	-5	62	22	6,659.2	..	..	..	6,722.4 (f)	..	..	..	6,873.5
	1988-89	240,674	3	36	94,387	7	14	146,307	1	1	61	22	6,873.5	..	..	..	6,941.1	..	..	..	6,941.1
	1989-90	245,853	2	37	98,087	4	15	147,786	1	1	60	22	6,941.1	..	..	..	6,941.1	..	..	..	6,941.1
	1990-91	263,700	7	39	107,810	10	41	153,890	5	5	59	23	6,941.1	..	..	..	6,941.1	..	..	..	6,941.1
	1991-92	288,783	13	43	126,693	18	42	172,090	10	10	58	25	6,941.1	..	..	..	6,941.1	..	..	..	6,941.1
Ontario (6)	1982-83	112,563	..	13	49,890	..	44	60,577	-3	-3	58	7	6,735.6	..	..	..	6,832.8	..	..	..	6,947.9
	1983-84	110,041	-2	12	49,464	-1	45	60,577	2	2	55	7	6,735.6	..	..	..	6,832.8	..	..	..	6,947.9
	1984-85	111,732	2	12	50,131	1	45	61,621	-2	-2	55	7	6,947.9	..	..	..	7,050.2	..	..	..	7,168.9
	1985-86	106,101	-5	12	51,088	2	48	65,033	-11	-11	52	6	7,050.2	..	..	..	7,168.9	..	..	..	7,336.0
	1986-87	118,873	12	13	59,028	16	50	59,845	9	9	50	7	7,336.0	..	..	..	7,491.1	..	..	..	7,491.1
	1987-88	124,911	5	13	62,858	6	50	62,053	4	4	50	7	7,491.1	..	..	..	7,648.7 (f)	..	..	..	7,648.7 (f)
	1988-89	143,823	15	15	70,382	12	49	73,441	18	18	51	8	7,648.7 (f)	..	..	..	7,811.0 (f)	..	..	..	7,811.0 (f)
	1989-90	168,262	17	17	94,241	20	46	89,900	22	22	53	9	7,811.0 (f)	..	..	..	7,989.7	..	..	..	7,989.7
	1990-91	205,035	22	21	94,241	20	46	110,794	23	23	54	11	7,989.7	..	..	..	8,161.0 (f)	..	..	..	8,161.0 (f)
	1991-92	257,342	26	26	113,524	20	44	143,818	30	30	58	14	8,161.0 (f)	..	..	..	8,336.0	..	..	..	8,336.0
Manitoba (9)	1982-83	17,486	..	17	9,985	..	57	10	7,501	43	7	1,038.2	1,049.1	1,049.1
	1983-84	17,888	1	17	10,849	7	60	10,019	-6	-6	40	7	1,049.1	..	..	..	1,057.5	..	..	..	1,057.5
	1984-85	19,389	10	18	12,372	16	64	12,707	-	-	38	7	1,057.5	..	..	..	1,065.2	..	..	..	1,065.2
	1985-86	20,332	5	19	13,728	11	68	13,604	-6	-6	32	6	1,065.2	..	..	..	1,072.0	..	..	..	1,072.0
	1986-87	22,902	13	21	15,032	9	66	14,870	19	19	34	7	1,072.0	..	..	..	1,078.8	..	..	..	1,078.8
	1987-88	24,387	6	23	16,115	7	66	15,252	5	5	34	8	1,078.8	..	..	..	1,082.7	..	..	..	1,082.7
	1988-89	23,741	-3	22	15,147	-6	64	14,854	4	4	36	8	1,082.7	..	..	..	1,084.9 (f)	..	..	..	1,084.9 (f)
	1989-90	25,502	7	24	15,780	4	62	15,722	13	13	38	9	1,084.9 (f)	..	..	..	1,084.9 (f)	..	..	..	1,084.9 (f)
	1990-91	24,956	-2	23	15,086	-4	60	14,970	2	2	40	9	1,084.9 (f)	..	..	..	1,084.9 (f)	..	..	..	1,084.9 (f)
	1991-92	26,228	5	24	15,427	2	59	14,108	9	9	41	10	1,084.9 (f)	..	..	..	1,084.9 (f)	..	..	..	1,084.9 (f)
Saskatchewan (10)	1982-83	28,610	..	28	16,346	..	64	19	10,262	38	10	982.3	983.5	983.5
	1983-84	25,846	-9	26	17,988	-2	69	18	7,958	-22	-22	31	8	983.5	1,004.8	1,004.8
	1984-85	16,767	..	17	11,830	..	71	12	4,937	29	5	1,004.8	1,010.3	1,010.3
	1985-86	17,470	4	17	12,601	9	74	13	4,569	-7	-7	28	5	1,010.3	1,015.5	1,015.5
	1986-87	18,694	13	19	13,613	7	70	14	5,881	29	29	30	6	1,015.5	1,015.5	1,015.5
	1987-88	17,769	-10	17	13,027	-6	73	13	4,742	-19	-19	27	5	1,015.5	1,015.5	1,015.5
	1988-89	18,650	5	18	13,691	5	73	14	4,939	5	5	27	5	1,015.5	1,015.5	1,015.5
	1989-90	21,885	17	22	15,983	17	73	16	5,872	18	18	27	6	1,015.5	1,015.5	1,015.5
	1990-91	22,891	5	23	16,443	3	72	17	6,448	10	10	28	6	1,015.5	1,015.5	1,015.5
	1991-92	24,121	5	24	17,614	7	73	18	6,507	1	1	27	7	1,015.5	1,015.5	1,015.5

TABLEAU 10 – Approved Applications by Type of Legal Matter, Canada, the Provinces and Territories, 1982–83 to 1991–92. (1)

Province or Territory and Year	Total										Civil Matters					
	Criminal Matters					Civil Matters										
	Number		Percent Change Over Previous Year		Rate per 1,000 Population	No.		Percent Change Over Previous Year		Rate per 1,000 Population	No.		Percent Change Over Previous Year		Population (2) ('000) (en milliers)	
Province or territory et année	Nombre	Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	Taux pour 1,000 habitants	Nombre	Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	%	Nombre	Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	%	Taux pour 1,000 habitants	Nombre	Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	%	Nombre	Taux pour 1,000 habitants	Population (2) ('000) (en milliers)
Alberta (11)	1982–83	17,267	7	13,501	11	78	6	3,766	“	22	2	2,325.5				
	1983–84	16,900	–9	6	15,044	6	80	6	3,856	2	20	2	2,337.2			
	1984–85	19,132	1	6	15,301	2	80	7	3,831	–1	20	2	2,333.3			
	1985–86	23,150	21	10	17,870	17	77	8	5,280	38	23	2	2,349.5			
	1986–87	25,599	11	11	19,840	11	78	8	5,759	9	22	2	2,367.6			
	1987–88	25,849	–	11	20,221	2	79	9	5,428	–6	21	2	2,370.3			
	1988–89	25,193	–2	11	20,058	–1	80	8	5,135	–5	20	2	2,386.1			
	1989–90	26,425	5	11	20,676	3	78	8	5,749	12	22	2	2,406.6 (f)			
	1990–91	31,208	18	13	23,734	15	78	10	7,474	30	24	3	2,488.6 (f)			
	1991–92	38,360	23	15	29,067	22	76	11	9,293	24	24	4	2,539.3			
British Columbia (12)	1982–83	37,076	–12	13	24,472	–13	68	9	12,604	“	34	5	2,798.2			
Colombie-Britannique	1983–84	32,452	20	11	21,231	19	65	8	11,221	–11	35	4	2,826.9			
	1984–85	39,016	14	14	25,232	1	65	9	13,784	23	35	5	2,858.2			
	1985–86	39,200 (e)	–	14	25,400 (e)	1	65	9	13,800 (e)	–	35	5	2,879.8			
	1986–87	44,124 (e)	13	15	28,491 (e)	12	65	10	15,633 (e)	13	35	5	2,902.6			
	1987–88	43,648 (e)	–1	15	27,471 (e)	–4	63	9	16,177 (e)	3	37	5	2,948.3			
	1988–89	48,395 (e)	11	16	30,806 (e)	11	63	10	17,789 (e)	10	37	6	3,009.9			
	1989–90	50,278 (e)	4	16	30,063 (e)	–2	60	10	20,215 (e)	14	40	7	3,085.1 (f)			
	1990–91	56,769 (e)	13	18	33,530 (e)	12	59	11	23,239 (e)	15	41	7	3,168.1 (f)			
	1991–92	70,840 (e)	24	22	43,880 (e)	31	62	14	26,760 (e)	15	38	8	3,249.4			
Northwest Territories	1982–83	1,907	–11	40	1,688	–9	69	35	219	“	11	5	48.1			
Territoire du Nord-Ouest (13)	1983–84	1,705	34	1,530	–9	90	31	175	–20	10	4	49.5				
	1984–85	1,634	–4	32	1,487	–2	92	30	137	–22	8	3	50.7			
	1985–86	2,443	50	47	2,199 (e)	47	90	42	244 (e)	78	10	5	51.9			
	1986–87	2,523	3	49	2,259	3	90	44	264	8	10	5	51.5			
	1987–88	3,008	19	58	2,480	10	82	48	528	100	18	10	52.1			
	1988–89	2,823	–13	50	2,116	–15	81	41	507	–4	19	10	52.9 (f)			
	1989–90	2,845	1	50	2,189	4	83	42	446	–12	17	8	54.3 (f)			
	1990–91	3,287	24	61	2,794	27	85	51	493	11	15	9	55.2			
	1991–92	4,030	23	73	3,427	23	85	62	603	22	15	11				
Yukon Territory (14)	1982–83	613	–	22	375	“	73	16	138	“	27	6	23.5			
Territoire du Yukon	1983–84	526	3	23	384	2	73	17	142	3	27	6	23.0			
	1984–85	602	–4	41	671	“	70	29	291	–2	30	12	23.4			
	1985–86	923	–4	39	639	–5	69	27	284	–2	31	12	23.6			
	1986–87	1,141	24	48	902	41	79	38	239	–16	21	10	23.9			
	1987–88	717	–37	29	540	–40	75	22	177	–28	25	7	24.6			
	1988–89	915	28	36	720	33	79	29	195	10	21	8	25.1			
	1989–90	1,072	17	42	776	8	72	30	298	52	28	12	26.4 (f)			
	1990–91	1,164	9	44	814	5	70	31	350	18	30	13	27.2			
	1991–92	1,284	10	47	931	14	73	34	353	1	27	13				

TABLE 10 – Approved Applications by Type of Legal Matter, Canada, the Provinces and Territories, 1982–83 to 1991–92. (1)

TABLEAU 10 – Demande approuvées, selon le genre d'affaire judiciaire, Canada, provinces et territoires, de 1982–83 à 1991–92. (1).

Province or Territory and Year

Province ou territoire et année	Total										Civil Matters				
	Criminal Matters					Affaires criminelles					Affaires civiles				
	Number	Percent Change Over Previous Year	Rate per 1,000 Population	No.	Percent Change Over Previous Year	%	Rate per 1,000 Population	No.	Percent Change Over Previous Year	%	Rate per 1,000 Population	Population (2) (en milliers)			
Province	Nombre	Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	Taux pour 1,000 habitants	Nombre	Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	%	Taux pour 1,000 habitants	Nombre	Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	%	Taux pour 1,000 habitants				
Canada	1982–83 1983–84 1984–85 1985–86 1986–87 1987–88 1988–89 1989–90 1990–91 1991–92	469,473 457,680 457,176 472,602 504,618 506,453 538,313 577,731 644,181 762,982	19 -3 -1 3 7 - 6 5 12 18	212,765 211,387 211,387 209,011 222,359 242,781 248,854 265,049 281,292 314,794 375,135	-1 -1 -1 6 9 - 7 7 12 19	45 46 46 47 48 48 49 49 49 49	9 9 8 9 10 10 10 10 12 14	256,708 246,293 248,165 250,243 261,835 257,599 273,264 268,439 329,387 387,827	— -4 1 — 5 -2 6 8 11 16	— -4 54 — 52 51 51 51 51 51	55 54 54 53 52 51 51 51 51 51	10 10 10 10 10 10 10 11 12 14	24,658,4 24,850,8 25,047,4 25,231,1 25,432,8 25,719,9 26,023,4 26,359,2 (1) 26,753,7 (1) 27,135,6		

Footnotes

Table 10 - Approved Applications by Type of Legal Matter, Canada, the Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92

- (1) **Approved Applications by Type of Legal Matter, Canada, the Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92** - By definition, summary services are excluded from this count.
- (2) **Population** - Per capita figures are based on October 1st final intercensal estimates released in Statistics Canada's Population, Catalogue No. 91-002. The 1985-86 data are final intercensal estimates; the 1986-87, 1987-88, 1988-89 and 1989-90 data are final postcensal estimates; and, the 1990-91 and 1991-92 data are preliminary postcensal estimates.
- (3) **Newfoundland** - Provincial offence matters are included in the civil count. Application for summary services are included. Data respecting fiscal years 1986-87 and onwards are not comparable to the figures reported in earlier years due to the introduction of a new management information system.
- (4) **Prince Edward Island** - Count refers to the number of charges for which legal aid services were approved, rather than to the number of applications approved for legal aid service.
- (5) **Nova Scotia** - For the years prior to 1984-85, total approved application counts include the number of applications approved for summary services. From 1984-85 onwards, applications approved for summary services are excluded. In 1984-85, 3,236 applications were

Notes

Tableau 10 - Demandes approuvées selon le genre d'affaire judiciaire, Canada, provinces et territoires, de 1982-1983 à 1991-1992

- (1) **Demandes approuvées selon le genre d'affaire judiciaire, Canada, provinces et territoires, de 1982-1983 à 1991-1992** - Les services sommaires sont, par définition, exclus de ce compte.
- (2) **Population** - Les chiffres par habitant sont fondés sur les estimations intercensitaires définitives au 1^{er} octobre, parues dans la publication Estimations de la population de Statistique Canada, no 91-002 au catalogue. Les données de 1985-1986 sont des estimations intercensitaires définitives, les données de 1986-1987, 1987-1988, 1988-1989 et 1989-1990 sont des estimations postcensitaires définitives et les données de 1990-1991 et 1991-1992 sont des estimations postcensitaires mises à jour.
- (3) **Terre-Neuve** - Les affaires relatives à des infractions relevant de lois provinciales figurent parmi les affaires civiles. Les chiffres comprennent les demandes de services sommaires. Les données concernant les exercices financiers 1986-1987 et suivants ne sont pas comparables avec les données des années antérieures, étant donné la mise en oeuvre d'un nouveau système d'information de gestion.
- (4) **Île-du-Prince-Édouard** - Les comptes désignent le nombre d'accusations pour lesquelles des services d'aide juridique ont été approuvés plutôt que le nombre de demandes de services d'aide juridique.
- (5) **Nouvelle-Écosse** - Pour les exercices financiers avant 1984-1985, le nombre total de demandes approuvées comprend le nombre de demandes de services sommaires approuvées. À partir de 1984-1985, les demandes de services sommaires sont exclues. En

approved for summary services. The figures for the following years are:

1985-86	3,518
1986-87	3,114
1987-88	2,869
1988-89	2,919
1989-90	3,041
1990-91	2,802
1991-92	3,282.

Provincial statute offences accounted for 409 of the total approved in 1984-85,

1985-86	353
1986-87	412
1987-88	465
1988-89	567
1989-90	309
1990-91	333
1991-92	187.

Family matters comprised 6,288 of the civil applications approved in 1984-85,

1985-86	5,301
1986-87	6,782
1987-88	7,525
1988-89	8,954
1989-90	7,604
1990-91	6,999
1991-92	8,303.

(6) New Brunswick - Applications for civil summary services are included.

(7) Quebec - Provincial and municipal offences are included in the criminal count. Provincial and municipal offences accounted for:

1986-87	8,647
1987-88	8,427
1988-89	10,331
1989-90	10,757
1990-91	12,126
1991-92	15,413.

Summary services are included.

1984-1985, 3,236 demandes de services sommaires ont été approuvées. Les chiffres pour les exercices suivants sont :

1985-1986	3,518
1986-1987	3,114
1987-1988	2,869
1988-1989	2,919
1989-1990	3,041
1990-1991	2,802
1991-1992	3,282.

En regard de l'ensemble des demandes approuvées, le nombre d'affaires reliées à des infractions aux lois provinciales en 1984-1985 s'élevait à 409,

1985-1986	353
1986-1987	412
1987-1988	465
1988-1989	567
1989-1990	309
1990-1991	333
1991-1992	187.

Les affaires relevant du droit de la famille représentaient 6,288 demandes parmi celles approuvées en matière civile en 1984-1985,

1985-1986	5,301
1986-1987	6,782
1987-1988	7,525
1988-1989	8,954
1989-1990	7,604
1990-1991	6,999
1991-1992	8,303.

(6) Nouveau-Brunswick - Les chiffres comprennent les demandes de services sommaires en matière civile.

(7) Québec - Les infractions aux lois provinciales et aux règlements municipaux sont comprises dans le compte des demandes en matière criminelle. Elles se chiffreraient à :

1986-1987	8,647
1987-1988	8,427
1988-1989	10,331
1989-1990	10,757
1990-1991	12,126
1991-1992	15,413.

Les services sommaires sont inclus.

(8) **Ontario** - Calendar year community clinic data are included (i.e., applications approved in calendar year 1982 are included in the 1982-83 fiscal year count). In 1982, 21,671 files were "open". The corresponding figures for the following years were:

1983-84	23,040
1984-85	24,221
1985-86	15,367
1986-87	15,407
1987-88	16,180
1988-89	28,894
1989-90	30,008
1990-91	31,713
1991-92	35,641.

Community clinics assist clients in civil matters only. The apparent decline in the number of applications approved in the 1985-86 fiscal year is due to a change in the Plan's method of counting.

In 1982-83, 130,409 applications were approved for summary services. The corresponding figures for the following years were:

1983-84	132,031
1984-85	131,433
1985-86	162,754
1986-87	159,771
1987-88	153,264
1988-89	169,223
1989-90	156,436
1990-91	193,071
1991-92	216,812.

(9) **Manitoba** - Family matters comprised 5,553 of the civil applications approved in 1985-86,

1986-87	6,774
1987-88	7,190
1988-89	7,384
1989-90	8,645
1990-91	8,750
1991-92	9,440.

Provincial offences accounted for 251 of the

(8) **Ontario** - Comprend les données sur les centres de consultation communautaires pour l'année civile (c.-à-d. que le nombre de demandes approuvées en 1982 est inclus dans le compte de l'exercice financier 1982-1983). En 1982, 21,671 dossiers ont été ouverts. Les chiffres correspondants pour les exercices suivants sont :

1983-1984	23,040
1984-1985	24,221
1985-1986	15,367
1986-1987	15,407
1987-1988	16,180
1988-1989	28,894
1989-1990	30,008
1990-1991	31,713
1991-1992	35,641.

Les centres de consultation communautaires aident les clients dans les affaires civiles uniquement. La diminution apparente du nombre de demandes approuvées au cours de l'exercice financier 1985-1986 est attribuable à un changement apporté dans la méthode de comptage du régime.

En 1982-1983, 130,409 demandes de services sommaires ont été approuvées. Les chiffres correspondants pour les exercices suivants sont:

1983-1984	132,031
1984-1985	131,433
1985-1986	162,754
1986-1987	159,771
1987-1988	153,264
1988-1989	169,223
1989-1990	156,436
1990-1991	193,071
1991-1992	216,812.

(9) **Manitoba** - Les affaires relevant du droit de la famille représentaient 5,553 demandes parmi celles approuvées en matière civile en 1985-1986,

1986-1987	6,774
1987-1988	7,190
1988-1989	7,384
1989-1990	8,645
1990-1991	8,750
1991-1992	9,440.

criminal total for 1985-86,	
1986-87	331
1987-88	280
1988-89	338
1989-90	445
1990-91	326
1991-92	250.

In 1982-83, 14,925 applications were approved for summary services. The corresponding figures for the following years were:

1983-84	20,256
1984-85	20,142
1985-86	19,195
1986-87	18,808
1987-88	18,077
1988-89	17,459
1989-90	17,376
1990-91	16,207
1991-92	17,495.

The summary services count combines both "front desk" (drop-in) and "hot-line" types of requests for legal advice.

Parmi toutes les demandes reliées à des affaires criminelles, celles ayant trait à des infractions aux lois provinciales se chiffraient à 251 en 1985-1986,

1986-1987	331
1987-1988	280
1988-1989	338
1989-1990	445
1990-1991	326
1991-1992	250.

En 1982-1983, 14,925 demandes de services sommaires ont été approuvées. Les chiffres correspondants pour les exercices suivants sont :

1983-1984	20,256
1984-1985	20,142
1985-1986	19,195
1986-1987	18,808
1987-1988	18,077
1988-1989	17,459
1989-1990	17,376
1990-1991	16,207
1991-1992	17,495.

Les chiffres total des services sommaires comprennent les demandes de renseignements présentées à la réception d'un bureau d'aide juridique et les demandes de renseignements faites par téléphone (ligne directe).

(10) Saskatchewan - Duty counsel figures are included because staff lawyers provide this service. Provincial statute offences accounted for 791 of the criminal applications approved in 1983-84,

1984-85	347
1985-86	285
1986-87	295
1987-88	202
1988-89	186
1989-90	179
1990-91 and 1991-92	130.

Family matters comprised 4,542 of the civil applications approved in 1983-84,

1984-85	4,249
1985-86	4,057
1986-87	5,506
1987-88	4,521
1988-89	4,784

(10) Saskatchewan - Comprend les chiffres d'avocats nommés d'office parce que les avocats salariés fournissent ce service. Les affaires ayant trait à des infractions aux lois provinciales représentaient 791 demandes parmi celles approuvées en matière criminelle en 1983-1984,

1984-1985	347
1985-1986	285
1986-1987	295
1987-1988	202
1988-1989	186
1989-1990	179
1990-1991 and 1991-92	130.

Les affaires relevant du droit de la famille constituaient 4,542 demandes parmi celles approuvées en matière civile en 1983-1984,

1984-1985	4,249
1985-1986	4,057

1989-90	5,712
1990-91	6,365
1991-92	6,573.

Approved applications for summary services accounted for:

1984-85	6,908
1985-86	7,492
1986-87	7,296
1987-88	7,520
1988-89	7,831
1989-90	10,463
1990-91	11,613
1991-92	9,516.

Data respecting fiscal year 1984-85 and onwards are not comparable to the figures reported in earlier years due to the introduction of a new management information system.

1986-1987	5,506
1987-1988	4,521
1988-1989	4,784
1989-1990	5,712
1990-1991	6,365
1991-1992	6,573.

Le nombre de demandes de services sommaires approuvées s'établissait à :

1984-1985	6,908
1985-1986	7,492
1986-1987	7,296
1987-1988	7,520
1988-1989	7,831
1989-1990	10,463
1990-1991	11,613
1991-1992	9,518.

En raison de la mise en oeuvre d'un nouveau système d'information de gestion, les données à partir de l'exercice financier 1984-1985 ne sont pas comparables avec les chiffres déclarés les années précédentes.

(11) Alberta - Applications for summary services (non-certificate opinions) are included. Provincial statute offences accounted for approximately 18 of the total criminal applications approved for 1984-85,

1985-86	39
1986-87	94
1987-88	49
1988-89	55
1989-90	79
1990-91	92
1991-92	111.

Family matters comprised 2,950 of the civil total in 1984-85,

1985-86	4,200
1986-87	4,543
1987-88	3,710
1988-89	3,697
1989-90	3,148
1990-91	4,606
1991-92	6,041.

(11) Alberta - Les chiffres comprennent les demandes de services sommaires (prestation de conseils sans délivrance de certificat). Les affaires ayant trait à des infractions aux lois provinciales représentaient environ 18 demandes parmi celles approuvées en matière criminelle en 1984-1985,

1985-1986	39
1986-1987	94
1987-1988	49
1988-1989	55
1989-1990	79
1990-1991	92
1991-1992	111.

Les affaires relevant du droit de la famille constituaient 2,950 demandes parmi celles approuvées en matière civile approuvées en 1984-1985,

1985-1986	4,200
1986-1987	4,543
1987-1988	3,710
1988-1989	3,697
1989-1990	3,148
1990-1991	4,606
1991-1992	6,041.

(12) **British Columbia** - Partial data for the Victoria Community Law Office were excluded in 1982-1983. Family matters comprised 5,101 of the civil applications approved (1983-84), 1984-85 and 1985-86 7,561
 1986-87 9,086
 1988-89 12,623
 1989-90 14,995
 1990-91 17,704
 1991-92 19,895.

Criminal matters also include provincial offences. No distinction is made between summary and full service applications. They are all counted at the full service level.

(13) **Northwest Territories** - The counts refer to the number of persons assisted and only include those approved through the central office. Duty counsel and summary service counts are included.

(14) **Yukon Territory** - No distinction is made between summary and full service applications. They are all counted at the full service level. Data respecting fiscal 1984-85 and onwards are not comparable to the figures reported in earlier years due to the introduction of a new management information system.

(12) **Colombie-Britannique** - Les données partielles pour le «Victoria Community Law Office» sont exclues en 1982-1983. Les affaires relevant du droit de la famille représentaient 5,101 demandes parmi celles approuvées en matière civile en 1983-1984,
 1984-1985 et 1985-1986 7,561
 1986-1987 9,086
 1988-1989 12,623
 1989-1990 14,995
 1990-1991 17,704
 1991-1992 19,895.

Les cas relevant des lois provinciales sont inclus dans le compte des affaires criminelles. On ne fait aucune distinction entre les demandes de services complets. Ces deux genres de service sont considérés comme des services complets.

(13) **Territoires du Nord-Ouest** - Les comptes renvoient au nombre de personnes aidées et ne comprennent que les cas approuvés par le bureau central. Les chiffres comprennent les services d'avocats nommés d'office et les services sommaires.

(14) **Territoire du Yukon** - On ne fait aucune distinction entre les demandes de services sommaires et les demandes de services complets. Ces deux genres de service sont considérés comme des services complets. En raison de la mise en oeuvre d'un nouveau système d'information de gestion, les données des exercices financiers 1984-1985 et suivants ne sont pas comparables aux chiffres déclarés les années précédentes.

SECTION 11

Approved Applications by Type of Professional and Type of Legal Matter, Canada, the Provinces and Territories, 1983-84 to 1991-92

Demandes approuvées, selon le genre de professionnel et selon le genre d'affaire judiciaire, Canada, provinces et territoires, de 1983-1984 à 1991-1992

TABLE 11 – Approved Applications by Type of Professional and Type of Legal Matter, Canada, Provinces and Territories, 1983–84 to 1991–92.

TABLEAU 11 – Demande approuvée, selon le genre de Professionnel et selon le genre d'affaire judiciaire, Canada, provinces et territoires, de 1983–1984 à 1991–1992.

Province or Territory and Year	Province ou territoire et année	Criminal Matters										Civil Matters										
		Affaires criminelles					Affaires privées					Affaires civiles					Praticien					
		Total	Staff Professional	Private Lawyer	Audiencia de pratique privée	No.	%	Total	Staff Professional	Private Lawyer	Audiencia de pratique privée	No.	%	Total	Staff Professional	Professionnels salariés	No.	%	No.	%		
Province ou territoire et année	Province ou territoire et année	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	
Newfoundland Terre-Neuve	1983–84	3,211						2,297											914			
	1984–85	4,077						2,956											1,121			
	1985–86	5,540						4,005											1,575			
	1986–87	7,358						5,259											2,059			
	1987–88	7,248						5,037											2,269			
	1988–89	7,246						4,811											2,335			
	1989–90	9,221						5,800											3,421			
	1990–91	8,951						5,620											3,031			
	1991–92	11,836						6,138											3,798			
Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard (1)	1983–84	726						526											202			
	1984–85	805						616											176			
	1985–86	1,546						1,367											180			
	1986–87	1,708						1,398											21			
	1987–88	1,732						1,453											43			
	1988–89	1,963						1,495											97			
	1989–90	1,989						1,428											80			
	1990–91	2,169						1,948											69			
	1991–92	2,466						1,782											134			
Nova Scotia Nouvelle-Écosse	1983–84	14,843						9,521											359			
	1984–85	12,577						8,336											313			
	1985–86	13,518						6,760											85			
	1986–87	17,614						6,074											674			
	1987–88	20,406						7,723											8,453			
	1988–89	23,395						6,507											674			
	1989–90	21,521						9,949											11,459			
	1990–91	20,312						9,395											12,035			
	1991–92	23,830						8,685											11,836			
New Brunswick Nouveau-Brunswick	1983–84	4,070						3,619											619 (e)			
	1984–85	4,180						3,198											481			
	1985–86	4,303						2,982											92			
	1986–87	4,184						3,150											1,926			
	1987–88	4,252						2,920											2,095			
	1988–89	4,898						3,896											1,927			
	1989–90	2,676						3,653											1,867			
	1990–91	3,912						3,912											1,016			
Quebec (2) Québec	1983–84	227,570						81,145											1,021			
	1984–85	227,085						80,419											2,207			
	1985–86	265,645						94,981												1,705		
	1986–87	235,988						145,939												2,482		
	1987–88	232,746						94,324												2,538		
	1988–89	240,674						97,190												2,455		
	1989–90	245,653						94,574												2,258		
	1990–91	263,700						101,842												2,157		
	1991–92	246,763						122,294												229		
Ontario	1983–84	110,041						23,040												1,705		
	1984–85	111,752						22,621												24,221		
	1985–86	108,101						15,367												55,033		
	1986–87	116,873						14,346												51,068		
	1987–88	124,911						147,130												59,028		
	1988–89	143,923						151,175												62,856		
	1989–90	158,282						164,928												64,923		
	1990–91	205,035						180,916												64,436		
	1991–92	257,342						191,701												65,973		

TABLEAU 11 – Approved Applications by Type of Professional and Type of Legal Matter, Canada, Provinces and Territories, 1983–84 to 1991–92.

Province or Territory and Year	Criminal Matters												Civil Matters													
	Affaires criminelles						Affaires civiles						Private Lawyer						Staff Professional							
	Total	Staff Professionals	Private Lawyer	Anciens de pratique privée	No	%	Total	Staff Professionals	Private Lawyer	Anciens de pratique privée	No	%	Total	Staff Professionals	Private Lawyer	Anciens de pratique privée	No	%	Total	Staff Professionals	Private Lawyer	Anciens de pratique privée	No	%		
Province ou territoire et année	No	%	No	%	No	%	No	%	No	%	No	%	No	%	No	%	No	%	No	%	No	%	No	%		
1983–84	17,688		10,849		10,849		11,372		4,322		4,322		9,398		68		7,017		7,017		7,019		7,017		7,017	
1984–85	19,389		14,133		14,133		70		15,926		15,926		15,032		4,947		33		10,085		67		6,804		6,804	
1985–86	20,332		6,199		30		17,684		30		17,684		17,452		72		11,079		69		2,017		26		4,737	
1986–87	22,902		6,984		6,984		70		16,942		16,942		16,789		72		15,115		31		5,038		31		5,853	
1987–88	24,367		8,942		8,942		28		17,425		17,425		17,264		72		15,147		4,694		31		10,453		69	
1988–89	23,741		6,749		6,749		28		16,992		16,992		16,835		72		15,780		5,015		32		10,785		69	
1989–90	25,502		7,149		7,149		28		16,353		16,353		16,196		72		15,068		4,909		33		10,177		68	
1990–91	24,856		7,204		7,204		29		17,752		17,752		17,596		71		15,427		4,875		32		9,870		68	
1991–92	26,226		7,575		7,575		29		16,653		16,653		16,498		71		15,427		4,875		32		10,552		68	
Manitoba (3)																										
1983–84																										
1984–85																										
1985–86																										
1986–87																										
1987–88																										
1988–89																										
1989–90																										
1990–91																										
1991–92																										
Saskatchewan (4)																										
1983–84																										
1984–85																										
1985–86																										
1986–87																										
1987–88																										
1988–89																										
1989–90																										
1990–91																										
1991–92																										
Alberta (5)																										
1983–84																										
1984–85																										
1985–86																										
1986–87																										
1987–88																										
1988–89																										
1989–90																										
1990–91																										
1991–92																										
British Columbia (6)																										
1983–84																										
1984–85																										
1985–86																										
1986–87																										
1987–88																										
1988–89																										
1989–90																										
1990–91																										
1991–92																										
Northwest Territories and Yukon Territory (7)																										
1983–84																										
1984–85																										
1985–86																										
1986–87																										
1987–88																										
1988–89																										
1989–90																										
1990–91																										
1991–92																										
Yukon Territory (7)																										
1983–84																										
1984–85																										
1985–86																										
1986–87																										
1987–88																										
1988–89																										
1989–90																										
1990–91																										
1991–92																										

TABLE 11 – Approved Applications by Type of Professional and Type of Legal Matter, Canada, Provinces and Territories, 1983–84 to 1991–92.

TABLEAU 11 – Demande approuvée, selon le genre d'affaire judiciaire, Canada, provinces et territoires, de 1983–1984 à 1991–1992.

Province or Territory and Year	Province ou territoire et année	Criminal Matters						Civil Matters					
		Affaires criminelles			Affaires civiles*			Affaires criminelles			Affaires civiles*		
		Total	Staff Professional	Private Lawyer	Total	Staff Professional	Private Lawyer	Total	Staff Professional	Private Lawyer	Total	Staff Professional	Private Lawyer
		No	%	No	%	No	%	No	%	No	%	No	%
Canada	1983–84	457,860				211,367				246,233			
	1984–85	457,176				209,011				248,165			
	1985–86	470,411				222,313				248,098			
	1986–87	504,616				234,134				270,482			
	1987–88	506,453				240,427				268,026			
	1988–89	538,313				265,049				273,1264			
	1989–90	577,731				261,213				298,439			
	1990–91	644,161				314,784				329,387			
	1991–92	702,982				375,156				367,827			

Footnotes

Table 11 - Approved Applications by Type of Professional and Type of Legal Matter, Canada, the Provinces and Territories, 1983-84 to 1991-92

See explanatory notes for Table 10.

(1) **Prince Edward Island** - Counts refer to the number of charges for which legal aid services were approved, rather than to the number of applications approved for legal aid services. Staff lawyers approved legal aid for 503 young offenders in 1985-86,

1986-87	465
1987-88	457
1988-89	444
1989-90	639
1990-91	625
1991-92	644.

Private bar lawyers approved 3 young offender applications in 1985-86,

1986-87	12
1987-88	18
1988-89	4
1989-90	24
1990-91	113
1991-92	80.

(2) **Quebec** - Staff lawyers approved legal aid for 8,329 young offenders in 1986-87,

1987-88	7,478
1988-89	8,029
1989-90	8,690
1990-91	8,603
1991-92	8,981.

Private bar lawyers approved 1,977 young offender applications in 1986-87,

1987-88	2,456
1988-89	2,380
1989-90	2,776

Notes

Tableau 11 - Demandes approuvées selon le genre de professionnel et d'affaire judiciaire, Canada, provinces et territoires, de 1983-1984 à 1991-1992

Voir les notes explicatives pour le tableau 10.

(1) **Île-du-Prince-Édouard** - Les comptes désignent le nombre d'accusations pour lesquelles des services d'aide juridique ont été approuvés plutôt que le nombre de demandes de services d'aide juridique approuvées. Les avocats salariés ont approuvé les demandes d'aide juridique présentées par 503 jeunes contrevenants en 1985-1986,

1986-1987	465
1987-1988	457
1988-1989	444
1989-1990	639
1990-1991	625
1991-1992	644.

Les avocats de pratique privée ont approuvé 3 demandes présentées par des jeunes contrevenants en 1985-1986,

1986-87	12
1987-88	18
1988-89	4
1989-90	24
1990-91	113
1991-92	80.

(2) **Québec** - Les avocats salariés ont approuvé les demandes d'aide juridique présentées par 8,329 jeunes contrevenants en 1986-1987,

1987-1988	7,478
1988-1989	8,029
1989-1990	8,690
1990-1991	8,603
1991-1992	8,981.

Les avocats de pratique privée ont approuvé 1,977 demandes présentées par des jeunes contrevenants en 1986-1987;

1987-1988	2,456
1988-89	2,380
1989-90	2,776

1990-91	2,560	1988-1989	2,380
1991-92	3,698.	1989-1990	2,776
		1990-1991	2,560
		1991-1992	3,698.

(3) Manitoba - Staff lawyers approved legal aid for 1,674 young offenders in 1985-86,

1986-87	1,786
1987-88	1,883
1988-89	1,609
1989-90	1,687
1990-91	1,542
1991-92	1,476.

Private bar lawyers approved 1,483 young offender applications in 1985-86,

1986-87	1,851
1987-88	1,972
1988-89	1,781
1989-90	1,886
1990-91	1,740
1991-92	1,774.

(3) Manitoba - Les avocats salariés ont approuvé les demandes d'aide juridique présentées par 1,674 jeunes contrevenants en 1985-1986,

1986-1987	1,786
1987-1988	1,883
1988-1989	1,609
1989-1990	1,687
1990-1991	1,542
1991-1992	1,476.

Les avocats de pratique privée ont approuvé 1,483 demandes présentées par des jeunes contrevenants en 1985-1986,

1986-1987	1,851
1987-1988	1,972
1988-1989	1,781
1989-1990	1,886
1990-1991	1,740
1991-1992	1,774.

(4) Saskatchewan - Staff lawyers approved legal aid for 3,297 young offenders in 1985-86,

1986-87	3,608
1987-88	3,230
1988-89	3,139
1989-90	3,805
1990-91	3,998
1991-92	4,307.

Private bar lawyers approved 63 young offender applications in 1985-86,

1986-87	42
1987-88	4
1988-89	10
1989-90	16
1990-91	13
1991-92	21.

(4) Saskatchewan - Les avocats salariés ont approuvé les demandes d'aide juridique présentées par 3,297 jeunes contrevenants en 1985-1986,

1986-1987	3,608
1987-1988	3,230
1988-1989	3,139
1989-1990	3,805
1990-1991	3,998
1991-1992	4,307.

Les avocats de pratique privée ont approuvé 63 demandes présentées par des jeunes contrevenants en 1985-1986,

1986-1987	42
1987-1988	4
1988-1989	10
1989-1990	16
1990-1991	13
1991-1992	21.

(5) Alberta - Private bar approved legal aid for 3,863 young offenders in 1985-86,	
1986-87	5,120
1987-88	5,840
1988-89	6,143
1989-90	6,398
1990-91	7,204
1991-92	8,875.

(5) Alberta - Les avocats de pratique privée ont approuvé les demandes d'aide juridique présentées par 3,863 jeunes contrevenants en 1985-1986,	
1986-1987	5,120
1987-1988	5,840
1988-1989	6,143
1989-1990	6,398
1990-1991	7,204
1991-1992	8,875.

(6) British Columbia - Staff lawyers approved legal aid for approximately 184 young offenders in 1985-86,

1986-87	140
1987-88	110
1988-89	100.

Private bar lawyers approved 3,798 young offender applications in 1985-86 and 4,980 in 1986-87.

(6) Colombie-Britannique - Les avocats salariés ont approuvé les demandes d'aide juridique présentées par environ 184 jeunes contrevenants en 1985-1986,

1986-1987	140
1987-1988	110
1988-1989	100.

Les avocats de pratique privée ont approuvé 3,798 demandes présentées par des jeunes contrevenants en 1985-1986 et 4,980 en 1986-1987.

(7) Yukon Territory - Private bar approved legal aid for 89 young offenders in 1985-86

1986-87	184
1987-88	121
1988-89	174
1989-90	148
1990-91	174
1991-92	233.

(7) Territoire du Yukon - Les avocats de pratique privée ont approuvé une aide juridique pour 89 demandes présentées par des jeunes contrevenants en 1985-1986,

1986-1987	184
1987-1988	121
1988-1989	174
1989-1990	148
1990-1991	174
1991-1992	233.

SECTION 12

Refused Applications by Type of Legal Matter and Reason for Refusal, Selected Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92

Demandes rejetées, selon le genre d'affaire judiciaire et selon la raison du refus, provinces et territoires sélectionnés, de 1982-1983 à 1991-1992

TABLEAU 12 – Refused Applications by Type of Legal Matter and Reason for Refusal, Selected Provinces and Territories, 1982–83 to 1991–92 (1).

Province or Territory and Year	Total		Total Refused						Inadmissibilité financière						Other Reasons						
			Total			Criminal			Civil			Total			Criminal			Civil			
	No.	No.	No.	No.	No.	No.	No.	No.	No.	No.	No.	No.	No.	No.	No.	No.	No.	No.	No.	No.	%
Newfoundland (2)	1982–83	3,303	1,069	32	2,234	69	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Terre-Neuve	1983–84	3,080	1,000	32	2,080	68	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1984–85	3,187	987	31	2,200	69	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1985–86	2,571	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1986–87	2,074	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1987–88	3,805	1,548	41	2,257	59	611	274	45	337	55	3,194	1,274	40	1,920	40	..	..	..	..	..
	1988–89	3,245	1,286	38	2,009	62	576	241	42	335	58	2,669	995	37	1,674	63	..	..	..	..	..
	1989–90	4,337	1,888	38	2,069	62	608	280	43	348	57	3,729	1,408	38	2,321	62	..	..	..	..	..
	1990–91	4,643	1,676	38	2,007	64	708	318	45	388	55	3,938	34	2,578	66	..	..	..	..	..	..
	1991–92	5,196	1,881	39	3,115	61	728	379	52	349	48	4,378	1,812	37	2,768	63	..	..	..	..	..
Nova Scotia	1982–83	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse	1983–84	1,507	379	25	1,128	75	925	200	22	725	78	582	179	31	403	69	..	..	..	..	..
	1984–85	1,314	377	29	1,065	71	815	194	24	621	78	499	183	37	318	63	..	..	..	..	..
	1985–86	1,495	450	29	1,143	74	978	246	25	732	75	517	184	36	333	64	..	..	..	..	..
	1986–87	1,546	403	29	1,275	75	1,056	272	26	784	74	490	131	27	359	73	..	..	..	..	..
	1987–88	1,708	433	25	1,313	77	1,206	295	24	911	76	502	138	27	364	73	..	..	..	..	..
	1988–89	1,713	400	23	1,188	72	1,083	307	28	776	72	553	151	27	402	73	..	..	..	..	..
	1989–90	1,647	461	28	1,375	70	1,054	300	28	754	72	564	154	27	410	73	..	..	..	..	..
	1990–91	5,213	1,538	30	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
New Brunswick (3)	1982–83	1,380	451	33	909	67	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1983–84	1,430	549	38	887	62	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1984–85	1,351	488	36	863	64	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1985–86	1,154	450	39	704	61	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1986–87	1,485	593	40	892	60	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1987–88	1,324	545	41	779	59	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1988–89	1,355	585	67	195	33	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1989–90	889	432	51	437	49	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1990–91	1,240	535	49	705	57	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1991–92	1,370	773	56	597	44	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Quebec (4)	1982–83	32,232	3,971	12	29,261	88	23,137	3,281	14	19,858	86	9,095	690	6	8,405	92	..	..	..	..	..
	1983–84	30,860	4,272	14	28,708	86	22,423	3,551	16	18,872	84	8,557	721	8	7,836	92	..	..	..	..	..
	1984–85	30,257	4,001	13	28,206	87	21,941	3,271	15	18,670	85	8,326	730	9	7,596	91	..	..	..	..	..
	1985–86	29,966	4,238	14	25,876	86	21,784	3,508	16	18,256	84	8,145	725	9	7,420	91	..	..	..	..	..
	1986–87	33,198	5,347	16	27,759	84	24,327	4,536	19	19,791	81	8,779	811	9	7,988	91	..	..	..	..	..
	1987–88	32,398	5,555	18	28,555	82	23,514	4,832	21	18,882	79	8,794	921	10	7,873	90	..	..	..	..	..
	1988–89	32,747	5,753	19	28,479	81	24,281	5,253	22	19,028	78	8,485	1,014	12	7,451	88	..	..	..	..	..
	1989–90	30,128	6,030	20	24,098	80	23,172	5,110	22	18,062	78	6,986	920	13	6,036	87	..	..	..	..	..
	1990–91	29,316	6,185	21	23,211	79	22,484	5,170	23	17,314	76	6,892	995	14	5,897	86	..	..	..	..	..
	1991–92	29,866	6,604	22	23,082	78	21,781	5,230	24	16,551	76	7,885	1,374	17	6,511	83	..	..	..	..	..
Ontario (5)	1982–83	35,217	18,718	52	17,501	48	7,781	3,518	45	4,283	55	28,436	15,198	53	13,238	47	..	..	..	..	..
	1983–84	35,222	17,890	51	17,402	49	7,751	3,448	44	4,303	56	27,511	14,412	52	13,099	48	..	..	..	..	..
	1984–85	36,142	18,837	52	17,305	48	7,585	3,525	47	4,040	53	28,577	15,312	54	13,265	48	..	..	..	..	..
	1985–86	32,836	18,110	45	14,726	55	6,331	3,335	53	2,998	47	28,505	14,775	56	11,730	44	..	..	..	..	..
	1986–87	36,063	19,202	53	16,891	47	6,588	3,412	52	3,156	48	29,525	15,750	53	13,735	47	..	..	..	..	..
	1987–88	35,174	18,139	52	17,041	48	6,767	3,814	58	2,953	44	28,407	14,319	50	14,088	50	..	..	..	..	..
	1988–89	34,544	18,239	53	16,305	47	7,027	3,909	58	3,118	44	27,517	14,350	52	13,187	48	..	..	..	..	..
	1989–90	38,076	19,673	52	18,403	48	7,368	4,182	57	3,186	43	30,708	15,491	50	15,217	50	..	..	..	..	..
	1990–91	39,440	19,683	50	18,777	50	6,249	3,277	52	2,972	48	33,191	16,386	49	16,805	51	..	..	..	..	..
	1991–92	34,744	15,636	45	19,108	55	5,669	2,377	42	3,292	58	29,075	13,259	46	15,816	48	..	..	..	..	..

TABLE 12 – Refused Applications by Type of Legal Matter and Reason for Refusal, Selected Provinces and Territories, 1982–83 to 1991–92 (1).

TABLEAU 12 – Demande d'affaire rejetée, selon le genre d'affaire judiciaire et selon la raison du refus, provinces et territoires sélectionnées, de 1982–1983 à 1991–1992 (1).

Province or Territory and Year Province ou territoire et année	Financial Ineligibility Inadmissibilité financière										Other Reasons Autres raisons											
	Total Refused					Total des demandes rejetées					Total					Criminal					Civil	
	Total	Criminal	Affaires criminelles	Civil	Affaires civiles	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	
Manitoba																						
1982–83	4,839	2,211	46	2,628	54	2,774	54	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1983–84	5,101	2,327	42	3,145	58	3,123	56	3,396	62	1,222	62	1,274	38	2,450	65	1,601	649	35	849	72	722	
1984–85	5,431	2,286	42	3,723	64	3,803	69	3,291	67	2,210	67	1,081	33	2,591	64	1,869	64	1,142	64	36	728	
1985–86	5,846	3,723	64	4,079	69	4,222	64	2,343	36	3,433	2,232	65	1,201	35	3,132	64	1,990	64	2,209	64	36	
1986–87	5,882	4,079	65	6,585	64	6,490	64	2,639	36	1,194	764	64	430	36	6,135	64	3,926	64	2,209	64	36	
1987–88	6,585	4,222	64	7,329	64	7,634	61	3,042	39	894	383	43	57	51	4,409	64	2,531	64	2,741	64	36	
1988–89	7,329	4,792	61	8,331	62	8,331	62	3,193	38	782	330	42	58	51	4,409	64	2,531	64	2,741	64	36	
1989–90	7,634	5,139	61	9,451	61	9,669	61	3,518	39	929	478	51	451	49	8,040	62	4,973	62	3,067	62	35	
Saskatchewan																						
1982–83	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1983–84	1,403	544	59	373	41	438	41	506	56	245	56	183	44	479	56	283	56	223	44	237	56	
1984–85	917	520	59	363	41	387	39	398	39	287	39	374	37	304	60	189	40	144	36	480	31	
1985–86	883	571	67	658	67	647	63	637	63	522	44	627	321	503	60	189	40	518	343	688	175	
1986–87	888	638	67	1,021	67	1,021	67	677	56	869	52	835	469	835	56	366	44	572	356	622	216	
1987–88	1,021	647	63	1,199	67	1,199	67	816	48	869	52	835	469	835	44	347	41	503	59	593	59	
1988–89	1,199	1,085	67	1,228	719	59	509	41	836	516	62	320	38	392	38	320	38	392	38	52	189	
1989–90	1,228	1,228	59	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1990–91	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1991–92	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Alberta (5)																						
1982–83	10,745	5,933	55	4,812	45	4,812	45	1,429	638	1,072	59	739	41	591	41	9,316	55	5,722	58	4,070	45	
1983–84	11,603	6,794	59	4,809	41	4,809	41	1,811	1,072	1,072	59	739	41	9,792	41	9,792	53	5,830	58	4,145	42	
1984–85	11,554	6,758	58	5,293	54	5,293	54	1,579	42	1,554	46	1,554	46	698	58	656	42	6,258	4395	53	3,863	47
1985–86	9,812	5,293	54	5,337	55	5,337	55	4,407	45	4,407	45	1,699	1,073	63	626	37	8,045	64	5,975	53	3,781	47
1986–87	9,744	5,337	55	9,560	58	9,560	58	3,993	42	3,993	42	1,839	1,045	64	594	38	7,921	4522	5,221	57	3,399	43
1987–88	9,612	6,829	79	8,612	79	8,612	79	1,783	21	1,854	21	1,854	21	8,088	87	248	13	6,758	5221	77	1,537	23
1988–89	8,612	6,154	63	8,998	63	8,998	63	2,255	37	1,814	1,275	1,814	1,275	70	539	30	4,340	60	2,623	60	1,717	40
1989–90	6,154	6,548	75	4,993	75	4,993	75	1,655	25	2,134	1,473	1,473	69	861	31	4,414	77	994	23	2,420	58	
1990–91	6,548	4,976	62	7,388	62	7,388	62	2,812	38	3,081	2,095	2,095	68	985	32	4,307	2,481	1,826	42	1,826	42	
British Columbia Colombie-Britannique																						
1982–83	32,643	8,260	25	24,383	75	24,383	75	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1983–84	27,890	6,477	23	21,413	77	21,413	77	24,513	(6)	24,513	(6)	28,105	(6)	77	27,630	(6)	78	26,320	(6)	78	26,098	(6)
1984–85	31,835	(6)	36,500	(6)	8,395	(6)	7,580	(6)	7,580	(6)	7,580	(6)	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22
1985–86	31,835	(6)	36,500	(6)	33,947	(6)	7,587	(6)	7,587	(6)	7,587	(6)	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22
1986–87	35,210	(6)	35,210	(6)	35,220	(6)	9,524	(6)	9,524	(6)	9,524	(6)	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27
1987–88	35,210	(6)	35,220	(6)	40,000	(6)	40,376	..	40,376	..	40,376	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1988–89	181	118	65	148	97	148	97	118	65	148	97	148	97	148	97	148	97	148	97	148	97	
1989–90	300	148	97	300	148	300	148	148	97	300	148	300	148	300	148	300	148	300	148	300	148	
1990–91	252	97	37	252	97	252	97	118	65	148	97	148	97	148	97	148	97	148	97	148	97	
1991–92	224	64	38	224	64	224	64	118	65	148	97	148	97	148	97	148	97	148	97	148	97	
Northwest Territories Territoires Nord-Ouest (7)																						
1982–83	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1983–84	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1984–85	51	43	44	44	44	44	44	44	44	44	44	44	44	44	44	44	44	44	44	44	44	
1985–86	68	29	15	52	52	52	52	52	52	52	52	52	52	52	52	52	52	52	52	52	52	
1986–87	29	15	52	52	52	52	52	52	52	52	52	52	52	52	52	52	52	52	52	52	52	
1987–88	102	58	57	44	44	44	44	44	44	44	44	44	44	44	44	44	44	44	44	44	44	
1988–89	181	118	65	148	97	148	97	148	97	148	97	148	97	148	97	148	97	148	97	148	97	
1989–90	300	148	97	300	148	300	148	148	97	300	148	300	148	300	148	300	148	300	148	300	148	
1990–91	252	97	37	252	97	252	97	118	65	148	97	148	97	148	97	148	97	148	97	148	97	
1991–92	224	64	38	224	64	224	64	118	65	148	97	148	97	148	97	148	97	148	97	148	97	

TABLE 12 – Refused Applications by Type of Legal Matter and Reason for Refusal. Selected Provinces and Territories, 1982–83 to 1991–92 (1).

TABLEAU 12 – Demandes rejetées, selon le genre d'affaire judiciaire et selon la raison du rejet, provinces et territoires sélectionnés, de 1982–1983 à 1991–1992 (%).

Footnotes

Table 12 - Refused Applications by Type of Legal Matter and Reason for Refusal, Selected Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92

(1) **Refused Applications by Type of Legal Matter and Reason for Refusal, Selected Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92** - Most of the Plans screen applicants to some degree before an application is filed. For this reason, the refused application count does not always include those who are denied services before they file an application. In only two provinces are applications taken from all applicants: Newfoundland and New Brunswick.

(2) **Newfoundland** - Provincial statute offence cases are included in the civil count. Applications for summary services are included.

(3) **New Brunswick** - Applications for civil summary services are included. Civil legal aid was terminated at the end of the fiscal year 1987-88, and replaced as of April 13, 1988 with a Domestic Legal Aid program, for matters involving family violence. The following year the program was expanded to general domestic legal matters eliminating the necessity of family violence for eligibility. The program is jointly funded by the Law Foundation and the Province at \$250,000 a year each.

(4) **Quebec** - Applications for provincial and municipal offence cases are included in the criminal count.

Notes

Tableau 12 - Demandes rejetées selon le genre d'affaire judiciaire et raison du refus, provinces et territoires selectionnés, de 1982-1983 à 1991-1992

(1) **Demandes rejetées selon le genre d'affaire judiciaire et raison du refus, provinces et territoires selectionnés, de 1982-1983 à 1991-1992** - La plupart des régimes procèdent à un certain tri des requérants avant que ceux-ci présentent une demande officielle. C'est pourquoi le nombre de demandes rejetées ne tient pas toujours compte des personnes à qui on a refusé les services avant qu'elles aient présenté une demande. Deux provinces seulement acceptent que tous les requérants présentent des demandes: Terre-Neuve et le Nouveau-Brunswick.

(2) **Terre-Neuve** - Les cas relatifs à des infractions aux lois provinciales figurent parmi les affaires civiles. Les chiffres comprennent les demandes de services sommaires.

(3) **Nouveau-Brunswick** - Les chiffres comprennent les demandes de services sommaires. L'aide juridique au civil s'est terminée à la fin de l'exercice 1987-1988 et a été remplacée, le 13 avril 1988, par un programme d'aide juridique en matière familiale pour les affaires relatives à la violence au sein de la famille. L'année suivante, le programme s'est étendu aux affaires générales en matière familiale, de sorte qu'il n'est plus nécessaire d'être victime de violence familiale pour être admissible à l'aide juridique. Le programme est financé conjointement par la Fondation pour l'avancement du droit et la province au coût de 250,000 \$ par année.

(4) **Québec** - Les demandes relatives à des infractions aux lois provinciales et aux règlements municipaux figurent parmi les affaires criminelles.

(5) **Ontario** - Community clinic data are excluded. These clinics handle civil matters only.

(6) **Alberta** - The criminal count includes 235 provincial offences for fiscal year 1987-88, 213 for 1988-89, 179 for 1989-90 and 132 for 1990-91.

(7) **Northwest Territories** - Refers to the number of persons not assisted.

(8) **Yukon Territory** - Data respecting fiscal 1984-85 and onwards are not comparable to the figures reported in earlier years due to the introduction of a new management information system.

(5) **Ontario** - Les données sur les centres de consultation communautaires sont exclues. Ces centres ne traitent que les affaires civiles.

(6) **Alberta** - Le compte des affaires criminelles comprend 235 affaires relatives à des infractions aux lois provinciales pour l'exercice financier 1987-1988, 213 pour 1988-1989, 179 pour 1989-1990 et 132 pour 1990-1991.

(7) **Territoires du Nord-Ouest** - Désigne le nombre de personnes n'ayant bénéficié d'aucune aide.

(8) **Territoire du Yukon** - En raison de la mise en oeuvre d'un nouveau système d'information de gestion, les données des exercices financiers 1984-1985 et suivants ne sont pas comparables avec les chiffres déclarés les années précédentes.

SECTION 13

Duty Counsel Services by Type of Legal Matter, Canada, Selected Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92

Service d'avocats nommés d'office, selon le genre d'affaire judiciaire, provinces et territoires sélectionnés, de 1982-1983 à 1991-1992

TABLE 13 – Duty Counsel Services by Type of Legal Matter, Selected Provinces and Territories, 1982–83 to 1991–92 (1).

TABLEAU 13 – Services d'avocats nommés d'office, selon le genre d'affaire judiciaire, provinces et territoires sélectionnées, de 1982–1983 à 1991–1992 (1).

Province or Territory and Year	Total	Duty Counsel Services Services d'avocats nommés d'office			
		Criminal Matters		Civil Matters	
		No.	%	No.	%
Newfoundland (2)	1982–83	1,324		1,280	97
Terre–Neuve	1983–84	109		109	100
	1984–85	948		925	98
	1985–86	1,140		1,071	94
	1986–87	2,486		2,479	100
	1987–88	2,467		2,451	99
	1988–89	2,597		2,597	100
	1989–90	3,810		3,802	100
	1990–91	4,243		4,125	97
	1991–92	5,534		5,519	100
Prince Edward Island (3)	1982–83	..		..	..
Île-du-Prince-Édouard	1983–84	..		..	..
	1984–85	..		..	..
	1985–86	..		..	..
	1986–87	..		..	..
	1987–88	..		..	..
	1988–89	..		..	..
	1989–90	..		..	..
	1990–91	..		..	..
	1991–92	..		..	..
Nova Scotia	1982–83	..		..	..
Nouvelle-Écosse	1983–84	..		..	..
	1984–85	252		..	..
	1985–86	158		..	..
	1986–87	156		..	..
	1987–88	239		..	..
	1988–89	257		..	..
	1989–90	197		..	..
	1990–91	199		199	100
	1991–92	..		..	..
New Brunswick (4)	1982–83	19,703		14,724	75
Nouveau-Brunswick	1983–84	17,782		13,761	77
	1984–85	16,655		12,299	74
	1985–86	15,827		11,834	76
	1986–87	17,088		13,320	78
	1987–88	15,991		12,161	76
	1988–89	13,788		12,688	92
	1989–90	12,770		11,731	92
	1990–91	13,991		12,584	90
	1991–92	19,087		17,478	92
Quebec	1982–83	..		..	..
Québec	1983–84	..		..	..
	1984–85	..		..	..
	1985–86	..		..	..
	1986–87	..		..	..
	1987–88	..		..	..
	1988–89	..		..	..
	1989–90	..		..	..
	1990–91	..		..	..
	1991–92	..		..	..
Ontario (5)	1982–83	244,626		196,134	80
	1983–84	248,725		192,690	77
	1984–85	270,129		209,758	78
	1985–86	281,821		221,338	79
	1986–87	218,544		152,585	70
	1987–88	219,083		157,241	72
	1988–89	301,327		242,392	80
	1989–90	318,636		257,333	81
	1990–91	342,794 (r)		277,784 (r)	81
	1991–92	375,118		308,366	82

TABLE 13 – Duty Counsel Services by Type of Legal Matter, Selected Provinces and Territories, 1982–83 to 1991–92 (1).

TABLEAU 13 – Services d'avocats nommés d'office, selon le genre d'affaire judiciaire, provinces et territoires sélectionnées, de 1982–1983 à 1991–1992 (1).

Province or Territory and Year Province ou territoire et année	Total No.	Duty Counsel Services Services d'avocats nommés d'office			
		Criminal Matters Affaires criminelles		Civil Matters Affaires civiles	
		No.	%	No.	%
Manitoba	1982–83	19,226	..	..	..
	1983–84	23,216	..	..	..
	1984–85	22,150	..	..	..
	1985–86	24,247	..	..	..
	1986–87	27,219	..	..	..
	1987–88	28,052	..	..	..
	1988–89	27,351	..	..	..
	1989–90	28,448	..	..	..
	1990–91	25,733	..	..	..
	1991–92	27,330	..	..	..
Saskatchewan (6)	1982–83	..	..	..	..
	1983–84	..	..	..	..
	1984–85	..	..	..	..
	1985–86	..	..	..	..
	1986–87	..	..	..	..
	1987–88	..	..	..	..
	1988–89	..	..	..	..
	1989–90	..	..	..	..
	1990–91	3,716	3,716	100	..
	1991–92	5,064	5,064	100	..
Alberta (7)	1982–83	15,485	15,481	100	4
	1983–84	18,744	18,744	100	..
	1984–85	19,464	19,484	100	..
	1985–86	22,803	22,803	100	..
	1986–87	25,382	25,382	100	..
	1987–88	29,870	29,870	100	..
	1988–89	32,281	32,281	100	..
	1989–90	46,061	45,939	100	122
	1990–91	48,843	48,402	99	441
	1991–92	61,008	60,537	99	471
British Columbia Colombie-Britannique	1982–83	..	..	..	..
	1983–84	..	..	..	..
	1984–85	..	..	..	..
	1985–86	32,843 (e)	32,463	99	380
	1986–87	35,649 (e)	35,249	99	400
	1987–88	37,294 (e)	36,835 (e)	99	359 (e)
	1988–89	38,644	38,052	98	592
	1989–90	38,839	37,955	98	884
	1990–91	42,800	41,775	98	1,025
	1991–92	48,050	47,750 (e)	99	300 (e)
Yukon Territory (8) Territoire du Yukon	1982–83	..	..	..	..
	1983–84	..	..	..	..
	1984–85	..	..	..	..
	1985–86	199	199	100	..
	1986–87	172	172	100	..
	1987–88	52	52	100	..
	1988–89	130	130	100	..
	1989–90	130	130	100	..
	1990–91	208	156	75	52
	1991–92	208	156	75	52

Footnotes

Table 13 - Duty Counsel Services by Type of Legal Matter, Selected Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92

(1) Duty Counsel Services by Type of Legal Matter, Selected Provinces and Territories, 1982-83 to 1991-92 - Includes matters handled on court circuit as well as those handled in permanent court location or any location other than a legal aid office.

(2) Newfoundland - All duty counsel services apart from those provided on court circuit were suspended between January 1983 and March 1984. In April 1984, duty counsel services were reinstated in St. John's. Provincial statute offence matters are included in the civil counts.

(3) Prince Edward Island - An after hours telephone duty counsel system was instituted in July 1990 employing two private counsel on a rotational basis. Due to costs and the cap on federal contributions the program was terminated in January 1991. Since January 1991 there has been no duty counsel system as defined by the Supreme Court of Canada in the Brydges case. The services of staff counsel are available during regular office hours. Staff lawyers may at their discretion take calls after hours but they are not paid for doing so.

(4) New Brunswick - Persons assisted are counted.

(5) Ontario - Civil duty counsel may also be provided in family court. Duty counsel is provided in provincial court, not circuit court. Criminal duty counsel figures include salaried

Notes

Tableau 13 - Services d'avocats nommés d'office selon le genre d'affaire judiciaire, provinces et territoires sélectionnés, de 1982-1983 à 1991-1992

(1) Services d'avocats nommés d'office selon le genre d'affaire judiciaire, provinces et territoires sélectionnés, de 1982-1983 à 1991-1992 - Comprend les affaires traitées par les tribunaux itinérants de même que par les tribunaux permanents ou en tout endroit autre qu'un bureau d'aide juridique.

(2) Terre-Neuve - Tous les services d'avocats nommés d'office, sauf ceux qui sont assurés pour les tribunaux itinérants, ont été suspendus entre janvier 1983 et mars 1984. En avril 1984, les services d'avocats nommés d'office ont été rétablis à St. John's. Les causes relatives à des infractions aux lois provinciales figurent parmi les affaires civiles.

(3) Île-du-Prince-Édouard - Après les heures de travail, un système de consultation par téléphone a été mis en place en juillet 1990; il emploie deux avocats de pratique privée travaillant par rotation. En raison des coûts et de la restriction des contributions fédérales, le programme a pris fin en janvier 1991. Depuis lors, il n'existe plus de système de consultation tel que défini par la Cour suprême du Canada dans la cause Brydges. Les services d'avocats salariés sont fournis durant les heures normales de travail. Les avocats salariés peuvent à leur discrétion répondre aux appels après les heures, mais ils ne sont pas payés pour le faire.

(4) Nouveau-Brunswick - On compte les personnes ayant bénéficié de l'aide juridique.

(5) Ontario - Des services d'avocats nommés d'office en matière civile peuvent également être offerts dans les tribunaux de la famille. Les chiffres des services d'avocats nommés

duty counsel for all years except 1986-87 and 1987-88.

(6) **Saskatchewan** - Does not include circuit court cases, which are included in the count for full service applications assigned to staff lawyers. In February 1990, the Supreme Court of Canada rendered a judgement in the case R. v. Brydges in which the court has determined that an accused person has the right to immediate, although temporary, advise from duty counsel, irrespective of financial status. The Commission provides "after regular hour" coverage through a private law firm.

(7) **Alberta** - Cases coming before criminal courts are typically provided duty counsel services. Duty Counsel is also provided for mental health review panels. There were 1308 provincial statute matters included in the criminal count in 1987-88, 1423 (1988-89), and 5161 (1989-90).

(8) **Yukon Territory** - Provincial statute offence matters comprised 270 of the criminal duty counsel count in 1983-84, 658 in 1984-85, 979 in 1985-86 and 1,281 in 1986-87. These numbers include duty counsel number of days in Whitehorse only. The Yukon Legal Services Society provides duty counsel on weekends and each weekend is counted as one day. Days on circuit court outside Whitehorse are not included.

d'office en matière criminelle comprennent les services d'avocats salariés nommés d'office pour toutes les années, sauf 1986-1987 et 1987-1988.

(6) **Saskatchewan** - Ne comprend pas les causes entendues par les tribunaux itinérants, lesquelles sont prises en compte dans les demandes de services complets assignées aux avocats salariés. En février 1990, la Cour suprême du Canada a rendu un jugement dans la cause R. c. Brydges, selon lequel un accusé a le droit d'obtenir de façon immédiate mais temporaire les conseils d'un avocat nommé d'office, sans égard à sa situation financière. La Commission fournit des services d'aide juridique «en dehors des heures normales de bureau» par l'intermédiaire d'un cabinet d'avocats de pratique privée.

(7) **Alberta** - Les personnes dont la cause est entendue devant un tribunal criminel reçoivent généralement les services d'un avocat nommé d'office. Des services d'avocats nommés d'office sont également fournis aux comités d'examen de la santé mentale. Le compte des affaires criminelles comprend 1,308 affaires relatives à des infractions aux lois provinciales en 1987-1988, 1,423 en 1988-1989 et 5,161 en 1989-1990.

(8) **Territoire du Yukon** - Les affaires relatives à des infractions aux lois provinciales représentaient 270 cas parmi ceux où l'on a recours aux services d'avocats nommés d'office en matière criminelle en 1983-1984, 658 en 1984-1985, 979 en 1985-1986 et 1,281 en 1986-1987. Ces chiffres comprennent le nombre de jours de travail des avocats nommés d'office à Whitehorse seulement. La «Yukon Legal Services Society» fournit les services d'avocats nommés d'office durant la semaine, et chaque fin de semaine compte pour une journée. Les jours d'audience des tribunaux itinérants ayant siégé en dehors de Whitehorse ne sont pas inclus.

SECTION 14

Total Appeals, Approved and Refused, by Type of Legal Matter, Selected Provinces and Territories, 1987-88 to 1991-92

Nombre total d'appels approuvés et rejetés, selon le genre d'affaire judiciaire, provinces et territoires sélectionnés, de 1987-1988 à 1991-1992

Tableau 14 – Total Appeals, Approved and Refused, by Type of Legal Matter, Selected Provinces and Territories, 1987–88 to 1991–92.

TABLEAU 14 – Nombre total d'appels approuvés et refusés, selon le genre d'affaire judiciaire, provinces et territoires sélectionnées, de 1987–1988 à 1991–1992.

Province or Territory and Year	Province ou territoire et année	Total Appeals												Approved				Refused					
		Total Appeals												Approuvés				Refusés					
		Criminal Matters			Civil Matters			Total			Criminal Matters			Civil Matters			Total			Affaires criminelles			
		No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	
Newfoundland	1987–88	88		—		—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Terre-Neuve	1988–89	89		—		—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1989–90	90		—		—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1990–91	91		—		—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1991–92	92		—		—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Prince Edward Island	1987–88	48		—		—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Tle.-du-Prince-Édouard	1988–89	—		—		—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1989–90	—		—		—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1990–91	—		—		—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1991–92	—		—		—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Nova Scotia	1987–88	—		—		—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Nouvelle-Écosse	1988–89	—		—		—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1989–90	—		—		—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1990–91	—		—		—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1991–92	—		—		—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
New Brunswick	1987–88	19		—		—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Nouveau-Brunswick	1988–89	26		—		—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1989–90	20		—		—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1990–91	15		—		—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1991–92	25		—		—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Québec	1987–88	—		—		—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Québec	1988–89	—		—		—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1989–90	—		—		—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1990–91	—		—		—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1991–92	—		—		—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Ontario	1987–88	2,588		—		—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1988–89	2,068		—		—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1989–90	2,116		—		—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1990–91	2,440		—		—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1991–92	3,444		—		—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Manitoba	1987–88	432		366		85		15		344		278		81		68		19		29		100	
	1988–89	—		—		—		—		—	—	329		71		816		94		23		100	
	1989–90	—		—		—		—		—	—	340		262		901		78		22		100	
	1990–91	—		—		—		—		—	—	333		261		873		72		26		100	
	1991–92	—		—		—		—		—	—	292		215		—		77		—		—	
Saskatchewan	1987–88	—		—		—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1988–89	—		—		—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1989–90	—		—		—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1990–91	—		—		—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1991–92	—		—		—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	

Table 14 – Total Appeals, Approved and Refused, by Type of Legal Matter, Selected Provinces and Territories, 1987–88 to 1991–92.

TABLEAU 14 – Nombre total d'appels approuvés et rejetés, selon le genre d'affaire judiciaire, provinces et territoires sélectionnées, de 1987–1988 à 1991–1992.

Province or Territory and Year Province ou territoire et année	Total Appeals Total des appels										Approved Approuvés										Refused Refusés									
	Total					Criminal Matters Affaires criminelles					Civil Matters Affaires civiles					Total					Criminal Matters Affaires criminelles					Civil Matters Affaires civiles				
	No.	%	No.	%	No.	No.	%	No.	%	No.	No.	%	No.	%	No.	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%			
Alberta	1987–88	1,010	945	94	65	6		554	528	95	28	5		456	417	91	39	9												
	1988–89	597	596	100	1	—		544	544	100	—	—		53	52	98	1	2												
	1989–90	1,474	1,474	100	—	—		1,219	1,219	100	—	—		255	255	100	—	—												
	1990–91	832	813	98	19	2		558	539	97	19	3		274	274	100	—	—												
	1991–92	942	776	82	18			682	516	76	166	24		260	260	100	—	—												
British Columbia	1987–88	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Colombie-Britannique	1988–89	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	1989–90	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	1990–91	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	1991–92	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Northwest Territories	1987–88	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Territoires du Nord-Ouest	1988–89	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	1989–90	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	1990–91	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	1991–92	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Yukon Territory	1987–88	37	37	100	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Territoire du Yukon	1988–89	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	1989–90	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	1990–91	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	1991–92	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		

SECTION 15

**Incoming Civil Dossiers Processed Under
the Interprovincial Reciprocity
Agreement, 1985-86 to 1991-92**

**Dossiers reçus traités en vertu de l'Accord
interprovincial de réciprocité en matière
civile, de 1985-1986 à 1991-1992**

TABLEAU 15 – Incoming Civil Dossiers Processed Under the Interprovincial Reciprocity Agreement, 1985–86 to 1991–92. (1)

TABLEAU 15 – Dossiers reçus en vertu de l'Accord inter provincial de réciprocité en matière civile, de 1985–1986 à 1991–1992. (1)

Province or Territory and Year Province ou territoire et année	Total	Nfld. T.-N.	P.E.I. I.-P.-É.	N.S. N.-É.	N.B. N.-B.	Que. Qc	Ont. Ont.	Man. Man.	Sask. Sask.	Alta. Alb.	B.C. C.-B.	NWT T.-N.-O.	(From / De)	
													Outside Canada Yuk. Extérieur du Canada	
Newfoundland Terre-Neuve	1985–86	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1986–87	4	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1987–88	4	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1988–89	4	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1989–90	4	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1990–91	4	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1991–92	5	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard	1985–86	5	..	..	..	2	1	1	1	..	..	..	..	..
	1986–87	4	..	..	..	1	1	1	1	..	..	..	..	..
	1987–88	3	..	..	..	2	1	1	1	..	..	..	..	..
	1988–89	5	..	..	..	2	1	1	1	..	..	..	..	..
	1989–90	4	..	..	..	1	1	1	1	..	..	..	..	..
	1990–91	15	..	..	2	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1991–92	–	..	..	–	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nova Scotia Nouvelle-Écosse	1985–86	98	..	..	..	17	..	..	..	..	..	..	..	..
	1986–87	111	5	5	4	12	10	41	3	..	..	..	..	..
	1987–88	94	3	3	1	..	..	..	3	18	..	..	..	..
	1988–89	40	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1989–90	72	9	..	..	11	4	30	2	..	..	..	..	..
	1990–91	96	8	5	..	12	4	39	2	..	..	..	..	..
	1991–92	154	21	4	..	30	10	52	3	..	..	..	..	..
New Brunswick Nouveau-Brunswick	1985–86	55	2	1	22	..	11	12	1	..	..	..	..	..
	1986–87	40	..	2	7	..	9	11	3	..	..	..	..	..
	1987–88	31	1	..	10	..	9	5	..	..	..	..	..	..
	1988–89	4	..	..	..	..	..	2	1	..	..	..	..	..
	1989–90	23	..	..	..	..	..	4	9	..	..	..	..	..
	1990–91	36	..	1	..	..	..	11	9	..	..	..	..	..
	1991–92	33	..	..	..	..	..	5	13	1	..	..	..	..
Quebec Québec	1985–86	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1986–87	123	2	..	..	7	17	..	74	3	..	..	..	..
	1987–88	119	..	..	..	1	7	10	..	69	2	..	..	..
	1988–89	156	2	..	..	..	13	1	..	110	3	..	..	..
	1989–90	321	2	..	..	..	10	9	..	266	4	..	..	..
	1990–91	785	..	..	..	..	..	9	17	..	695	8	..	..
	1991–92	444	..	..	..	..	..	17	14	..	360	5	1	..
Ontario	1985–86	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1986–87	370	13	1	35	..	12	..	88	..	36	..	..	..
	1987–88	404	11	2	67	..	9	115	..	..	46	9	..	..
	1988–89	430	14	5	70	..	3	106	..	..	50	10	..	..
	1989–90	662	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1990–91	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1991–92	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

TABLE 15 – Incoming Civil Dossiers Processed Under the Interprovincial Reciprocity Agreement, 1985–86 to 1991–92. (1)

TABLEAU 15 – Dossiers reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité en matière civile, de 1985–1986 à 1991–1992. (1)

(To / À / Au)												(From / De)			
Province or Territory and Year Province ou territoire et année	Total	Nfld. T.-N.	P.E.I. 1.-P.-É.	N.S. N.-É.	N.B. N.-B.	Que Qc	Ont Ont.	Man Man.	Sask. Sask.	Alta Alb.	B.C. C.-B.	NWT	T.-N.-O	Yuk Yuk. Extérieur du Canada	
Manitoba															
1985–86	122	—	—	5	1	7	27	... 14	35	33	—	—	—	—	
1986–87	126	1	—	2	1	2	41	... 15	34	30	—	—	—	—	
1987–88	87	—	—	5	—	1	29	... 17	25	9	1	—	—	—	
1988–89	143	—	—	2	—	3	50	... 19	31	38	—	—	—	—	
1989–90	174	—	—	5	2	—	45	... 24	42	55	—	—	—	1	
1990–91	216	—	—	3	5	5	54	... 34	43	71	—	—	—	1	
1991–92	228	1	—	1	1	3	75	... 32	37	73	2	—	—	3	
Saskatchewan															
1985–86	90	1	—	1	—	—	3	4	15	... 41	24	—	—	1	
1986–87	104	—	—	1	—	4	3	25	... 10	49	19	2	1	—	
1987–88	74	—	—	—	2	—	8	10	... 12	30	21	—	2	—	
1988–89	94	—	—	—	2	—	—	23	... 19	31	25	1	—	—	
1989–90	92	1	—	—	1	2	—	—	33	28	—	—	—	—	
1990–91	190	—	2	—	1	3	14	24	20	63	65	—	—	—	
1991–92	185	—	—	—	—	—	—	10	32	... 75	65	—	—	—	
Alberta															
1985–86	317	14	—	11	5	13	55	23	39	... 145	7	—	—	5	
1986–87	340	4	—	14	10	10	52	30	40	... 165	6	4	—	5	
1987–88	292	1	4	9	6	15	58	35	14	... 143	7	—	—	—	
1988–89	391	1	1	17	—	16	66	55	24	... 205	5	1	—	—	
1989–90	439	7	2	17	2	21	106	42	26	... 203	9	4	—	—	
1990–91	474	6	—	6	3	17	92	41	52	... 249	3	5	—	—	
1991–92	581	5	—	14	4	14	113	41	50	... 322	11	7	—	—	
British Columbia (2) Colombie-Britannique															
1985–86	—	—	—	—	—	—	—	—	—	— 55	15	88	... 1	2	3
1986–87	204	—	—	6	2	10	— 37	11	22	14	70	... 3	3	3	3
1987–88	181	2	1	12	—	—	— —	—	—	—	—	—	—	—	—
1988–89	—	—	—	—	—	—	— —	—	—	—	—	—	—	—	—
1989–90	—	—	—	—	—	—	— —	—	—	—	—	—	—	—	—
1990–91	—	—	—	—	—	—	— —	—	—	—	—	—	—	—	—
1991–92	—	—	—	—	—	—	— —	—	—	—	—	—	—	—	—
Northwest Territories Territoires du Nord-Ouest															
1985–86	16	—	—	—	—	—	—	—	—	— 2	2	5	2	1	1
1986–87	15 (e)	—	—	—	—	—	—	—	—	— 12 (e)	—	—	—	—	—
1987–88	—	—	—	—	—	—	—	—	—	— 10	—	—	—	—	—
1988–89	—	—	—	—	—	—	—	—	—	— 10	—	—	—	—	—
1989–90	—	—	—	—	—	—	—	—	—	— 15	—	—	—	—	—
1990–91	—	—	—	—	—	—	—	—	—	— 15	—	—	—	—	—
1991–92	—	—	—	—	—	—	—	—	—	— 19	—	—	—	—	—
Yukon Territory Territoire du Yukon															
1985–86	—	—	—	—	—	—	—	—	—	— 19	—	—	—	—	—
1986–87	—	—	—	—	—	—	—	—	—	— 4	—	—	—	—	—
1987–88	—	—	—	—	—	—	—	—	—	— 6	—	—	—	—	—
1988–89	—	—	—	—	—	—	—	—	—	— 6	—	—	—	—	—
1989–90	—	—	—	—	—	—	—	—	—	— 10	—	—	—	—	—
1990–91	—	—	—	—	—	—	—	—	—	— 15	—	—	—	—	—
1991–92	—	—	—	—	—	—	—	—	—	— 19	—	—	—	—	—

Footnotes

Table 15 - Incoming Civil Dossiers Processed Under the Interprovincial Reciprocity Agreement, 1985-86 to 1991-92

(1) Incoming Civil Dossiers Processed Under the Interprovincial Reciprocity Agreement, 1985-86 to 1991-92 - The Interprovincial Reciprocity Agreement refers to the informal agreement among legal aid Plans in Canada to handle non-resident civil dossiers. Under the terms of the agreement, applicants must request legal aid in their province of residence rather than in the province or territory where the legal recourse is sought. An approved application is then forwarded to the Plan which will provide legal aid services.

Incoming dossiers refer to the number of applications approved by other provincial/territorial Plans which are forwarded to the Plan for service and for which service has been provided.

(2) British Columbia - British Columbia only counts civil applications as incoming after the Plan agrees to provide service (e.g. there is certainty that a lawyer will be appointed).

Notes

Tableau 15 - Dossiers reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de reciprocité en matière civile, de 1985-1986 à 1991-1992

(1) Dossiers reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de reciprocité en matière civile, de 1985-1986 à 1991-1992 - L'accord interprovincial de réciprocité désigne l'accord officieux conclu entre les régimes d'aide juridique du Canada en ce qui concerne le traitement des dossiers relatifs à des affaires civiles mettant en cause des non-résidents. Aux termes de cet accord, les particuliers qui désirent obtenir des services d'aide juridique doivent en faire la demande dans leur province ou territoire de résidence plutôt que dans la province ou le territoire où le recours judiciaire a été adressé au tribunal. Une demande approuvée est ensuite transmise au régime qui doit assurer la prestation des services d'aide juridique.

Les dossiers reçus désignent les demandes que d'autres régimes provinciaux/territoriaux ont approuvées et transmises au régime et à l'égard desquelles ce dernier a assuré la prestation de services.

(2) Colombie-Britannique - La Colombie-Britannique ne considère les demandes en matière civile comme des dossiers reçus que lorsque le régime a accepté d'assurer les services (c.-à-d. lorsqu'il est certain qu'un avocat sera nommé).

SECTION 16

Outgoing Civil Dossiers Processed Under
the Interprovincial Reciprocity
Agreement, 1985-86 to 1991-92

Dossiers transmis en vertu de l'Accord
interprovincial de réciprocité en matière
civile, de 1985-1986 à 1991-1992

TABLE 16 – Outgoing Civil Dossiers Processed Under the Interprovincial Reciprocity Agreement, 1985–86 to 1991–92. (1)

TABLEAU 16 – Dossiers transmis en vertu de l'Accord Interprovincial de réciprocité en matière civile, de 1985–1986 à 1991–1992. (1)

TABLE 18 – Outgoing Civil Dossiers Processed Under the Interprovincial Reciprocity Agreement, 1985–86 to 1991–92. (1)

TABLEAU 18 – Dossiers transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité en matière civile, de 1985–1986 à 1991–1992. (1)

(From / De)	Province or Territory and Year Province ou territoire et année	Total	Nfld T.-N.	P.E.I. I.-P.-É.	N.S. N.-É.	N.B. N.-B.	Que Qc	Ont Ont.	Man Man.	Sask Sask.	Alta Alb.	B.C. C.-B.	NWT T.-N.-O.	(To / À / AU)		YUK Yuk. / Extérieur du Canada				
														Manitoba	Saskatchewan	Alberta	British Columbia (2) Colombie-Britannique	N.W.T. Territoires du Nord-Ouest	Yukon Territory Territoire du Yukon	
Manitoba	1985–86	128	—	—	3	—	1	45	—	15	35	27	1	1	—	—	—	—	—	—
	1986–87	150	—	—	1	4	3	39	—	36	36	27	1	—	—	—	—	—	—	—
	1987–88	79	—	—	—	—	3	38	—	10	21	4	2	—	—	—	—	—	—	—
	1988–89	97	—	—	2	1	2	37	—	15	21	16	2	1	—	—	—	—	—	—
	1989–90	126	1	—	—	—	6	50	—	17	25	22	2	—	—	—	—	—	—	—
	1990–91	150	2	—	—	1	7	60	—	17	30	26	2	—	—	—	—	—	—	—
	1991–92	167	1	—	4	2	6	61	—	29	33	28	—	1	—	—	—	—	—	—
Saskatchewan	1985–86	81	—	—	—	1	—	8	15	—	44	12	1	—	—	—	—	—	—	—
	1986–87	75	—	—	1	—	1	10	15	—	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1987–88	61	—	—	1	2	2	9	16	—	17	13	—	—	—	—	—	—	—	—
	1988–89	72	—	—	—	—	1	15	19	—	22	15	—	—	—	—	—	—	—	—
	1989–90	74	1	—	1	—	2	8	19	—	25	18	—	—	—	—	—	—	—	—
	1990–91	149	—	2	—	1	—	7	22	42	—	35	40	2	—	—	—	—	—	—
	1991–92	155	2	—	—	1	—	1	24	34	—	58	33	2	—	—	—	—	—	—
Alberta	1985–86	347	17	—	8	3	13	83	40	49	—	118	10	—	—	—	—	—	—	—
	1986–87	319	6	—	15	1	12	65	38	66	—	104	4	—	—	—	—	—	—	—
	1987–88	219	1	—	6	2	12	65	27	28	—	73	3	—	—	—	—	—	—	—
	1988–89	272	—	—	9	1	5	68	30	40	—	108	6	—	—	—	—	—	—	—
	1989–90	238	—	—	1	3	2	13	62	36	23	—	92	6	—	—	—	—	—	—
	1990–91	339	2	—	1	12	9	11	82	44	63	—	108	5	—	—	—	—	—	—
	1991–92	394	7	2	11	4	11	85	37	86	—	138	10	3	—	—	—	—	—	—
British Columbia (2) Colombie-Britannique	1985–86	—	—	—	5	18	—	—	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1986–87	383	6	—	8	10	3	17	68	35	21	173	—	—	—	—	—	—	—	—
	1987–88	319	—	—	—	—	—	—	—	—	143	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1988–89	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1989–90	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1990–91	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1991–92	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Northwest Territories	1985–86	13	—	—	1	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—
	1986–87	13 (e)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1987–88	10 (e)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1988–89	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1989–90	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1990–91	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1991–92	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Yukon Territory	1985–86	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1986–87	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1987–88	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1988–89	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1989–90	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1990–91	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1991–92	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Footnotes

Table 16 - Outgoing Civil Dossiers Processed Under the Interprovincial Reciprocity Agreement, 1985-86 to 1991-92

(1) Outgoing Civil Dossiers Processed Under the Interprovincial Reciprocity Agreement - Outgoing dossiers refer to the number of applications approved by the Plan and forwarded to other provincial/territorial Plans for service.

(2) British Columbia - British Columbia counts all civil dossiers as outgoing even if there is the possibility that the other province may decline to provide services.

Notes

Tableau 16 - Dossiers transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité en matière civile, de 1985-1986 à 1991-1992

(1) Dossiers transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité en matière civile - Les dossiers transmis désignent les demandes que le régime a approuvées et transmises à d'autres régimes provinciaux ou territoriaux pour qu'ils assurent les services nécessaires.

(2) Colombie-Britannique - La Colombie-Britannique considère toutes les demandes en matière civile comme des dossiers transmis même s'il est possible que l'autre province ou territoire refuse d'assurer les services.

GLOSSARY OF DEFINITIONS

Scope: Information requested by the Legal Aid Questionnaire is limited to descriptions of legal aid services delivered by legal aid offices (including community law clinics) which are funded, in whole or in part, by the Legal Aid Plan of the province.

Accrual basis accounting refers to the recognition of revenues in the period in which they are earned and the deduction of expenses incurred in generating these revenues.

Active bar members include the total number of lawyers certified and insured to practice in the jurisdiction.

Adult refers to persons 18 years of age and older.

Appeal refers to an appeal of a lower court or administrative tribunal decision, not an appeal of a refused application. Each dossier is counted in spite of the fact that the matter may have been dealt with by the Plan in the past.

An application refers to a formal request, evidenced in writing, whereby a person applies to a legal aid office for assistance. When aggregated, the total number of applications reflects the number of individual requests for summary and full service assistance, rather than the total number of persons seeking assistance. Formal requests for assistance are recorded on the intake document used by the legal aid office. Related legal matters enumerated at the time of contact with the office are included on one application, regardless of the requirement for a court appearance. If a matter related to that on the original application arises at a later date (other

GLOSSAIRE DES DÉFINITIONS

Portée : Les renseignements demandés sur le questionnaire de l'enquête sur les services d'aide juridique se limitent à la description des services assurés par les bureaux d'aide juridique (y compris les centres de consultation communautaires) financés en totalité ou en partie par le Régime d'aide juridique de la province.

Comptabilité d'exercice - cette méthode consiste à prendre en compte les recettes à la période où elles ont été gagnées et à déduire les dépenses écoulant de la production de ces recettes.

Les membres actifs du Barreau comprennent tous les avocats jouissant d'une assurance responsabilité professionnelle accrédités à pratiquer dans le secteur de compétence visé.

Les adultes désignent les personnes âgées de 18 ans et plus.

Par appel, on entend un appel interjeté par suite d'une décision rendue par un tribunal de première instance ou par un tribunal administratif, et non un appel interjeté par suite du rejet d'une demande. Chaque demande est comptée même si l'affaire en cause a déjà été traitée par le régime dans le passé.

Par demande, on entend une demande officielle présentée par écrit par une personne qui fait appel à un bureau d'aide juridique pour obtenir de l'aide. Le nombre total de demandes indique le nombre de demandes de services sommaires et de services complets, plutôt que le nombre de personnes qui demandent de l'aide. Les demandes d'aide officielles doivent être présentées sur la formule d'inscription utilisée par le bureau d'aide juridique. Les affaires connexes mentionnées au moment de la prise de contact avec le bureau figurent sur une même demande, que les clients soient tenus ou non de comparaître en cour. Si une affaire (autre qu'un appel) ayant trait à la

than appeal), a new application is not filed. Separate applications are counted for criminal and civil matters. The total number of applications reported for the fiscal year include all such applications filed during that time, irrespective of when the application was approved or rejected. The count excludes requests for duty counsel services.

Approved application for full service refers to an application for legal assistance which is granted legal aid as described in a certificate, referral, or any other authorization denoting that the applicant is entitled to legal services.

Once an application is approved for full service, it is not subsequently counted as a summary service although in some cases, relatively little service may be required to fulfil the request.

This count measures the number of units of service rather than the number of persons assisted, and is mutually exclusive of all summary service and duty counsel services.

Approved application for summary services refers to the provision of legal advice, information, or any other type of minimal legal service to an individual during a formal interview. It can include simple legal tasks such as making a telephone call or drafting a letter on behalf of a client. Excluded are inquiries made at the "front desk" of the legal aid office or telephone ("hot-line") inquiries. Summary services are provided to individuals in two circumstances: a written request has been submitted at the office, or a verbal request has been made. Only written requests are included in the count. No file (dossier) is opened for the client provided summary services. This count excludes the application which requested extensive legal assistance (full

demande initiale est instruite à une date ultérieure, il n'y a pas lieu de remplir une nouvelle demande. Les demandes relatives aux affaires criminelles et les demandes relatives aux affaires civiles font l'objet d'un compte distinct. Le nombre total de demandes déclarées pour l'exercice financier englobe toutes les demandes présentées au cours de cette période, quelle que soit la date à laquelle la demande a été approuvée ou rejetée. Le compte exclut les demandes relatives aux services des avocats nommés d'office.

Par demande de services complets approuvée on entend une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, une mise en rapport ou toute autre autorisation indiquant que le requérant peut recevoir des services d'aide juridique.

Une fois qu'une demande de services complets a été approuvée, on ne peut la compter ultérieurement comme une demande de services sommaires même si, dans certains cas, relativement peu de services ont été rendus pour répondre à la demande.

On compte le nombre d'unités de services plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Les chiffres résultants n'englobent ni les services sommaires, ni les services d'avocats nommés d'office.

Par demande de services sommaires approuvée, on entend une demande donnant lieu à la prestation de conseils juridiques, de renseignements ou de tout autre genre de service de base dans le cadre d'une entrevue officielle. Ces services peuvent comprendre l'exécution de tâches juridiques simples comme celles consistant à faire un appel téléphonique ou à rédiger une lettre pour le compte d'un client. Sont exclues les demandes de renseignements présentées à la réception du bureau d'aide juridique ou les demandes de renseignements faites par téléphone (ligne directe). On assure la prestation de services sommaires dans deux circonstances : lorsqu'une demande écrite a été présentée au bureau ou qu'une demande verbale a été faite. Seules les

service) but received summary service upon refusal. Also excluded are the applications originally approved for full service but subsequently rendered summary services. Verbal requests for assistance are excluded from this count.

The count measures the number of units of service provided rather than the number of persons assisted, and is mutually exclusive of both the approved full service application and duty counsel counts.

Cash basis accounting - when revenues are not recorded until received in cash and expenses are assigned to the period in which cash payment is made.

Central administrative expenditures include monies spent on head office functions and on offices that do not employ staff to advise and represent clients.

Civil contributions refer to monies provided by the Department of Health and Welfare as part of the cost-sharing agreement for legal services in civil legal aid matters under the Canada Assistance Plan (CAP).

Civil duty counsel refers to services in civil matters that may additionally be provided at locations other than a court or place of detention (e.g. psychiatric hospital, senior citizens' home).

Client contributions refer to monies received from the aided person for legal assistance; flat user fees are included.

demandes écrites sont comptées. On n'ouvre pas de dossier pour les clients qui reçoivent des services sommaires. On ne compte pas les demandes de services étendus (services complets) dont le rejet a entraîné la prestation de services sommaires. De même, on ne tient pas compte des demandes de services complets approuvées ayant donné lieu ultérieurement à la prestation de services sommaires, non plus que des demandes verbales.

On compte le nombre d'unités de services fournies plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Ces chiffres n'englobent ni les demandes de services complets approuvées, ni les services d'avocats nommés d'office.

La comptabilité de caisse - en vertu de cette méthode, les recettes ne sont prises en compte qu'au moment où elles sont perçues en espèces et les dépenses sont affectées à la période où le paiement en espèce a été effectué.

Les dépenses au titre des services administratifs centraux comprennent les sommes engagées au titre des fonctions de l'administration centrale et des bureaux qui n'emploient pas de personnel pour conseiller et représenter les clients.

La contribution en matière civile désigne les montants fournis par le Ministère de la Santé et du Bien-être social dans le cadre de l'entente de partage des coûts au titre des services d'aide juridique en matière civile assurés en vertu du Régime d'assistance publique du Canada (RAPC).

Les services d'avocats nommés d'office au civil désignent les services relatifs à des affaires civiles qui peuvent aussi être assurés ailleurs que devant un tribunal ou dans un lieu de détention (par exemple un hôpital psychiatrique ou un foyer pour personnes âgées).

Les contributions des clients désigne les montants reçus des bénéficiaires de l'aide juridique, y compris les cotisations fixes des utilisateurs.

Contributions of the legal profession refer to monies received from the law profession.

Cost recoveries refer to the party costs ordered or agreed to be recovered in the case. Includes monies recovered from a judgement, award or settlement.

Coverage restrictions refer to applications refused on the grounds that the legal matter is not covered by the Legal Aid Plan.

Criminal adult contributions refer to monies provided by the Department of Justice, Canada as part of the criminal adult cost-sharing agreement.

Criminal duty counsel refers to services in criminal matters that are generally provided at a court or place of detention.

Criminal matters refer to matters under federal statutes.

Direct legal service expenditures are the sum payments made to private law firms and the costs of legal service delivery by Plan staff. These expenditures include monies spent on the provision of legal advice and representation services to clients including special target groups. All law office and contracted community clinic expenses are included (i.e., staff salaries, benefits and overhead expenses). Central administrative expenses and other expenses of the Plan are excluded.

Les contributions des avocats désigne les sommes reçues des avocats.

Par frais recouvrés, on entend les frais à recouvrer à la suite d'une ordonnance ou d'une entente, y compris les montants recouvrés par suite d'un jugement, d'une décision ou d'un règlement.

Les demandes rejetées pour des motifs liés à l'applicabilité sont refusées parce que le Régime d'aide juridique n'offre pas de services pour les affaires de ce genre.

La contribution au criminel à l'intention des adultes désigne les montants fournis par le Ministère de la Justice du Canada dans le cadre de l'accord de partage des coûts relatifs à l'aide juridique au criminel à l'intention des adultes.

Les services d'avocats nommés d'office au criminel désignent les services relatifs à des affaires criminelles qui sont en général assurés devant un tribunal ou dans un lieu de détention.

Les affaires criminelles désignent les affaires relevant des lois fédérales.

Les dépenses directes au titre des services juridiques désignent la somme de tous les montants versés à des cabinets d'avocats de pratique privée et les coûts afférents à la prestation des services juridiques assurés par le personnel du régime. Ces dépenses comprennent les sommes versées pour la prestation de conseils juridiques et services de représentation aux clients, au nombre desquels figurent des groupes cibles. Ces chiffres comprennent aussi les dépenses de tous les cabinets d'avocats et de tous les centres de consultation communautaires ayant conclu un contrat avec le régime (c.-à-d., le traitement du personnel, les avantages sociaux et les frais généraux). Les dépenses au titre des services administratifs centraux et autres dépenses du régime sont exclues.

Direct legal service staff refers to persons whose primary function is to deliver legal assistance and/or legal representation directly to clients. Notaries are included in the staff lawyer count. Paralegals are included in the non-lawyer count.

Direct legal service staff expenditures include monies spent on the provision of legal advice and representation services by Plan staff to clients, including special target groups. All law office and contracted community clinic expenses are included (i.e., staff salaries, benefits and overhead expenses). These expenditures include, for example, professional and support staff salaries and benefits, legal disbursements and overhead costs of direct legal service offices. Associated overhead includes the cost of office supplies, equipment and maintenance, conferences, meetings, membership expenses, rent, etc. Central administrative expenses and other expenses (e.g. capital expenditures) are excluded.

Par personnel affecté aux services d'aide juridique directs, on entend les personnes dont les fonctions principales consistent à conseiller et/ou à représenter les clients. Les notaires sont comptés avec les avocats salariés, tandis que les techniciens judiciaires sont comptés avec les non-avocats.

Les dépenses directes au titre des services juridiques assurés par le personnel du régime désignent les sommes dépensées pour la prestation de conseils juridiques et de services de représentation par le personnel du régime à des clients, au nombre desquels figurent certains groupes cibles. Ces montants englobent les dépenses de tous les cabinets d'avocats et de tous les centres de consultation communautaires ayant conclu un contrat avec le régime (c.-à-d., le traitement du personnel, les avantages sociaux et les frais généraux). Ainsi, les dépenses comprennent les traitements et les avantages sociaux du personnel spécialisé et du personnel de soutien, ainsi que les débours juridiques et les frais généraux des bureaux d'aide juridique directe. Les frais généraux associés incluent le coût des fournitures et du matériel de bureau ainsi que les dépenses au titre de l'entretien, des conférences, des réunions, des cotisations, des loyer, etc.. Les dépenses au titre des services administratifs centraux et les autres dépenses (p. ex. les dépenses en immobilisations) sont exclues.

Duty counsel services refer to legal services provided by a lawyer at a location other than a legal aid office, where the person assisted had not previously applied in writing for services to be rendered. This count measures the number of units of service provided rather than the number of persons assisted, and is mutually exclusive of both the summary service and approved application counts. Cases coming before a circuit court are typically provided duty counsel services. Consequently, circuit court cases are included in the duty counsel service count rather than in the approved application count. Only circuit court matters granted a delay are included in the approved application count. The provision of duty

Par services d'avocats nommés d'office, on entend les services juridiques assurés par un avocat à un endroit autre qu'un bureau d'aide juridique et pour lesquels le bénéficiaire n'avait pas présenté de demande écrite. On compte le nombre d'unités de services fournis plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Les chiffres résultants ne tiennent compte ni des services sommaires, ni des demandes approuvées. Les personnes dont la cause est entendue par un tribunal itinérant reçoivent habituellement les services d'avocats nommés d'office. C'est pourquoi les services relatifs aux causes entendues par les tribunaux itinérants sont comptés avec les services d'avocats nommés d'office plutôt qu'avec les

counsel services does not bar the recipient from subsequent application for legal aid services.

Expenditures refer to the actual gross dollars expended by the Plan in a given fiscal year (i.e. accounts payable are excluded). Expenditures made on behalf of the Plan by other agencies are not included. Total expenditure is the sum of expenditures on direct legal service, other program expenditures, central administrative expenditures and any other expenditure.

External project expenditures refer to monies expended by the Plan on projects undertaken external to the Plan (e.g. university clinics). Note that funding of community clinics is not included here.

Family matters refer to proceedings related to divorce, separation, maintenance, custody/access, wardship/child protection, and all other matters of a family law nature (e.g. adoption, change of name, mediation proceedings, filiation).

Federal matters refer to those criminal offences designated as a federal statutory responsibility.

Federal government contribution to Criminal Legal Aid refers to monies contributed by the Department of Justice Canada.

Financial ineligibility refers to a refusal for legal aid based on some financial information disclosed by the applicant pertaining to his/her income, assets and liabilities.

demandes acceptées. Ces services sont comptés avec les demandes acceptées uniquement lorsque l'affaire afférente a été remise à plus tard. La prestation à un client de services d'avocats nommés d'office n'empêche pas ce client de présenter plus tard une demande de services d'aide juridique s'il le désire.

Les dépenses désignent les sommes brutes réelles dépensées par le régime au cours de l'exercice financier (c'est-à-dire que les comptes créditeurs ne sont pas pris en considération). Les dépenses engagées pour le compte du régime par d'autres organismes sont exclues. Le total des dépenses est égal à la somme des dépenses directes au titre des services juridiques, des dépenses au titre des autres programmes, des dépenses au titre des services administratifs centraux et toute autre dépense.

Les dépenses au titre de projets externes désignent les montants consacrés par le régime à des projets mis en oeuvre à l'extérieur du cadre du régime (par exemple dans des centres de consultation universitaires). On notera que le financement des centres de consultation communautaires est exclu de ces frais.

Les affaires relevant du droit de la famille désignent les affaires liées au divorce, à la séparation, aux pensions alimentaires, aux droits de garde et de visite, à la tutelle et à la protection de l'enfance, ainsi que toute autre affaire de cette nature (par exemple: adoption, changement de nom, médiation, filiation).

Les affaires fédérales désignent les infractions d'ordre criminel aux lois fédérales.

La contribution fédérale aux affaires criminelles de l'aide juridique désigne les fonds fournis par le Ministère de la Justice du Canada.

Par **inadmissibilité financière**, on entend le refus d'accepter une demande d'aide juridique à cause de renseignements d'ordre financier divulgués par l'intéressé sur ses revenus, ses avoirs et ses dettes.

Government contributions refer to federal, provincial and territorial monies allocated to the Plan through the provincial or territorial government. Federal contributions made through the separate federal/provincial or territorial cost-sharing agreements for criminal and young offender legal aid, as well as contributions to civil legal aid made through the Canada Assistance Plan, are not recorded separately since monies are generally directed to the consolidated revenue fund of the province and not to the Plans directly. In past years, the federal Department of Health and Welfare shared the cost of services provided to wards of the Children's Aid Society. The legal aid expenses of all *Young Offenders Act* proceedings are now cost-shared between the federal Department of Justice, the provinces and territories. Also, in the past years, one criminal legal aid agreement was in place, but since 1984-85, two have been administered: one for adults and one for young people.

Incoming dossiers refer to the number of applications approved for civil legal aid by other provincial or territorial Plans which are forwarded to the Plan for service and for which service has been provided.

Interprovincial Reciprocity Agreement refers to the informal agreement among Legal Aid Plans in Canada to handle non-resident civil dossiers. Under the terms of the agreement, applicants must request legal aid in their province or territory of residence rather than in the province or territory where the legal recourse is sought. An approved application is then forwarded to the Plan which will provide the legal aid service.

Par **contributions de l'État**, on entend les fonds fédéraux, provinciaux et territoriaux alloués au régime par l'intermédiaire de l'administration provinciale ou territoriale. Les contributions fédérales versées en vertu des ententes fédérales-provinciales ou territoriales de partage des frais en matière d'aide juridique au criminel ou dans les cas relevant de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, de même que les contributions versées dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada ne font pas l'objet d'une déclaration distincte, puisque les fonds sont en général directement versés au Trésor de la province ou territoire et non pas directement aux régimes. Au cours des dernières années, le Ministère fédéral de la Santé et du Bien-être social a assumé une partie du coût des services fournis aux pupilles de la Société d'aide à l'enfance. Les dépenses relatives à l'aide juridique entraînées par les poursuites judiciaires en vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants* sont maintenant partagées par le Ministère fédéral de la Justice, les provinces et les territoires. De même, une seule entente relative à l'aide juridique en matière criminelle était en vigueur au cours des dernières années, mais depuis 1984-1985, deux ententes ont été mises en oeuvre en la matière, l'une pour les adultes et l'autre pour les mineurs.

Par **dossiers reçus**, on entend les demandes d'aide juridique au civil que d'autres régimes provinciaux ou territoriaux ont approuvées et transmises au régime et à l'égard desquelles ce dernier a assuré la prestation de services.

L'**accord interprovincial de réciprocité** désigne l'accord officieux intervenu entre les Régimes d'aide juridique du Canada en ce qui concerne le traitement des dossiers relatifs à des affaires mettant en cause des non-résidents. Aux termes de cet accord, les particuliers qui désirent obtenir des services d'aide juridique doivent en faire la demande dans leur province ou territoire de résidence plutôt que dans la province ou le territoire où le recours judiciaire a été adressé au tribunal. Une demande approuvée est ensuite transmise au régime qui doit assurer la prestation des services d'aide juridique.

Lack of merit refers to applications refused because the nature of the case or the seriousness of the matter does not warrant legal assistance.

Legal research expenditures refer to monies expended by the Plan for conducting research related to legal matters. This component excludes the cost of maintaining libraries.

Legal research staff refers to persons working within a specific program area conducting research related to legal matters. This excludes persons maintaining Plan libraries.

The **March 31st count** refers to the actual number of both full-time and part-time staff employed by the Plan at one particular point in time: March 31, the final day of the fiscal year.

Non-compliance/abuse refers to a refusal for legal aid based on either an applicant's prior or current experience with the Plan. These refusals include applications where similar services were already rendered; services applied for are abusive of the legal process; or failure to cooperate with the legal aid lawyer.

Number of private bar lawyers who provided services includes those active members of the private bar who actually delivered legal services and billed the Plan during the fiscal year. Government employed and legal aid staff lawyers are excluded. Notaries are included in the total counts provided. An unduplicated count is reported.

Only one offence or legal matter is reported per dossier; that is, the offence or legal matter deemed to be most serious in nature. Offences processed under the *Young Offenders Act* are

Des demandes peuvent être rejetées faute de **mérite suffisant** si la nature du cas ou le manque de sérieux de l'affaire ne justifie pas la prestation de services d'aide juridique.

Les dépenses au titre des recherches juridiques désignent les montants dépensés par le régime pour effectuer des recherches ayant trait à des questions juridiques. Ces dépenses excluent les frais engagés aux fins du fonctionnement des bibliothèques.

Par **personnel affecté aux recherches juridiques**, on entend les personnes qui, au sein d'un domaine déterminé, effectuent des recherches relatives aux questions juridiques (sont exclues les personnes affectées aux bibliothèques des régimes).

Le **nombre d'employés au 31 mars** désigne le nombre réel d'employés à temps plein et à temps partiel au service du régime à un moment donné, soit le 31 mars, le dernier jour de l'exercice financier.

Le **rejet d'une demande d'aide juridique pour non-conformité ou abus** est fondé sur la façon dont le requérant a utilisé ou utilise actuellement le régime. La demande peut être rejetée parce que des services similaires ont déjà été rendus; parce que les services demandés constituent un recours abusif à la voie judiciaire; ou parce que le requérant refuse de collaborer avec l'avocat de l'aide juridique.

Le **nombre d'avocats de pratique privée ayant assuré les prestations de services** comprend les avocats de pratique privée, membres du Barreau, qui ont réellement fourni des services juridiques et présenté une demande d'honoraires au régime au cours de l'exercice financier. Les avocats au service d'une administration publique ou membres du personnel de l'aide juridique sont exclus. Les notaires sont inclus dans le dénombrement total. Les chiffres déclarés sont des chiffres sans double compte.

Une seule infraction ou affaire est déclarée par dossier, soit l'infraction ou l'affaire considérée comme étant la plus grave. Les infractions traitées en vertu de la *Loi sur*

mutually exclusive of the Adult offence categorizations.

Other expenditures refer to any other monies expended by the Plan on functions not already accounted for in the above categories (e.g. capital expenditures).

Other civil matters refer to all other civil proceedings which are not of a family nature.

Other program expenditure includes monies spent on legal research activities, public legal education and grants to other agencies.

Other reasons refer to reasons for refusing an application other than financial ineligibility. Other reasons may include: coverage restrictions, lack of merit or non-compliance/abuse.

Other sources refer to revenues that have not already been accounted for in the above categories.

Other staff refers to persons not in public legal education or legal research programs and whose primary function does not involve the provision of legal advice and/or representation directly to clients; for example, lawyers performing primarily administrative functions, accountants, librarians, law students and clerical staff.

Outgoing dossiers refer to the number of applications for civil legal aid approved by the Plan which are forwarded to other provincial or territorial Plans for service.

les jeunes contrevenants ne doivent pas figurer dans les catégories d'infractions commises par les adultes.

Les autres dépenses désignent les sommes dépensées par le régime au titre des fonctions dont il n'a pas déjà été fait état dans les catégories précédentes (par exemple les dépenses en immobilisations).

Les autres affaires civiles désignent toutes les affaires relevant du droit civil, mais ne relevant pas du droit de la famille.

Les dépenses au titre des autres programmes comprennent les montants consacrés aux activités de recherches juridiques, à l'information du public en matière de droit et à des contributions versées à d'autres programmes.

Par autres raisons, on entend toute raison autre que l'inadmissibilité financière invoquée pour rejeter une demande. Ces raisons peuvent appartenir à une des catégories suivantes : raisons liées à l'applicabilité, mérite insuffisant, non-conformité ou abus.

Les autres sources ont trait aux recettes dont il n'a pas déjà été fait état dans les catégories précédentes.

Les autres employés désignent les personnes non affectées à des programmes d'information du public ou de recherches juridiques et dont les fonctions principales ne comprennent pas la prestation de conseils juridiques et(ou) de services de représentation directe des clients; il peut s'agir notamment d'avocats dont les principales fonctions sont de nature administrative, de comptables, de bibliothécaires, d'étudiants en droit et d'employés de bureau.

Par dossiers transmis, on entend les demandes d'aide juridique au civil que le régime a approuvées et transmises à d'autres régimes provinciaux ou territoriaux pour qu'ils assurent la prestation des services y afférents.

Payment year refers to the year in which monies were received rather than the year in which monies were expended.

Personnel resources refer to the actual number of staff employed by the Plan, as of March 31st. These data are broken down in two ways: by type of service provided and by type of personnel. The type of personnel on staff with the Plans are divided into: lawyer and non-lawyer counts. Staff lawyers refer to lawyers who are hired by the Legal Aid Plan to work from the legal aid office. Salaries are paid by the Plan.

Private law firm expenditures include fees and disbursements, together with other specific costs (e.g. travel expenses) incurred by private lawyers for the provision of legal services to legal aid clients.

Provincial and territorial contributions refer to monies contributed by the provinces and territories to the Legal Aid Plans.

Provincial and territorial matters refer to those offences under provincial or territorial statutory responsibility. Also included are infractions under municipal by-laws.

Public legal education expenditures refer to monies expended by the Plan on preventive law programs, educational programs and publicity.

Public legal education staff refers to persons working within a specific program area conducting preventive law programs, educational programs and/or publicity.

L'année du paiement désigne l'année au cours de laquelle les fonds ont été reçus plutôt que l'année au cours de laquelle ils ont été dépensés.

Les ressources en personnel qui sont déclarées comme nombre d'employés au 31 mars, désignent le nombre réel des employés au service du régime. Ces données sont ventilées selon deux catégories: soit le genre de service offert et le genre d'employé. Les employés faisant partie des effectifs des régimes sont divisés en deux catégories : les avocats et les non-avocats. Les avocats salariés désignent les avocats qui sont embauchés par le régime d'aide juridique et qui travaillent au bureau de l'aide juridique. Les salaires de ces employés sont versés par le régime.

Les dépenses relatives aux cabinets d'avocats de pratique privée englobent les honoraires et les débours, ainsi que certains autres frais (par exemple les frais de déplacement) assumés par les avocats de pratique privée aux fins de la prestation de services juridiques à des clients de l'aide juridique.

La contribution des provinces et territoires désigne les sommes versées par les provinces et les territoires aux régimes d'aide juridique.

Les affaires provinciales et territoriales désignent les infractions aux lois provinciales ou territoriales, ainsi que les infractions aux règlements municipaux.

Les dépenses au titre de l'information du public englobent les dépenses relatives aux programmes d'information en matière de droit, aux programmes de sensibilisation et à la publicité.

Par personnel affecté à l'information du public on entend les personnes qui, à l'intérieur d'un domaine déterminé, sont chargées des programmes d'information en matière de droit, des programmes de sensibilisation et(ou) de la publicité.

Refused applications refer to all formal requests for legal aid evidenced in writing that have been denied legal services. This total includes applications for which no services have been approved, as well as those applications denied for full service that subsequently receive summary service. An application can be refused, appealed and still refused. Only the initial refusal is counted. Reasons for refusal are a product of legislative and policy restrictions.

Revenue refers to all monies received directly by the Legal Aid Plan during a given fiscal year. Funds received for specific projects from agencies external to the Plan are not included as revenue. Accounts receivable are excluded.

Summary service refers to the provision of legal advice, information, or any other type of minimal legal service to an individual during a formal interview. It can include simple legal tasks such as making a telephone call or drafting a letter on behalf of a client. Excluded are inquiries made at the "front desk" of the legal aid office, or telephone ("hot line") inquiries. Summary services are provided to individuals in two circumstances: a written request has been submitted at the office, or a verbal request has been made. Only written requests are included in the count. A **written request** refers to a request of assistance as evidenced by the completion of a legal aid application. A **verbal request** refers to a request by a non-applicant made in-person at a legal aid office or by telephone to a direct legal service professional. Summary services may be provided to fulfil the request itself or follow the refusal of a written request for more extensive legal service (full-service). Once an application is approved for full service, it is not subsequently included in a summary service count although relatively little service may be provided. Also, no file (dossier) is opened for the client provided summary services. Summary service counts measure the number of units of service provided rather than the

Par **demande refusée** on entend toute demande officielle d'aide juridique présentée par écrit, à l'égard de laquelle on a refusé d'approuver la prestation de services juridiques. Le compte de ces demandes inclut les demandes à l'égard desquelles on a refusé d'accorder des services, ainsi que les demandes de services complets ayant été rejetées, mais à l'égard desquelles on a approuvé la prestation de services sommaires. Une demande peut être rejetée, portée en appel et rejetée de nouveau. Seul le rejet initial est compté. Les raisons du rejet sont issues des restrictions imposées par la loi et par la politique.

Par **recettes**, on entend tous les montants reçus directement par le Régime d'aide juridique au cours de l'exercice financier. Les fonds versés par les organismes extérieurs au régime pour des projets précis ne sont pas considérés comme des recettes. Les comptes débiteurs ne sont pas pris en considération.

Par **services sommaires** on entend des services donnant lieu à la prestation de conseils, de renseignements ou de tout autre genre de services de base au cours d'une entrevue officielle. Ils peuvent comprendre l'exécution de tâches juridiques simples comme celles consistant à faire un appel téléphonique ou à rédiger une lettre pour le compte d'un client. Ils excluent les demandes de renseignements présentées à la réception d'un bureau d'aide juridique et les demandes de renseignements faites par téléphone (ligne directe). On assure la prestation de services sommaires dans deux circonstances : lorsqu'une demande écrite a été présentée au bureau ou qu'une demande verbale a été faite. Seules les demandes écrites sont comptées. Par **demande écrite** on entend une demande d'aide présentée par une personne ayant rempli une formule de demande. Par **demande verbale**, on entend une demande adressée en personne par un non requérant à un bureau de l'aide juridique ou par téléphone à un employé affecté au service d'aide juridique direct. Les services sommaires peuvent être offerts en réponse à la demande même ou ils peuvent être accordés en cas de rejet d'une demande de services plus étendus (services complets). Lorsqu'une demande de services complets est

number of persons assisted, and are mutually exclusive of both the approved full service application and duty counsel counts.

approuvée, on ne peut ultérieurement la compter comme une demande de services sommaires même si relativement peu de services ont été rendus. En outre, on n'ouvre pas de dossier pour les clients qui reçoivent des services sommaires. Le nombre des services sommaires correspond au nombre d'unités de services fournies plutôt qu'au nombre de personnes aidées. Ces chiffres n'englobent ni les demandes de services complets approuvées ni les services d'avocats nommés d'office.

Young offender contributions refer to monies provided by the Department of Justice, Canada as part of the cost-sharing agreement dealing with YOA proceedings.

La contribution à l'intention des jeunes contrevenants désigne les montants fournis par le Ministère fédéral de la Justice dans le cadre de l'accord de partage des coûts afférents aux poursuites intentées en vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants*.

Youth refers to persons who are 12 years of age or older, but under 18 years of age under federal and provincial statutes. Alternatively, two provinces (Ontario and Nova Scotia) have designated maximum age for youth at 15 years of age for most provincial/municipal matters.

Conformément aux lois fédérales et provinciales, les **jeunes** désignent les personnes âgées de 12 ans ou plus, mais de moins de 18 ans. Cependant, deux provinces (l'Ontario et la Nouvelle-Écosse) ont établi à 15 ans l'âge maximal pour la plupart des affaires relevant de la compétence de la province ou des municipalités.



